



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 13 juillet 1957

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, July 13th, 1957

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1957.

Québec, le 22 juin 1957.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

45197-25-10-o

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1957.

Québec, June 22nd, 1957.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

45197-25-10-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimerie de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada,

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 11744-57)

Ace Drilling Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1957, constituant en corporation: Edgar Pain, ingénieur, de Rosemère, Michael Duggan, dessinateur et Guy Blanchard, notaire, tous deux de Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme foreurs et prospecteurs, sous le nom de "Ace Drilling Company

Letters Patent

(A.G. 11744-57)

Ace Drilling Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1957, incorporating: Edgar Pain, engineer, of Rosemere, Michael Duggan, draftsman, and Guy Blanchard, notary, both of Ste. Therese, for the following purposes:

To carry on business as drillers and mine locators, under the name of "Ace Drilling Compa-

Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11563-57)

Admiral Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1957, constituant en corporation: John Palov, administrateur, Michael Midlick, gérant de bureau, tous deux de Ville Mont-Royal et Andrew Michalko, gérant de bureau, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Admiral Development Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8251 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11758-57)

**Alsab Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1957, constituant en corporation: John McGlinchey Home, avocat et conseil en loi de la Reine, Robert Stephen O'Brien, avocat, tous deux de Westmount, George Wanklyn Hall, avocat, de Montréal-Ouest, Joseph Ovila Sabourin, secrétaire de corporation, de Ville Mont-Royal et Enid Mary Roberts, secrétaire, fille majeure, de la ville de Hampstead, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations afin de découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Alsab Mines Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11751-57)

Amalgamated Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mai 1957, constituant en corporation: Henri-Gérin Lajoie, Charles-Joseph Gélinas,

ny Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Rosemere, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11563-57)

Admiral Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1957, incorporating: John Palov, executive, Michael Midlick, office manager, both of the town of Mount Royal, and Andrew Michalko, office manager, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Admiral Development Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 8251 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11758-57)

**Alsab Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1957, incorporating: John McGlinchey Home, advocate and Queen's Counsel, Robert Stephen O'Brien, advocate, both of Westmount, George Wanklyn Hall, advocate, of Montreal West, Joseph Ovila Sabourin, corporate secretary, of the town of Mount Royal, and Enid Mary Roberts, secretary, spinster, of the town of Hampstead, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Alsab Mines Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11751-57)

Amalgamated Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1957, incorporating: Henri-Gérin-Lajoie, Charles Joseph Gélinas, both

tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, d'Outremont, et Pierre Bourque, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de "Amalgamated Supplies Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11427-57)

Associated Adjusters and Appraisers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1957, constituant en corporation: Guy Gagnon, avocat, de Ste-Adèle-en-bas, Jacqueline Phaneuf et Jeanne Valentine, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme évaluateurs et estimateurs, sous le nom de "Associated Adjusters and Appraisers Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 5,000 actions communes de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11631-57)

Associated Steel Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1957, constituant en corporation: Hyman Rosenfeld, notaire, de ville Mont-Royal, Irving Halperin et Daniel Morris, tous deux avocats de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, fondre, affiner, préparer et faire le commerce de toutes sortes de métaux ferreux et non-ferreux, sous le nom de "Associated Steel Co. Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et 800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11738-57)

**Banchini Limitée
Banchini Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1957, constituant en corporation: Oscar Banchini, Luigi Ricci et Giulio Sergori, tous trois entrepreneurs, d'Ottawa, Province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction et faire affaires comme entrepreneurs

advocates and Queen's Counsel, of Outremont, and Pierre Bourque, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in building materials of every nature and kind, under the name of "Amalgamated Supplies Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11427-57)

Associated Adjusters and Appraisers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1957, incorporating: Guy Gagnon, advocate, of Ste. Adèle-en-bas, Jacqueline Phaneuf and Jeanne Valentine, both secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as adjusters and appraisers, under the name of "Associated Adjusters and Appraisers Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 450 preferred shares of a par value of \$100 each and 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11631-57)

Associated Steel Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1957, incorporating: Hyman Rosenfeld, notary, of the town of Mount Royal, Irving Halperin and Daniel Morris, both advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, smelt, refine, install and deal in all kinds of ferrous and non-ferrous metals, under the name of "Associated Steel Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 200 common shares of \$10 each and into 800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11738-57)

**Banchini Limitée
Banchini Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1957, incorporating: Oscar Banchini, Luigi Ricci and Giulio Sergori, all three contractors, of Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on the business of building materials and operate as general building contractors, under

généraux en construction, sous le nom de "Banchini Limitée — Banchini Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 41, rue Maisonneuve, Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11669-57)

Benco Children's Wear Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mai 1957, constituant en corporation: Maynard B. Golt, avocat, Esther Monson et Micheline Bertrand, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce de vêtements pour enfants, textiles et produits d'iceux, sous le nom de "Benco Children's Wear Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11249-57)

Blue Hills Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1957, constituant en corporation: Jaroslav Novy, gérant traiteur, Ludvik Frischman, marchand, et Rudolph A. Voticky, surveillant d'usine, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction, de développement et d'amélioration; exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Blue Hills Co. Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Morin Heights, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11337-57)

Bouchard & Néron, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1957, constituant en corporation: Alphonse Bouchard, René Bouchard et Clément Néron, tous cultivateurs, de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme commerçants de bois, sous le nom de "Bouchard & Néron, Ltée",

the name of "Banchini Limitée — Banchini Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 41 Maisonneuve Street, Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11669-57)

Benco Children's Wear Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1957, incorporating: Maynard B. Golt, advocate, Esther Monson and Micheline Bertrand, both secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in children's clothing, textiles and textile products, under the name of "Benco Children's Wear Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11249-57)

Blue Hills Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1957, incorporating: Jaroslav Novy, catering manager, Ludvik Frischman, merchant, and Rudolph A. Voticky, fact, supervisor, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction, development and improvement company; to carry on business as general contractors, under the name of "Blue Hills Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Morin Heights, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11337-57)

Bouchard & Néron, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1957, incorporating: Alphonse Bouchard, René Bouchard and Clément Néron, all farmers, of St. Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as lumber merchants, under the name of "Bouchard & Néron, Ltée"

avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme (Metabetchouan), comté Lac St-Jean, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11715-57)

**Candiac Realities Ltd.
Les Immeubles Candiac Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1957, constituant en corporation: Jean-Bernard Coupal, notaire, Maurice Riel, avocat, tous deux de Laprairie, et Jean Geoffrion, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents d'immeubles, sous le nom de "Candiac Realities Ltd.—Les Immeubles Candiac Ltée", avec un capital total de \$11,000, divisé en 100 actions communes de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11696-57)

Charland Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1957, constituant en corporation: Camille Gauthier, garagiste, Yvette Rochon Gauthier, secrétaire, épouse commune en biens dudit Camille Gauthier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Ste-Dorothée, André Majeau, garagiste, et Yvette St-Onge Majeau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Majeau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "Charland Automobile Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11756-57)

Choinière & Charbonneau, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mai 1957, constituant en corporation: Richard Choinière, René Charbonneau, commerçants, et Louis-Marie Raymond, cultivateur, tous trois d'Henryville, pour les objets suivants:

with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St. Jérôme, (Metabetchouan), county of Lake St. John, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11715-57)

**Candiac Realities Ltd.
Les Immeubles Candiac Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1957, incorporating: Jean Bernard Coupal, notary, Maurice Riel, advocate, both of Laprairie, and Jean Geoffrion, advocate, of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents, under the name of "Candiac Realities Ltd.—Les Immeubles Candiac Ltée", with a total capital stock of \$11,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Laprairie, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11696-57)

Charland Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1957, incorporating: Camille Gauthier, garage-keeper, Yvette Rochon Gauthier, secretary, wife common as to property of the said Camille Gauthier, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Ste. Dorothée, André Majeau, garage-keeper, and Yvette St-Onge Majeau, housewife, wife contractually separate as to property of the said André Majeau, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a deal in automobiles and other means of conveyance; operate as garage-keepers and hardwaremen, under the name of "Charland Automobile Limitée"; with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11756-57)

Choinière & Charbonneau, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1957, incorporating: Richard Choinière, René Charbonneau, merchants, and Louis Marie Raymond, farmer, all three of Henryville, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et exercer le commerce d'automobiles et autres moyens de transport, sous le nom de "Choinière & Charbonneau, Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10 actions ordinaires de \$10 chacune et en 399 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Henryville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11826-57)

Clairmont Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1957, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Clifford George Meek, comptable, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, tous deux teneurs de livres, et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, diriger et entreprendre le commerce et les activités qui consistent à maintenir et exploiter des hôtels, restaurants, cafeterias, tavernes, échoppes et salles de rafraichissements, logements, cabines, cottages, résidences et domiciles, sous le nom de "Clairmont Inc.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses affaires est \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Village de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le premier jour de juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11625-57)

Coldbar Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1957, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzweig, avocat, Laurence Capelovitch, étudiant, tous deux de Montréal, et Manuel Shaeter, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce d'installations frigorifiques, appareils d'économie de combustible, mécaniques et électriques et ferronnerie, sous le nom de "Coldbar Corporation", avec un capital total de \$50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11822-57)

Economic Production Work Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

To carry on business as garage-keepers and deal in automobiles and other means of conveyance, under the name of "Choinière & Charbonneau, Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10 common shares of \$10 each and 399 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Henryville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11826-57)

Clairmont Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1957, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Clifford George Meek, accountant, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, both bookkeepers, and Cecil Bruce Cooke, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on, conduct and engage in the business and activities of maintaining and operating hotels, restaurants, cafes, taverns, refreshment booths and rooms, lodging houses, cabins, cottages, residences and dwellings, under the name of "Clairmont Inc.", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value and the amount of capital with which the company will carry on business is \$5,000.

The head office of the company will be at the Village of Ste. Adèle, county of Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11625-57)

Coldbar Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1957, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzweig, advocate, Laurence Capelovitch, student, both of Montreal, and Manuel Shaeter, advocate, of Dorval, for the following purposes:

To manufacture and deal in refrigeration equipment, fuel-saving, mechanical and electrical apparatus and hardware, under the name of "Coldbar Corporation", with a total capital stock of \$50,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11822-57)

Economic Production Work Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-neuf mai 1957, constituant en corporation: Marcel Belleville, Jean-Paul St-Louis, avocats, et Monique Léonard, secrétaire, tous trois de Montréal, pour-les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de machines, pièces de machineries et moteurs de toutes sortes, outillage et autres instruments et appareils mécaniques, sous le nom de "Economic Production Work Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11582-57)

H. Gibeau Orange Julep Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1957, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, Jean-Paul Grégoire, avocats, et J.-Odilon Manseau, comptable, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de "H. Gibeau Orange Julep Inc.", avec un capital total de \$500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune, 2,000 actions privilégiées classe "A" de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe "B" de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11737-57)

Insulfoam Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1957, constituant en corporation: Lyse Beaudoin, Thérèse Scott, toutes deux secrétaires, célibataires, et Thomas Toth, avocat, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Insulfoam Limited", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11857-57)

J. A. Bélanger Automobiles, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1957, constituant en corporation: Joseph-Aimé Bélanger, Gérard Bélanger et Julien Bélanger, tous trois industriels et majeures, de Buckland, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles, moteurs, machines et autres moyens de trans-

ninth day of May, 1957, incorporating: Marcel Belleville, Jean Paul St-Louis, advocates, and Monique Léonard, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in machinery, parts thereof, and engines of every nature and kind, equipment and other mechanical instruments and apparatus, under the name of "Economic Production Work Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11582-57)

H. Gibeau Orange Julep Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1957, incorporating: Jean-Paul Dansereau, Jean-Paul Grégoire, advocates, and J.-Odilon Manseau, accountant, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "H. Gibeau Orange Julep Inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each, 2,000 preferred shares Class "A" of \$100 each and 2,000 preferred shares Class "B" of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11737-57)

Insulfoam Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1957, incorporating: Lyse Beaudoin, Thérèse Scott, both secretaries, unmarried, and Thomas Toth, advocate, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on the business of building materials, under the name of "Insulfoam Limited", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11857-57)

J. A. Bélanger Automobiles, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1957, incorporating: Joseph Aimé Bélanger, Gérard Bélanger and Julien Bélanger, all three industrialists and of full age of majority, of Buckland, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in automobiles, engines, machines and other means of

port; faire affaires comme garagistes, quincailliers et restaurateurs, sous le nom de "J. A. Bélanger Automobiles, Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bucklan J, comté de Bellechasse, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11720-57)

J. L. Perreault Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1957, constituant en corporation: Léopold Perreault, marchand, Irène C. Perreault, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léopold Perreault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux d'Arthabaska, et Roger Rouleau, comptable agréé, de Victoriaville, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles, nouveautés, bois, matériaux, appareils et accessoires électriques, sous le nom de "J. L. Perreault Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11691-57)

J. R. Leroux & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1957, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, Georges-C. Lachance, avocats, et Jeanine Pollet, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (Holding), sous le nom de "J. R. Leroux & Co. Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11703-57)

Kingsley Falls Paper Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1957, constituant en corporation: Robert E. Read, ingénieur, de Glen Falls, de l'état de New York, E.U.A., Louis Coderre, bourgeois, de Sillery et Léo-O. L'Espérance, consultant, de Montréal, pour les objets suivants:

Détenir, diriger, administrer et exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce qui consiste à fabriquer, produire, vendre, exporter et faire le

transportation; operate as garage-keepers, hardwaremen and restaurateurs, under the name of "J. A. Bélanger Automobiles, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Buckland, county of Bellechasse, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11720-57)

J. L. Perreault Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1957, incorporating: Léopold Perreault, merchant, Irène C. Perreault, housewife, wife separate as to property of the said Léopold Perreault, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Arthabaska, and Roger Rouleau, chartered accountant, of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in furniture, novelties, lumber, materials, electrical apparatus and appliances, under the name of "J. L. Perreault Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11691-57)

J. R. Leroux & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1957, incorporating: Guy-E. Boisvert, Georges-C. Lachance, advocates, and Jeanine Pollet, secretary, unmarried, all of Montreal, for the following purposes:

To carry out the operations of a holding company, under the name of "J. R. Leroux & Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11703-57)

Kingsley Falls Paper Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1957, incorporating: Robert E. Read, engineer, of Glen Falls, in the State of New York, U.S.A., Louis Coderre, gentleman, of Sillery, and Léo-O. L'Espérance, consultant, of Montreal, for the following purposes:

To maintain, conduct, manage and carry on in all its branches the business of manufacturing, producing, selling, exporting and dealing in any

négocier d'aucune et toutes sortes de papier, carton, bois de pulpe, pulpe de bois, aucun et tous produits chimiques, ingrédients, produits, sous-produits et composés d'iceux, sous le nom de "Kingsley Falls Paper Corporation", avec un capital total de \$950,000, divisé en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune et 80,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Kingsley Falls, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11598-57)

La Rose Textiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1957, constituant en corporation: Abraham Shuster, Bernard Diamond, tous deux de Montréal et Jason Ruby, d'Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de vêtements et accessoires, textiles, meubles, appareils d'utilité domestique, articles électriques, articles de toilette et nouveautés, sous le nom de "La Rose Textiles Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11210-57)

L'Association des Marchands de Meubles au Détail du Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Valère Vachon, Prosper Boulanger, Frédéric Courtemanche, L.-Philippe Caron, Aldéric Forget, Papa Sabatino, Jean-C. LeBlanc, André St-Amour et Joseph-Ernest Tessier, tous marchands de meubles, de Montréal, pour les objets suivants:

Réunir les marchands de meubles au détail pour promouvoir leurs intérêts communs et faire respecter leurs droits, sous le nom de "L'Association des Marchands de Meubles au Détail du Québec Inc."

Le montant des biens immobiliers de la corporation ou les revenus en provenant sera limité à \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11749-57)

Les Placements Alvie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

and all kinds of paper, paper board, pulp wood, wood pulp, and any and all chemicals, ingredients, products, by-products and compounds thereof, under the name of "Kingsley Falls Paper Corporation", with a total capital stock of \$950,000, divided into 1,500 preferred shares of \$100 each and into 80,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Kingsley Falls, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11598-57)

La Rose Textiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1957, incorporating: Abraham Shuster, Bernard Diamond, both of Montreal, and Jason Ruby, of Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and accessories, textiles, furniture, household appliances, electrical goods, toilet articles and novelties, under the name of "La Rose Textiles Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and into 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11210-57)

L'Association des Marchands de Meubles au Détail du Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Valère Vachon, Prosper Boulanger, Frédéric Courtemanche, L. Philippe Caron, Aldéric Forget, Papa Sabatino, Jean C. LeBlanc, André St-Amour, and Joseph Ernest Tessier, all furniture dealers, of Montreal, for the following purposes:

To group together the retail furniture dealers in order to further their common interests, and see that their rights are respected, under the name of "L'Association des Marchands de Meubles au Détail du Québec Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11749-57)

Les Placements Alvie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-quatre mai 1957, constituant en corporation: Guy Desjardins, de St-Laurent, Claude Ducharme, d'Outremont, et Serge Morin, de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de "Les Placements Alvic Inc.", avec un capital total de \$6,000, divisé en 6,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 132, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(A.G. 11239-57)

Ligue des Propriétaires de Baie Comeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Beauregard, gérant de I.A.C., Perrault LaRue, dentiste, David Giasson, notaire, Albert LaRouche, Édouard Normandeau, Samuel Neil, W. Robert Keating, Avila Montigny, Louis Dugas, Fernand Rocque, J.-Adrien Guy et Ovida Beaudin, tous neuf employés de Quebec North Shore Paper, tous de Baie Comeau, pour les objets suivants:

Faire connaître et protéger les droits des propriétaires de la ville de Baie Comeau et aider ces derniers, sous le nom de "Ligue des Propriétaires de Baie Comeau Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Baie Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11735-57)

Linda Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1957, constituant en corporation: Joseph P. Miller, avocat, de Ville LaSalle, Moe Ackman, avocat et Lorraine Lalonde, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Linda Construction Company Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$500 chacune et 100 actions privilégiées de \$500 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11695-57)

Mansfield Automatic Parking Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

fourth day of May, 1957, incorporating: Guy Desjardins, of St. Laurent, Claude Ducharme, of Outremont, and Serge Morin, of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Alvic Inc.", with a total capital stock of \$6,000, divided into 6,000 shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 132 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11239-57)

Ligue des Propriétaires de Baie Comeau Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1957, constituting as a corporation without share capital: Gilles Beauregard, manager of I.A.C., Perreault LaRue, dentist, David Giasson, notary, Albert LaRouche, Édouard Normandeau, Samuel Neil, W. Robert Keating, Avila Montigny, Louis Dugas, Fernand Rocque, J. Adrien Guy and Ovida Beaudin, all nine employees of the Quebec North Shore Paper, all of Baie Comeau, for the following purposes:

To make known and protect the interests of the proprietors of the town of Baie Comeau, and assist the latter, under the name of "Ligue des Propriétaires de Baie Comeau Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Baie Comeau, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11735-57)

Linda Construction Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1957, incorporating: Joseph P. Miller, advocate, of Ville LaSalle, Moe Ackman, advocate, and Lorraine Lalonde, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Linda Construction Company Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$500 each and into 100 preferred shares of \$500 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11695-57)

Mansfield Automatic Parking Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1957, constituant en corporation: Emile Collette, Raymond Collette et Pierre Pouliot, tous trois industriels de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'automobiles et autres véhicules; exercer le commerce de garagistes, sous le nom de "Mansfield Automatic Parking Ltd.", avec un capital total de \$600,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11641-57)

Matane Gaspésie Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1957, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon et J.-Claude Gagnon, tous trois avocats, de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises par voie de terre, sous le nom de "Matane Gaspésie Transport Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11736-57)

Millett Real Estate & Mortgage Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1957, constituant en corporation: Raymond E. Millett, agent d'immeubles, de Montréal, Irwin Aaron Frankel, avocat, de Ville Mont-Royal et Louis Freedman, avocat et conseil en loi de la Reine, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'agents d'immeubles, sous le nom de "Millett Real Estate & Mortgage Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5135 avenue Mayfair, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11766-57)

Montreal Pole Line Const. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1957, incorporating: Emile Collette, Raymond Collette and Pierre Pouliot, all three industrialists, of the Town of Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles and other vehicles; to carry on business as garage keepers, under the name of "Mansfield Automatic Parking Ltd.", with a total capital stock of \$600,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$100 each and into 4,500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11641-57)

Matane Gaspésie Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1957 incorporating: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon and J.-Claude Gagnon, all three advocates, of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the business of conveying passengers and forwarding merchandise by land, under the name of "Matane Gaspésie Transport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11736-57)

Millett Real Estate & Mortgage Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1957, incorporating: Raymond E. Millett, real estate agent, of Montreal, Irwin Aaron Frankel, advocate, of the town of Mount Royal, and Louis Freedman, advocate and Queen's Counsel, of the town of Cote St. Luc, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents, under the name of "Millett Real Estate & Mortgage Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5135 Mayfair Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11766-57)

Montreal Pole Line Const. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1957, constituant en corporation: Pierre Beaudoin, C.A., Gaston Bellerive, comptable, et David Bellhumeur, C.A., tous trois des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Montreal Pole Line Const. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7006, 1ère avenue, Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11547-57)

Montreal Studio and Drama Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Grant Hal Day, Jacques Chassé et Charles Shaw Bradeen, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les arts dramatiques et littéraires, sous le nom de "Montreal Studio and Drama Club".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11718-57)

Ovila Bernard Tire Service Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1957, constituant en corporation: Ovila Bernard, garagiste, Mme Laura Fortin Bernard, comptable, épouse commune en biens dudit Ovila Bernard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de canton Granby, R.R. 4, et Marcel Rivard, comptable, de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Ovila Bernard Tire Service Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions communes de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera canton Granby R.R. 4, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11465-57)

Photo Poste Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1957, incorporating: Pierre Beaudoin, C.A., Gaston Bellerive, accountant, and David Bellhumeur, C.A., all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Montreal Pole Line Const. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 7006 1st. Avenue, Rosemont, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11547-57)

Montreal Studio and Drama Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Grant Hall Day, Jacques Chassé and Charles Shaw Bradeen, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To promote the dramatic and literary arts, under the name of "Montreal Studio and Drama Club".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited to \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11718-57)

Ovila Bernard Tire Service Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1957, incorporating: Ovila Bernard, garage-keeper, Mrs. Laura Fortin Bernard, accountant, wife common as to property of the said Ovila Bernard, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Granby township R.R. 4, and Marcel Rivard, accountant, of St. Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in automobiles; operate as garage-keepers, under the name of "Ovila Bernard Tire Service Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby township R.R. 4, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11465-57)

Photo Poste Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1957, constituant en corporation: Marc Jessop, avocat, de Ste-Foy, Jacques Marquis, avocat, et Denise Samson, secrétaire, célibataire, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes, sous le nom de "Photo Poste Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11823-57)

Piette Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1957, constituant en corporation: Marcel Piette, comptable, Réal Piette, commerçant, et Jean-R. Piette, avocat, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises, sous le nom de "Piette Transport Inc.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1260, DeLanaudière, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11698-57)

Rano Realty Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1957, constituant en corporation: Edward S. Berger, avocat, Claude Morin, commis, fille majeure, tous deux de Montréal et Benjamin L. Louis, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Rano Realty Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune et 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11705-57)

Realty Projects (1957) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1957, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, Edward H. Bernfeld et Jack B. Bobrove, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1957, incorporating: Marc Jessop, advocate, of St. Foy, Jacques Marquis, advocate, and Denise Samson, secretary, unmarried, both of Quebec, for the following purposes-

To carry on business as photographers, under the name of "Photo Poste Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11823-57)

Piette Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1957, incorporating: Marcel Piette, accountant, Réal Piette, merchant, and Jean R. Piette, advocate, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on the business of conveying passengers and forwarding merchandise, under the name of "Piette Transport Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1260 DeLanaudière, Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11698-57)

Rano Realty Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1957, incorporating: Edward S. Berger, advocate, Claude Morin, clerk, fille majeure, both of Montreal, and Benjamin L. Louis, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Rano Realty Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 preferred shares of \$1 each and into 20,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11705-57)

Realty Projects (1957) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1957, incorporating: Isidore M. Bobrove, Edward H. Bernfeld and Jack B. Bobrove, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et de développement, sous le nom de "Realty Projects (1957) Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11796-57)

Sea — Gram Construction Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1957, constituant en corporation: Abraham Shuster, Bernard Diamond, tous deux de Montréal et Jason Ruby, d'Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Sea — Gram Construction Corporation", avec un capital-actions divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11663-57)

S. P. D. Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1957, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, de Ville Mont-Royal, Mary Elizabeth Spracklin et Margot Mary Quinn, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "S.P.D. Investments Ltd.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 240, 1980 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328 P. FRENETTE.

(P.G. 11760-57)

St. Lawrence Chartering Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1957, constituant en corporation: Jean-H. Gagné, de Ste-Foy, André Trotier, de Charlesbourg, tous deux avocats, et Rita Labrecque, secrétaire, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce de voiturier le public par mer et/ou par terre et/ou par air, sous le nom de "St. Lawrence Chartering Li-

To carry on the business of a land, construction and development company, under the name of "Realty Projects (1957) Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11796-57)

Sea — Gram Construction Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1957, incorporating: Abraham Shuster, Bernard Diamond, both of Montreal, and Jason Ruby, of Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Sea — Gram Construction Corporation", with a capital stock divided into 400 common shares of a par value of \$10 each and into 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11663-57)

S. P. D. Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1957, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, of the Town of Mount Royal, Mary Elizabeth Spracklin and Margot Mary Quinn, both secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "S.P.D. Investments Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Room 240, 1980 Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11760-57)

St. Lawrence Chartering Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1957, incorporating: Jean H. Gagné, of St. Foy, André Trotier, of Charlesbourg, both advocates, and Rita Labrecque, secretary, of Quebec, for the following purposes:

To generally carry on the business of conveying the public by sea and/or land and/or air, under the name of "St. Lawrence Chartering Limited",

mitted", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 29½, rue O'Connell, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11732-57)

The Daaquam Lumber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1957, constituant en corporation: Roger Coulombe, entrepreneur, de St-Paul, Gonzague Bélanger, notaire, et Annette Gaudreau, sténographe, tous deux de Montmagny, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "The Daaquam Lumber Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Daaquam, comté de Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11825-57)

Turcotte Automobiles Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1957, constituant en corporation: Bruno Turcotte, garagiste, de Cookshire, Yolande Roy, secrétaire, célibataire, et André Trottier, comptable agréé, tous deux de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Turcotte Automobiles Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$40 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cookshire, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11685-57)

**Vadrouilles, Balais et Agences Wod Inc.
Wod Mops, Brooms and Agencies Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1957, constituant en corporation: J.-Albert Théberge, industriel, Louise Joncas Théberge, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Albert Théberge, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Roméo Auger, commis, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vadrouilles, balais, brosses et autres articles et marchan-

with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 29½ O'Connell Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11732-57)

The Daaquam Lumber Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1957, incorporating: Roger Coulombe, contractor, of St. Paul, Gonzague Bélanger, notary, and Annette Gaudreau, stenographer, both of Montmagny, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in lumber and act as general building contractors, under the name of "The Daaquam Lumber Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Daaquam, county of Montmagny, judicial district of Daaquam.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11825-57)

Turcotte Automobiles Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1957, incorporating: Bruno Turcotte, garagekeeper, of Cookshire, Yolande Roy, secretary, unmarried, and André Trottier, chartered accountant, both of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in automobiles and other means of conveyance; operate as garage-keepers, under the name of "Turcotte Automobiles Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 shares of a par value of \$40 each.

The head office of the company will be at Cookshire, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11685-57)

**Vadrouilles, Balais et Agences Wod Inc.
Wod Mops, Brooms and Agencies Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1957, incorporating: J. Albert Théberge, industrialist, Louise Joncas Théberge, housewife, wife contractually separate as to property of the said J. Albert Théberge, and duly authorized by him for the purposes therein, and Roméo Auger, clerk, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in mops, brooms, brushes and other articles and merchan-

dises faits en tout ou en partie de bois, accessoires et appareils électriques et articles de bureaux en général; faire affaires comme bijoutiers et quincailliers, sous le nom de "Vadrouilles, Balais et Agences Wod Inc.—Wod Mops, Brooms and Agencies Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 450 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 448, rue Montmagny, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11257-57)

Vitrierie Aganac Glass Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1957, constituant en corporation: Claude Lahaie, commerçant, Reine Rocque, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Claude Lahaie, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Germaine Sawyer, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Lahaie, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous trois de St-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme verriers et vitriers, sous le nom de "Vitrierie Aganac Glass Inc.", avec un capital total de \$3,000, divisé en 300 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

dise wholly or partly made up of wood, electrical appliances and apparatus, and generally deal in office supplies: carry on business as jewellers and hardwaremen, under the name of "Vadrouilles, Balais et Agences Wod Inc.—Wod Mops, Brooms and Agencies Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 450 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 448 Montmagny Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11257-57)

Vitrierie Aganac Glass Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1957, incorporating: Claude Lahaie, merchant, Reine Rocque, housewife, wife contractually separate as to property of the said Claude Lahaie, and duly authorized by him for the purposes therein, and Germaine Sawyer, housewife, wife contractually separate as to property of Jean Lahaie, and duly authorized by him for the purposes therein, all three of St. Eustache, for the following purposes:

Carry on business as glassmakers and glaziers, under the name of "Vitrierie Aganac Glass Inc.", with a total capital stock of \$3,000, divided into 300 shares of \$10 each.

The head office of the company will be in the Town of Saint Eustache, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 11658-57)

Candiac Heights Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf mai 1957, à la compagnie "Sorrento Gardens Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 25 février 1957, changeant son nom en celui de "Candiac Heights Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11575-57)

Immeubles Beaudoin & Cie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois mai 1957, à la compagnie "Cobem Realities Inc.—Immeubles Cobem Inc.", constituée en corporation en vertu

Supplementary Letters Patent

(A.G. 11658-57)

Candiac Heights Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-ninth day of May, 1957, to the company "Sorrento Gardens Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated February 25, 1957, changing its name to that of "Candiac Heights Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11575-57)

Immeubles Beaudoin & Cie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the third day of May, 1957, to the company "Cobem Realities Inc.—Immeubles Cobem Inc.", constituted as a corporation under said

de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, sous le nom originaire de "Travelers Realities Corporation", par lettres patentes du 16 septembre 1954, et par lettres patentes supplémentaires en date du 24 février 1956, changeant ledit nom originaire en celui de "Cobem Realities Inc.— Immeubles Cobem Inc.", changeant de nouveau son nom en celui de "Immeubles Beaudoin & Cie Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 11826-57)

Montclair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit juin 1957, à la compagnie "Clairmont Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 1er juin 1957, changeant son nom en celui de "Montclair Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

Part I of the Quebec Companies' Act, under the original name of "Travelers Realities Corporation", by letters patent dated September 16, 1954, and by supplementary letters patent dated February 24, 1956, changing the said original name to that of "Cobem Realities Inc.— Immeubles Cobem Inc.", changing its name once again to that of "Immeubles Beaudoin & Cie Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11826-57)

Montclair Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighteenth day of June, 1957, to the company "Clairmont Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 1st, 1957, changing its name to that of "Montclair Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45328 Acting Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DE CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 643

Québec, le 26 juin 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province, sauf celui en vigueur dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province, sauf celui en vigueur dans la région de Montréal, à l'effet de régler les conditions de travail dans l'industrie du fer structural;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 mai 1957;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE tous les décrets ci-après mentionnés soient modifiés en y remplaçant les dispositions régissant actuellement l'industrie du fer structural par les nouvelles dispositions suivantes, de la manière indiquée en regard de chacun d'eux:

Orders in Council

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 643

Quebec, June 26, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments to the decrees governing the construction industry and trades in the province, excepting the decree in force in the Montreal region.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decrees governing the construction industry and trades in the province, excepting the decree in force in the Montreal region, for the purpose of regulating the working conditions in the structural steel industry;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 11, 1957;

WHEREAS the objection made has been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decrees hereafter mentioned be amended by replacing the provisions thereof regulating the structural iron industry with the following new provisions, as indicated for every such decree:

INDUSTRIE DU FER STRUCTURAL

STRUCTURAL IRON INDUSTRY

Salaires minima	Taux horaires	
	Jusqu'au 31 mars 1958	A compter du 1er avril 1958
Travailleur en fer structu- ral (compagnon)	\$2.15	\$2.30
Soudeur (compagnon)	2.15	2.30
Apprenti:		
1ère année 70 % du taux du compagnon		
2ème année 85% du taux du compagnon		

Minimum wages:	Hourly rates	
	Up to March 31, 1958	From April 1, 1958
Structural iron erector...	\$2.15	\$2.30
Welder (journeyman)....	2.15	2.30
Apprentice:		
1st year 70% of the journeyman's rate.		
2nd year 85% of the journeyman's rate.		

Il ne peut y avoir plus d'un apprenti par sept (7) compagnons à l'emploi de l'employeur ou plus d'un apprenti par chantier.

There shall not be more than one apprentice to each seven (7) journeyman in the employ of the employer, nor more than one apprentice per job.

DÉROGATION

DEROGATION

L'industrie du fer structural ne comprend pas la construction de lignes de transmission, stations terminus et sous-stations à structures d'acier galvanisé. Les dispositions suivantes s'appliquent à ce genre de travail:

a) *Construction de lignes de transmission, stations terminus et sous-stations à structures d'acier galvanisé:* Pour fins du présent décret, les termes "construction de lignes de transmission, stations terminus et sous-stations à structures d'acier galvanisé" désignent la construction (démolition et réparation) de lignes de transmission à pylônes d'acier galvanisé, et des structures attenantes, y compris les structures supportant les disjoncteurs dans les stations terminus et les sous-stations, à l'exclusion des fondations de béton ou autres matériaux, la construction de bâtiments, et à l'exclusion de tout travail couvert par la Loi des Installations Électriques; et désignent aussi la pose des câbles conducteurs, isolateurs et autre quincaillerie, barres omnibus et appareils de coupure.

b) *Aide-monteur de lignes (Groundman):* Les mots "aide-monteur de lignes (groundman)" désignent tout manœuvre qui peut, avec surveillance, assembler ou aider à l'assemblage sur le sol de sections des pylônes ou autres structures d'acier galvanisé d'une ligne de transmission ou de stations terminus ou sous-stations, ainsi que tout manœuvre qui, sur le sol, agit comme aide pour des monteurs "A" et "B" qui travaillent à l'érection des pylônes ou structures, à la pose de câbles conducteurs et à l'appareillage des pylônes ou structures.

c) *Monteur de lignes "B":* Le terme "monteur de lignes "B" désigne tout salarié qui peut, avec surveillance, ériger des pylônes ou structures d'acier galvanisé, en montant dans ces pylônes ou structures en voie d'érection et en fixant, au moyen de boulons, les sections préalablement assemblées sur le sol, ainsi que tout salarié qui peut aider à la pose de fils de terre.

d) *Monteur de lignes "A":* Le terme "monteur de lignes "A" désigne tout salarié qui peut exécuter les travaux requis pour compléter la construction d'une ligne de transmission à pylônes d'acier galvanisé ou d'une structure supportant des disjoncteurs, tels que: pose de quincaillerie et d'isolateurs, fabrication de joints, pose de serre-fils, de conducteurs et fils de terre, d'appareils de mise à la terre, prise des mesures pour la coupe des conducteurs et la détermination de leur flèche, mise en place des disjoncteurs et barres omnibus, etc.

e) *Gréeur:* Le mot "gréeur" désigne tout salarié qui peut, sous direction, procéder au montage des grues, des "derricks", des palans, poser des câbles, des poulies, aider au transport des maté-

The structural iron industry does not include the construction of galvanized steel structure transmission lines, terminal stations and sub-stations. The following provisions apply to this kind of work:

a) *Construction of galvanized steel structure transmission lines, terminal stations and substations:* For the purposes of the present decree, the terms "construction of galvanized steel structure transmission lines, terminal stations and substations" shall be defined as the construction (dismantling and repair) of galvanized steel transmission line towers and allied structures, including switching structures in terminal stations and substations, and exclusive of foundations of concrete or other materials, exclusive of building construction, and exclusive of all work falling under the Electrical Installations Act; and shall also be defined as including the stringing of conductor cables, and the installation of allied insulating apparatus and hardware, buswork and switchgear.

b) *Groundman:* The word "groundman" means a labourer who can, under supervision, help in the pre-assembly, on the ground, of sections of galvanized transmission line towers, or substation switching structures, and who can act as helper (on the ground) to Climbers "A" and "B" during the erection of these towers or structures or the installation of conductors and allied apparatus.

c) *Climber "B":* The word "Climber "B" means any worker who can, under supervision, erect steel towers and structures, by climbing into the structure being erected, and bolting the pre-assembled sections into place, and who may help in laying ground wires."

d) *Climber "A":* The word "Climber "A" means any worker who can perform the operations required to complete the construction of a steel transmission line or switching structure, such as: installing hardware and insulators, making joints, installing clamps, installing conductors and ground wires; installing ground-sticks; taking measurements for cutting and sagging conductors; positioning buswork and switchgear, etc.

e) *Rigger:* A "Rigger" is an employee who can, under direction, erect cranes, derricks, hoisting tackle, gear, cables, pulleys, etc; assist in transporting stone, brick, wood materials and

riaux, pierre, brique, bois et autres, transporter des pièces de fer servant à la mise en place des structures métalliques, et qui peut, au besoin, exécuter tout autre travail connexe.

f) *Taux de salaires minima*: Les taux de salaires minima suivants sont payables dans toute la juridiction territoriale du décret aux salariés ci-après mentionnés:

	Taux horaires	
	Jusqu'au	A compter
	31 mars 1958	du 1er avril 1958
Aide-monteur de lignes (groundman)	\$1.30	\$1.40
Monteur de lignes "B"	1.55	1.65
Monteur de lignes "A"	1.75	1.85

1° Décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements — région de Chicoutimi: Le présent amendement devient le nouvel article VII-A et les dispositions de l'article V concernant les travailleurs en fer structural sont radiées.

2° Décret numéro 658 du 13 mai 1948 et amendements — comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet: Le présent amendement devient le nouvel article V et les dispositions de l'article IV concernant les travailleurs en fer structural sont radiées.

3° Décret numéro 1254 du 10 novembre 1949 et amendements — région de Hull: Le présent amendement devient le nouvel article VI-A et les dispositions de l'article III concernant les travailleurs en fer structural sont radiées.

4° Décret numéro 761 du 13 juillet 1955 — région de Joliette: Le présent amendement devient le nouvel article VI-A et les dispositions de l'article V concernant les travailleurs en fer structural sont radiées.

5° Décret numéro 419 du 18 avril 1957 — région de Québec: Le présent amendement remplace la section "E" annexé audit décret.

6° Décret numéro 802 du 8 juillet 1953 et amendements — région de Rimouski: Le présent amendement devient le nouvel article V-A et les dispositions de l'article IV concernant les travailleurs en fer structural sont radiées.

7° Décret numéro 909 du 25 août 1955 et amendements — région de Saint-Hyacinthe: Le présent amendement devient le nouvel article V-B et les dispositions de l'article V concernant les travailleurs en fer structural sont radiées.

8° Décret numéro 784 du 21 juillet 1955 et amendements — région de St-Jean: Le présent amendement devient le nouvel article V-B et les dispositions de l'article V concernant les travailleurs en fer structural sont radiées.

9° Décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements — région des Cantons de l'Est: Les dispositions du présent amendements remplacent l'article X-B.

10° Décret numéro 602 du 9 juin 1954 et amendements — région de Sorel: Le présent amendement devient le nouvel article III-A avec l'exception qu'il est permis d'avoir un (1) apprenti par trois (3) compagnons sur le même chantier, et les dispositions de l'article III concernant les travailleurs en fer structural sont radiées.

11° Décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements — comtés de Terrebonne et Labelle: Le présent amendement devient le nouvel article III-B et les dispositions de l'article III concernant les travailleurs en fer structural sont radiées.

12° Décret numéro 256 du 5 mars 1953 et amendements — région de Trois-Rivières: Le présent amendement devient le nouvel article IV-C et remplace ainsi les paragraphes "j", "k", "l", "m" et "n" de l'article I et les dispositions de

others, the iron used in the metallic framework, and who does, when required, any other related work.

f) *Minimum rates of wages*: The following minimum rates of wages shall be paid in the entire territorial jurisdiction of the decree to the employees hereafter mentioned:

	Hourly rates	
	Up to	From
	March 31, 1958	April 1, 1958
Groundman	\$1.30	\$1.40
Climber "B"	1.55	1.65
Climber "A"	1.75	1.85

1. Decree number 1743 of July 11, 1941 and amendments — Chicoutimi region: The present amendment becomes the new section VII-A and the provisions of section V concerning the structural iron workers are deleted.

2. Decree number 658 of May 13, 1948 and amendments — counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet: The present amendment becomes the new section V and the provisions of section IV concerning the structural iron workers are deleted.

3. Decree number 1254 of November 10, 1949 and amendments — Hull region: The present amendment becomes the new section VI-A and the provisions of section III concerning the structural iron workers are deleted.

4. Decree number 761 of July 13, 1955 — Joliette region: The present amendment becomes the new section VI-A and the provisions of section V concerning the structural iron workers are deleted.

5. Decree number 419 of April 18, 1957 — Quebec region: The present amendment replace part "E" annexed to the said decree.

6. Decree number 802 of July 8, 1953 and amendment — Rimouski region: The present amendment becomes the new section V-A and the provisions of section IV concerning the structural iron workers are deleted.

7. Decree number 909 of August 25, 1955 and amendments — St. Hyacinthe region: The present amendment becomes the new section V-B and the provisions of section V concerning the structural iron workers are deleted.

8. Decree number 784 of July 21, 1955 and amendments — St. John region: The present amendment becomes the new section V-B and the provisions of section V concerning the structural iron workers are deleted.

9. Decree number 122 of February 29, 1956 and amendments — Eastern Townships region: The provisions of the present amendment replace section X-B.

10. Decree number 602 of June 9, 1954 and amendments — Sorel region: The present amendment becomes the new section III-A but the proportion of apprentices to journeyman, in that territorial jurisdiction, shall be one (1) apprentice to three (3) journeymen on each job, and the provisions of section III concerning the structural iron workers are deleted.

11. Decree number 657 of May 13, 1948 and amendments — counties of Terrebonne and Labelle: The present amendment becomes the new section III-B and the provisions of section III concerning the structural iron workers are deleted.

12. Decree number 256 of March 5, 1953 and amendments — Trois-Rivières region: The present amendment becomes the new section IV-C and replace subsections "j", "k", "l", "m" and "n" of section I and the provisions of section IV con-

l'article IV concernant les travailleurs en fer structural et les monteurs de lignes sont radiées.

(Document "A" annexé à l'arrêté).

CHARLES LARICHELIERE,

Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

45329-o

cerning the structural iron workers and climbers are deleted.

(Document "A" annexed to the Order).

CHARLES LARICHELIERE,

Acting Clerk of the Executive Council.

45329-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 643

Québec, le 26 juin 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province, à l'effet de régler les conditions de travail dans l'industrie des ascenseurs;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 11 mai 1957;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

1° QUE l'article XI de la Section "H" du chapitre deuxième du décret numéro 314 du 27 mars 1957 et amendements, relatifs à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, soit modifié en y remplaçant les taux minima de salaires actuels par les suivants:

	<i>Taux horaires</i>
"Mécanicien.....	\$2.46
Aide.....	1.72"

2° Que la Section "D" du chapitre deuxième du décret numéro 419 du 18 avril 1957, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, soit radiée et remplacée par la suivante:

SECTION "D"

INDUSTRIE DES ASCENSEURS

1° Les dispositions spéciales suivantes s'appliquent à cette industrie.

2° Classification du travail: a) Le montage et l'assemblage de machineries et d'accessoires, d'ascenseurs électriques, hydrauliques, à vapeur et à courroie, de dressoirs électriques, d'ascenseurs de résidence (chaise mobile), d'ascenseurs à l'air comprimé ou mus à la main, d'escalateurs, d'escaliers mobiles de toutes sortes, tous les monte-charge mécaniques de garages de stationnement, escaliers mobiles ou appareils pour le déplacement des passagers sur un plan horizontal, soit automatiques, semi-automatiques ou commandés à la main, de consoles d'orgues et d'ascenseurs d'orchestre, ainsi que le montage et l'assem-

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 643

Quebec, June 26, 1957.

Present The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments to the decrees governing the construction industry and trades in the Province.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decrees governing the construction industry and trades in the province, for the purpose of regulating working conditions in the elevator industry;

WHEREAS the said notice has been published in the Quebec Official Gazette, issue of May 11, 1957;

WHEREAS the objection made has been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour

1. That article XI of section "H" of the Second Chapter of the decree number 314 of March 27, 1957 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, be amended by replacing the actual minimum wage rates by the following

	<i>Hourly rates</i>
"Mechanic.....	\$2.46
Helper.....	1.72"

2. That part "D" of the Second Chapter of the decree number 419 of April 18, 1957, relating to the construction industry and trades in the region of Quebec, be deleted and replaced by the following

PART "D"

ELEVATOR INDUSTRY

1. The following special provisions shall govern this trade

2. Classification of work: a) The erection and assembling of all elevator machinery and accessories to with electric, hydraulic, steam, belt elevators, inclinators and dumbwaiters, compressed air and handpower elevators, escalators, electric stairways, motorstairs, all automatic, semi-automatic or manually-operated mechanical parking garage elevators, moving stairways or equipment for horizontal contour passenger transportation, organ consoles and orchestra elevators, also the erecting and assembling of all elevator entrances and their doors, gates and appliances, and all wiring and conduit from main

blage des entrées, portes de cabines palières et tous les fils et conduits posés entre les bornes du câble d'alimentation au contrôleur et les autres appareils d'ascenseurs et circuits de fonctionnement.

Le montage de guides en bois ou en métal.

L'installation de toutes divisions à claire-voie et de grillage pour les contrepoids de structures supérieures, en bois ou en métal, et de tout matériel nécessaire au montage d'appareils d'ascenseurs dans la chambre des machines, mit au haut ou au bas de la cage.

Le perçage des poutres supérieures en vue d'assujettir les machines, poulies et supports d'amortisseur.

Le posage des jauges.

Toutes les fondations soit de bois ou de métal qui doivent remplacer la maçonnerie.

Le montage au complet des cabines en bois ou en métal.

L'installation de tous les indicateurs.

Le montage au complet des portes à fonctionnement électrique ou mécanique, automatique ou semi-automatique.

Le posage de toutes les portes palières, soit automatique ou semi-automatique, ainsi que l'installation des supports et rails.

L'installation de tous les dispositifs destinés à l'ouverture et à la fermeture ou au verrouillage des portes palières ou des portes de cabines.

Le perçage des portes en vue du posage des dispositifs de fermeture.

Le perçage des supports en vue du posage des dispositifs de fermeture à l'exception d'un trou calibré.

Le perçage des seuils pour l'installation de déclencheurs.

Le fonctionnement de cabines temporaires.

L'installation de réservoirs sous pression à découvert ou enfoui.

Le posage et l'assemblage de pompes d'ascenseurs.

L'assemblage de toutes les parties hydrauliques d'un ascenseur.

Tous les tampons d'air à l'exception de ceux faits de briques ou de ceux montés au moyen de rivets chauds.

Le démontage et la démolition des vieilles installations d'ascenseur et de leurs entrées, y compris les portes de cabines, les portes palières, les bâtis, les seuils et dispositifs ainsi que les devant de la cage lorsqu'ils sont faits d'acier ou de fer.

b) Le travail de réparation en général et de modernisation, effectués sur les appareils énumérés dans l'alinéa "a" du présent paragraphe, et défini comme suit:

Le renouvellement des câbles.

Le renouvellement des garnitures de freins.

Le raccourcissement de tous les câbles de levage ou des contrepoids.

Le remplacement de tous les câbles de commande.

Les épreuves de sécurité avec utilisation de poids.

Les réparations à l'armature.

Le renouvellement des frotteurs de la cabine.

Le remplacement des palliers de poulie.

Les réparations aux portes des cabines.

Le renouvellement des butées.

Réfection de la surface de frottement des poulies d'adhérence ou des tambours.

Posage des fils neufs au contrôleur.

Remplacement des supports de portes.

Remplacement des vis sans fin et des engrenages.

Régulage des paliers.

line feeder terminals on the controller to other elevator apparatus and operating circuits.

The erecting of all wood or metal guides.

The installation of all grating and counterweight screens, overhead work, either wood or iron, and all material used for mounting of elevator apparatus in machine room, overhead or below.

The drilling of overhead beams for attaching machines, sheaves and kick angles.

The setting of all templates.

All foundations either of wood or iron, that should take the place of masonry.

The assembling of all wood or metal cabs complete.

The installation of all indicators.

The erecting of all electrical or mechanical automatic or semi-automatic gates complete.

The hanging of all automatic or semi-automatic elevator hoistway doors, together with the installation of hangers and tracks.

The installation of all devices for opening and closing and locking of elevator car and hoistway doors and gates.

The drilling of doors for mounting of closing devices.

The drilling of angle, supports for mounting or closing devices except one template hole.

The drilling of sills for sill trips.

The operating of temporary cars.

The setting of all elevator pressure, open or pit tanks.

The setting and assembling of all elevator pumps.

The assembling of all hydraulic parts in connection with elevators.

All air cushions with the exception of those built of brick or those put together with hot rivets.

The dismantling and demolition of old elevator plants and their entrances, including doors and gates, frames sills and appliances, and also the elevator hoistway enclosure fronts when same consist of steel or iron.

b) General repairs and modernization work on apparatus enumerated in paragraph "a" of the present sub-section are defined as follows:

Renewal of all ropes.

Renewal of brake linings.

Shortening of all hoisting and counterweight cables.

Replacement of any control cable.

Safety tests where test weights are required.

Armature repairs.

Renewing of car shoes.

Replacement of sheave bearings.

Repairs to cab or car gate.

Renewal of motor bearings.

Replacing thrusts.

Restoring of sheaves or drums.

Rewiring controller.

Replacement of worms and gears.

Rebabbling of bearings.

Tout travail de plus d'une heure consacré à la réparation des dispositifs de fermeture des portes.

Tout travail de réparation sur appareils hydrauliques.

Tout travail d'installation d'isolement sonore.

Tout travail de réparation sur escalier mobiles de toutes sortes.

Remise à neuf de la canalisation électrique des interrupteurs, des régulateurs et des sélecteurs ou tout appareil monté dans la cabine.

Resserrage et alignement des guides.

Posage des fils et réinstallation des interrupteurs d'extrémités.

Remplacement et réparation des planches de bois sur plateformes.

Remplacement des traverses, montants, dispositifs de sécurité ou compensateurs ou remplacement des graisseurs automatiques de rails.

Ce travail s'applique aussi aux monte-plate.

Ou le remplacement de vieux appareils ou l'installation de tout appareil qui peut-être mis en usage dans l'industrie de l'ascenseur pendant la durée du décret.

c) Le service à contrat pour l'examen régulier ou l'entretien des appareils énumérés dans le paragraphe "a" du présent article pour une période minimum d'un (1) mois.

3° Heures de travail: La journée régulière de travail est de huit (8) heures réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. du lundi au vendredi inclusivement. Tout autre travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. ou le samedi doit être rémunéré à raison de salaire double, excepté dans les cas prévus aux articles 5 et 7.

4° Le travail exécuté le dimanche et les jours de fêtes tel que stipulé ci-après, est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

5° Lorsqu'il s'agit de rappels sur le service à contrat, après les heures régulières à l'exception des dimanches et jours de fêtes, les salariés reçoivent salaire et demi.

6° Lorsqu'il s'agit de rappels sur le service à contrat, les dimanches et jours de fêtes désignés ci-après, les salariés reçoivent salaire double.

7° Pour le service à contrat, là où l'employeur a un contrat dans un immeuble seulement ou dans les immeubles adjacents, pour l'examen et l'entretien d'un assez grand nombre d'ascenseurs pour garantir l'emploi continuuel d'un ou plusieurs salariés pendant seize (16) heures, les salariés ne reçoivent pas les taux pour travail supplémentaire entre 4.00 p.m. et minuit, excepté les dimanches.

8° Les salariés doivent recevoir une rémunération équivalente à cinquante-deux (52) heures par semaine pour quarante-huit (48) heures d'ouvrage. Il y a deux équipes, l'une travaillant huit (8) heures durant le jour et l'autre huit (8) heures jusqu'à minuit. Les jours de fêtes, une équipe travaille huit (8) heures durant le jour; il n'y a pas d'équipe de nuit et les équipes travaillant alternativement les jours de fêtes, c'est-à-dire qu'une travaille un jour de fête et l'autre le suivant. Le travail exécuté le dimanche est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

9° Salaires minima:

	Tau horaire
Mécanicien.....	\$2.06
Aide.....	1.44

10° Congés statutaires payés en 1957: Fête du Travail, Jour d'Actions-de-Grâces et Noël.

10a° Congés statutaires payés en 1958: Premier de l'An, Vendredi-Saint, Confédération, Fête du Travail, Jour d'Actions-de-Grâces et Noël.

10b° Fête légale: Jour de la Saint-Jean-Baptiste.

All door closer repair work that exceeds one hour.

All hydraulic repair work.

All work of installing sound insulation.

All escalator, electric stairways and motorstair repair work.

Rewiring car switches, governors and selectors or any other apparatus in the car.

Refastening or relining guide rails.

Rewiring or reinstalling limit switches.

Replacing or repairing wood floors on platforms.

Replacing crossheads, stiles, safeties or equalizers or replacing automatic rail oilers.

This work also applies to dumbwaiters.

Or the replacement of old apparatus and/or the installation of any apparatus that may be developed in the elevator industry during the life of the decree.

c) Contract service for regular examination or care of apparatus enumerated in paragraph "a" of the present section for a period not less than one month.

3. Hours of work: The regular working day shall consist of eight (8) hours between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. Monday to Friday, inclusively. All other time worked between the hours of 5.00 p.m., and 8.00 a.m., or on Saturday shall be paid double time excepting as provided for in sections 5 and 7.

4. Work performed on Sunday and legal holidays, as designated hereinafter shall be considered as overtime and paid for at double the rate of single time.

5. Call backs on contract service on overtime, except Sunday and legal holidays, shall be paid at the rate of time and one half.

6. Call backs on contract service on Sunday or legal holidays as designated hereafter, shall be paid for at double the rate of single time.

7. On a contract service where the employer has a contract in one building only or adjacent buildings, for the examinations and care of enough elevator to warrant keeping a man or men working continuously for sixteen (16) hours, the men will not be paid overtime between the hours of 4.00 p.m. and 12.00 midnight, except on Sundays.

8. Workmen shall receive fifty-two (52) hours pay per week for forty-eight (48) hours of work. There shall be two shifts, one working eight (8) hours during the day, the other eight (8) hours to 12.00 midnight. On holidays, one shift, shall work eight (8) hours during the day, there being no night shift, employees taking holidays alternately, one shift working one holiday and another shift the next. Work performed on Sundays shall be classed as overtime and paid at double the rate of single time.

9. Minimum wages:

	Hourly rates
Mechanic.....	\$2.06
Helper.....	1.44

10. Statutory paid holidays for 1957: Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day.

10a. Statutory paid holidays for 1958: New Year's Day, Good Friday, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day.

10b. Legal holiday.— St. Jean Baptiste Day.

10° Toutefois, lorsque la célébration de la fête de la Reine, de la Confédération, de la Fête du Travail et du jour d'Actions-de-Grâces est fixée par proclamation du Gouvernement fédéral ou du Gouvernement provincial, selon le cas, ces jours de fêtes doivent être chômés à la date ainsi fixé.

10d° *Vacances payées*: Tout salarié régi par la présente section "D" a droit, chaque année, à une semaine de vacances payées.

La rémunération payable au salarié est établie comme suit à la fin de chaque semaine l'employeur doit ajouter à la paye de chacun de ses salariés assujettis à la présente section, une somme équivalente à 2% du salaire gagné; à compter du 1er juillet 1957, cette somme sera portée à 4% du salaire gagné.

11° *Emploi des aides*: a) Le nombre total des aides employés ne doit pas excéder le nombre des mécaniciens, sur aucun chantier; cependant, les employeurs peuvent avoir autant d'aides qu'ils la désirent, sous la surveillance d'un mécanicien pour la démolition de vieilles machineries, de matériel d'ascenseur, de monte-charge, etc., et pour tout travail de fondation.

b) Pour remplacer les câbles d'installations d'ascenseurs, l'employeur peut avoir deux (2) aides par mécanicien.

12° *Inspection*: Toute inspection d'ascenseurs, de dresseurs électriques, etc., énumérés à l'article 2 de la présente section (classification du travail) doit être faite par un compagnon.

13° Les taux sont en vigueur à compter de l'entrée en vigueur du décret pour tous les contrats sans exception.

14° *Définitions*: a) Le travail de construction est défini, par les présentes, comme étant le montage et l'assemblage des appareils énumérés à l'article 2 et la démolition de ces appareils.

Lorsqu'on emploie cinq (5) hommes ou plus, y compris le mécanicien en charge, pour un travail de construction ou de modernisation, ce mécanicien doit bénéficier d'une majoration de 12½% pour chaque heure de travail.

b) Le travail de réparation comprend les réparations générales sur les appareils énumérés à l'article 2.

c) Le travail de modernisation comprend tout travail exécuté sur les appareils énumérés à l'article 2 dans un édifice occupé, afin d'y apporter les dernières améliorations.

d) Les contrats d'inspections sont ceux obtenus d'une compagnie d'assurance pour l'inspection d'un groupe d'ascenseurs et le rapport sur leur état.

15° *Périodes et frais de déplacement*: Lorsqu'on envoie des salariés en dehors de la cité de Québec, le temps de déplacement est rémunéré au taux simple si ledit déplacement s'effectue pendant les heures régulières. Toute période additionnelle de déplacement ne dépassant pas cinq heures doit être rémunérée au taux simple si ce déplacement est effectué en dehors des heures régulières, mais cette clause ne vaut que pour la première journée. Si le voyage ne se termine pas en un jour, le temps de déplacement doit être rémunéré aux taux simples pendant les heures régulières de travail des deuxième, troisième et quatrième journées ou plus, jusqu'à la fin du trajet. Les dépenses encourues pendant le trajet seront défrayées par l'employeur.

3° Que l'échelle des salaires minima suivante soit substituée à celle apparaissant dans les décrets ci-après mentionnés, à l'endroit indiqué en regard de chacun d'eux

10c. However, the days proclaimed by Ottawa or Quebec, as the case may be, for the celebration of the Queen's Birthday, Confederation Day, Labour Day and Thanksgiving Day shall be observed.

10d. *Vacation with pay*: Every employee governed by the present part "D" shall be entitled each year to a week of vacation with pay.

The remuneration payable to the employee is established as follow: at the end of each week, the employer shall add to the pay of everyone of his employees governed by the present part an amount equivalent to 2% of the wages earned; this amount shall become 4% of the wages earned as of July 1st 1957.

11. *Use of Helpers*: a) The total number of helpers employed shall not exceed the number of mechanics on any job, except that the employers may use as many helpers as best suits their convenience, under the direction of a mechanic in wrecking old plants, hoistway material and foundation work.

b) When removing old and installing cables in existing elevator installations, the employer may use two helpers to one mechanic.

12. *Inspections*: All inspection of elevators, dumbwaiters, etc., designated under section 2 of this part (Classification of Work) must be made by a journeyman.

13. Rates are effective upon the coming into force of the decree on all contracts without exception.

14. *Definitions*: a) Construction work is hereby defined as work performed in the erection and assembly of all apparatus enumerated in section 2, also the demolition of same.

When five or more men, including the mechanic, in charge are employed on a new construction or modernization job, the mechanic in charge of the job shall have his hourly rate increased 12½% for all hours worked.

b) Repair work is hereby defined as general repairs on apparatus enumerated in section 2.

c) Modernization work is hereby defined as any work performed on apparatus enumerated in section 2 in an occupied building to bring the equipment up to date.

d) Contract inspection is hereby defined as a contract obtained from an Insurance Company to inspect a group of elevators and report on their condition.

15. *Travelling Time and Expenses*: When workmen are sent outside the city of Quebec, travelling time is paid at single time rates for the actual hours travelling during regular working hours. Additional travelling time up to five hours is paid at single time rates for the actual hours travelled beyond regular working hours the first day only. If the trip requires more than one day, travelling time is paid at single time rates for the actual hours travelled during regular working hours the second, third and fourth day and any additional days necessary to complete a trip. Expenses incurred during the trip shall be paid by the employers.

3. That the following minimum wages scale be substituted for the one appearing in the decrees hereafter mentioned as indicated hereunder:

DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES À
L'INSTALLATION DES ASCENSEURS

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO THE
INSTALLATION OF ELEVATORS

	<i>Taux horaires minima</i>	<i>Minimum hourly rates</i>
<i>Région de Hull:</i> comprenant toute la partie ouest de la province de Québec, à partir d'une ligne imaginaire du nord au sud des limites ouest de la ville de Hawkesbury.....	<i>Mécanicien Aide</i> \$2.16 \$1.50	<i>Mechanical Helper</i> \$2.16 \$1.50
<i>Région de Québec:</i> comprenant toute la partie est de la province de Québec, à partir d'une ligne imaginaire du nord au sud passant à un point situé à 25 milles à l'ouest de la cité de Québec.....	2.06 1.44	2.06 1.44
<i>Région de Montréal:</i> comprenant tout le territoire situé entre la région de Hull et la région de Québec.....	2.46 1.72	2.46 1.72
a) Décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements — région de Chicoutimi: Article VII.		a) Decree number 1743 of July 11, 1941 and amendments — Chicoutimi region: Section VII.
b) Décret numéro 658 du 13 mai 1948 et amendements — comtés de Drummond, Arthabaska et de Nicolet: Article V.		b) Decree number 658 of May 13, 1948 and amendments — counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet: Section V.
c) Décret numéro 1254 du 10 novembre 1949 et amendements — région de Hull: Article III-A.		c) Decree number 1254 of November 10, 1949 and amendments — Hull region: Section III-A.
d) Décret numéro 761 du 13 juillet 1955 — région de Joliette: Article V-A.		d) Decree number 761 of July 13, 1955 — Joliette region: Section V-A.
e) Décret numéro 802 du 8 juillet 1953 et amendements — région de Rimouski: Article IV-B.		e) Decree number 802 of July 8, 1953 and amendments — Rimouski region: Section IV-B.
f) Décret numéro 909 du 25 août 1955 — région de St-Hyacinthe: Article V-A.		f) Decree number 909 of August 25, 1955 — St. Hyacinthe region: Section V-A.
g) Décret numéro 784 du 21 juillet 1955 — région de St-Jean: Article V-A.		g) Decree number 784 of July 21, 1955 — St. John region: Section V-A.
h) Décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements — région des Cantons de l'Est: Article X-D.		h) Decree number 122 of February 29, 1956 and amendments — Eastern Townships region: Section X-D.
i) Décret numéro 602 du 9 juin 1954 et amendements — région de Sorel: Article IV-A.		i) Decree number 602 of June 9, 1954 and amendments — Montreal region: Section IV-A.
j) Décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements — région de Terrebonne et Labelle: Article III-A.		j) Decree number 657 of May 13, 1948 and amendments — Terrebonne and Labelle region: Section III-A.
(Document "B" annexé à l'Arrêté). CHARLES LARICHELIERE. 45329-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.		(Document "B" annexed to the Order). CHARLES LARICHELIERE, 45329-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 654

Number 654

Québec, le 26 juin 1957.

Quebec, June 26, 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT le classement de l'église Saint-Grégoire (Nicolet), en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques.

CONCERNING the classification of the Church of Saint Grégoire (Nicolet) pursuant to the Historic or Artistic Monuments and Sites Act.

ATTENDU QUE la Commission des monuments et sites historiques ou artistiques a, par une résolution du 22 mars 1957, recommandé le classement de l'église paroissiale de Saint-Grégoire (Nicolet), de la sacristie y attenante et des immeubles par destination qu'elles contiennent;

WHEREAS the Historic or Artistic Monuments and Sites Commission has, by resolution dated March 22, 1957, recommended the classification of the Parochial Church of Saint Grégoire (Nicolet), the Sacristy adjacent thereto and the immoveables, by destination, contained therein;

ATTENDU QUE l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Grégoire (Nicolet) consent à leur classement comme monuments historiques,

WHEREAS "l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse de Saint-Grégoire (Nicolet)" has consented to their classification as historic monuments;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques, le classement d'immeubles, comme monuments historiques, devient définitif après avoir été approuvé, avec ou sans modification, par décret

WHEREAS in accordance with section 6 of the Historic or Artistic Monuments and Sites Act, the classification of historic monuments becomes final after having been approved, with or without change, by order of the Executive Council and

du Conseil exécutif et a force de loi à compter de la date fixée à cette fin par le Conseil exécutif;

ATTENDU qu'il y a lieu d'accorder cette demande de classement faite par la Commission des monuments et sites historiques ou artistiques;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Secrétaire de la province:

Qu'en vertu de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques (Statuts refondus 1941, chapitre 70, tel que remplacé par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 24, et modifiée par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 51), le classement des immeubles mentionnés plus haut fait par la Commission des monuments et sites historiques ou artistiques, en vertu de sa résolution du 22 mars 1957, soit approuvé et ait force de loi à compter de la date du présent décret;

QUE le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

(Signé) C. LARICHELIERE,

Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

45328-0

shall have legal effect as from the date fixed for such purpose by the Executive Council;

WHEREAS it is expedient to grant this petition for classification by the Historic or Artistic Monuments and Sites Commission;

CONSEQUENTLY, it is ordained, upon the recommendation of the Honourable the Provincial Secretary:

THAT in accordance with section 6 of the Historic or Artistic Monuments and Sites Act (Revised Statutes 1941, chapter 70, as replaced by section 1 of the Act 15-16 George VI, chapter 24, and amended by Act 4-5 Elizabeth II, chapter 51), the classification of the immovables mentioned hereinabove by the Historic or Artistic Monuments and Sites Commission, pursuant to a resolution dated March 22, 1957, be approved and have legal effect as from the date of this decree;

THAT this Order in Council be published in the *Quebec Official Gazette*.

(Signed) C. LARICHELIERE,

Acting Clerk of the Executive Council.

45328

Action en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, N° 7559. Jeanne d'Arc Poulin, épouse commune en biens de Léo Degré, contracteur, domiciliée en la cité de Granby, district de Bedford, demanderesse, vs ledit Léo Degré, contracteur, de la cité de Granby, district de Bedford, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été prise par la demanderesse contre le défendeur.

Sweetsburg, ce 4 juillet 1957.

Les Procureurs de la demanderesse,

45350-0

ROBERT & MARQUIS.

Action for Separation as to Property

Canada, Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 7559. Jeanne d'Arc Poulin, wife common as to property of Léo Degré, contractor, domiciled in the city of Granby, district of Bedford, plaintiff, vs the said Léo Degré, contractor, of the city of Granby, district of Bedford, defendant.

NOTICE

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant.

Sweetsburg, this July 4, 1957.

ROBERT & MARQUIS,

Attorneys for the plaintiff.

45350

Avis divers

(P.G. 10340-57)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le vingt-deux mai 1957, approuvé le règlement général N° 1 de "Les Loisirs St-Barthélemi de Montréal", comprenant les articles I à XXXVI inclusivement, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-trois mai 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,

45332-0

JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Fabricants de Produits Laitiers de la Rive Sud", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le vingt-six juin 1957.

Miscellaneous Notices

(A.G. 10340-57)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on May twenty-second, 1957, the general by-law No. 1 of "Les Loisirs de St-Barthélemi de Montréal", comprising articles I à XXXVI inclusively, and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May twenty-third, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

45332

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Fabricants de Produits Laitiers de la Rive Sud", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on the twenty-sixth day of June, 1957.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montmagny, comté de Montmagny.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montmagny, county of Montmagny.

45333-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

45333 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(P.G. 12679-54)
CHIBOUGAMAU MINING & SMELTING CO. INC.
(No Personal Liability)

(A.G. 12679-54)
CHIBOUGAMAU MINING & SMELTING CO. INC.
(No Personal Liability)

Règlement spécial "II"

Special By-law "II"

1° Le nombre des directeurs est, par les présentes, augmenté de sept à huit.

1. The number of Directors is hereby increased from seven to eight.

2° L'article 1 du règlement trois est amendé en rayant le mot "sept" et y substituant en conséquence le mot "huit".

2. Article 1 of by-law three is amended by deleting the word "seven" and substituting therefor the word "eight".

Daté à Montréal, P.Q., 29 mai 1957.

Dated at Montreal, P.Q. May 29th, 1957.

Certifié vraie copie.

Certified true copy:

(Seau) Le Secrétaire,
45340 JOHN G. FORD.

(Seal) JOHN G. FORD,
45340-o Secretary.

(P.G. 14131-56)
CIMENT BARRAUTE-LTÉE

(A.G. 14131-56)
CIMENT BARRAUTE LTÉE

Extrait des minutes d'une Assemblée des Directeurs de "Ciment Barraute Ltée", tenue le 9 avril 1957:

Excerpt from minutes of a Meeting of Directors of "Ciment Barraute Ltée", held on April 9, 1957:

"Il est proposé par Monsieur Marcellin Barrette secondé par Monsieur Noël Blanchette que le règlement concernant le nombre des Directeurs soit amendé de façon à ce que le nombre des Directeurs soit de 6 au lieu de 3 et que le Quorum des Assemblées des Directeurs soit fixé à 4."— Adopté à l'unanimité.

"It is proposed by Mr. Marcellin Barrette, seconded by Mr. Noël Blanchette that the by-law concerning the number of Directors be amended in order that the number of Directors be 6 instead of 3 and that quorum at meetings of directors be fixed at 4."— Unanimously adopted.

Le présent règlement a été ratifié par les Actionnaires à une Assemblée tenue le même jour.

This by-law was confirmed by the shareholders at a meeting held the same day.

Vraie copie. Le Secrétaire,
45341-o JACQUES PLANTE.

True copy. JACQUES PLANTE,
45341 Secretary.

(P.G. 14130-56)
CIMENT MALARTIC LTÉE

(A.G. 14130-56)
CIMENT MALARTIC LTÉE

Extrait des minutes d'une Assemblée des Directeurs de "Ciment Malartic Ltée", tenue le 9 avril 1957:

Excerpt from minutes of a Meeting of Directors of "Ciment Malartic Ltée", held April 9, 1957:

"Il est proposé par Monsieur Marcellin Barrette secondé par Monsieur Noël Blanchette que le règlement concernant le nombre des Directeurs soit amendé de façon à ce que le nombre des Directeurs soit de 6 au lieu de 3 et que le Quorum des Assemblées des Directeurs soit fixé à 4."— Adopté à l'unanimité.

"It is proposed by Mr. Marcellin Barrette, seconded by Mr. Noël Blanchette that the by-law concerning the number of Directors be amended in order that the number of Directors be 6 instead of 3 that quorum at meetings of directors be fixed at 4."— Unanimously adopted.

Le présent règlement a été ratifié par les Actionnaires à une Assemblée tenue le même jour.

This by-law was confirmed by the shareholders at a meeting held the same day.

Vraie copie. Le Secrétaire,
45342-o JACQUES PLANTE.

True copy. JACQUES PLANTE,
45342 Secretary.

(P.G. 14240-53)
MARY MORGAN INC.

(A.G. 14240-53)
MARY MORGAN INC.

Règlement N° 11

By-law No. 11

augmentant le nombre des directeurs de cette compagnie de trois à cinq.

increasing the number of directors of this company from three to five.

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq (5) directeurs, chacun desquels, lors de son élection et pendant toute la durée de son terme, devra être détenteur d'au moins une action de la compagnie et avoir payé tout versement exigible sur icelle".

"The affaires of the company shall be managed by a Board of Directors composed of five (5) directors, of whom each one shall, at the time of election and during his term of office, be the holder of at least one share of the Company's stock and shall have paid any call thereon".

Copie certifiée véritable.

Certified true copy.

(Seau) Le Secrétaire,
45343-o JEAN-PAUL DANSEREAU.

(Seal) JEAN-PAUL DANSEREAU,
45343 Secretary.

(P.G. 11648-57)

LES HABITATIONS LAURENTIENNES LTÉE

Règlement N° 11

concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq:

DIRECTEURS: — "Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq (5) directeurs, chacun desquels, lors de son élection et pendant toute la durée de son terme, devra être détenteur d'au moins une action de la compagnie et avoir payé tout versement exigible sur icelle."

Copie certifiée véritable.

(Sceau)
45344-oLe Secrétaire,
ROLAND SAVIGNAC.

(A.G. 11648-57)

LES HABITATIONS LAURENTIENNES LTÉE

By-law No. 11

concerning an increase from three to five in the number of directors:

DIRECTORS: — "The affairs of the company shall be managed by a Board of Directors composed of five (5) directors, of whom each one shall, at the time of election and during his term of office, be the holder of at least one share of the Company's stock and shall have paid any call thereon."

Certified true copy.

(Seal)
45344ROLAND SAVIGNAC,
Secretary.

(P.G. 13444-56)

RICHMAR INVESTMENTS LTD.

Règlement N° 23

1° Que le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à quatre (4);

2° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent."

Montréal, 10 juin 1957.

Certifié vraie copie.

(Sceau)
45345Le Président,
SAMUEL CHAIT.

(A.G. 13444-56)

RICHMAR INVESTMENTS LTD.

By-law No. 23

"1. That the number of the Board of Directors of the Company be and it is hereby increased from three (3) to four (4) members;

2. That the by-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing."

Montreal, June 10th, 1957.

Certified true copy.

(Seal)
45345-oSAMUEL CHAIT,
President.

(P.G. 45041-53)

SIEGMUND WERNER LIMITED

Règlement N° 23

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie Siegmund Werner Limited (ci-après nommée "la compagnie") ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à quatre (4).

2° Que le quorum des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, fixé à trois. (3)

3° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent."

Décrété ce 24e jour d'avril 1957.

Témoin: Le sceau corporatif de la compagnie.
Vraie copie.

45346

Le Secrétaire,
AUGUSTA GOTTFRIED.

(A.G. 45041-53)

SIEGMUND WERNER LIMITED

By-law No. 23

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of Siegmund Werner Limited (hereinafter called "The Company") as follows:

1. The number of Directors of the Company be and is hereby increased from three (3) to four (4).

2. The quorum of Directors of the company be and same is hereby fixed at three (3).

3. The By-laws of the company be and are hereby amended to accord with the foregoing."

Enacted, this 24th day of April, 1957.

Witness the Corporate seal of the company.
True copy.

45346-o

AUGUSTA GOTTFRIED,
Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National des Employés de la Commission des Écoles Catholiques d'Arvida", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quatorze juin 1957.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

45347-o

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National des Employés de la Commission des Écoles Catholiques d'Arvida", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June fourteenth, 1957.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

45347

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(P.G. 11105-55)

MORGAN AGENCIES LIMITED

Règlement N° XXV

“Qu’il soit décrété comme un règlement de la compagnie.

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit, par les présentes augmenté de sept à huit et que les règlements de la compagnie soit amendés pour s’y conformer.”

Décreté ce 15^e jour de mai 1957.

Montréal, ce 22^e jour de mai 1957.

Certifié vraie copie.

(Sceau)

Le Secrétaire,
E. W. ROWAT.

45348

(A.G. 11105-55)

MORGAN AGENCIES LIMITED

By-law No. XXV

“Be it enacted as a by-law of the Company.

That the number of Directors of the Company be hereby increased from seven to eight and that the by-laws of the Company be amended accordingly.”

Enacted this 15th day of May, 1957.

Montreal, this 22nd day of May, 1957.

Certified a true copy.

(Seal)

E. W. ROWAT,
Secretary.

45348-o

(P.G. 16395-52)

ELDON ASSOCIATES LIMITED

Extrait des minutes d’une assemblée du bureau de direction de “Eldon Associates Limited” tenue aux bureaux de la compagnie le 7^e jour de mai 1957.

“Le Président de l’assemblée avisa alors l’assemblée qu’il était opportun et dans l’intérêt de la compagnie d’augmenter les membres du bureau de direction de trois à quatre.

Sur résolution dûment proposée et secondée, il a été résolu à l’unanimité que les membres du bureau de direction de la compagnie soient augmentés de trois à quatre et que l’avocat de la compagnie soit autorisé et il est, par les présentes, autorisé à prendre toutes les procédures nécessaires pour donner effet à cette proposition”.

Le Président,

(Signé) JACK RASKIN.

Le Secrétaire de l’assemblée,

(Signé) MME FRED A RUBIN.

45353

(A.G. 16395-52)

ELDON ASSOCIATES LIMITED

Extract of minutes of a meeting of the board of directors of “Eldon Associates Limited”, held at the offices of the Company on the 7th day of May, 1957.

“The Chairman then advised the Meeting that it was expedient and in the interest of the Company to increase the Board of Directors from three to four members.

Upon motion duly made and seconded, it was unanimously resolved that the Board of Directors of the Company be increased from three to four members and that the Company Solicitor be authorized, and he is hereby authorized to take all necessary proceedings to give effect to this intention”.

(Signed) JACK RASKIN,
Chairman.

(Signed) MRS. FRED A RUBIN,
Secretary of the meeting.

45353-o

(P.G. 10907-57)

LES ASSOCIÉS DE NEUVE-FRANCE

Extrait du règlement N° 1 de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu’adopté le 3 mai 1957, concernant la réduction du nombre des directeurs de six à cinq:

“3^o Conseil de direction: Les affaires de la Corporation seront gérées par un Conseil des directeurs composé de cinq (5) personnes membres de la Corporation”.

Certifié vraie copie

Le Secrétaire,

GÉRARD-L. LAROUCHE, M.D.

45356-o

(A.G. 10907-57)

LES ASSOCIÉS DE NEUVE-FRANCE

Excerpt from by-law No. 1 of the abovementioned Corporation as, adopted May 3, 1957, concerning a decrease in the number of directors from six to five:

“3. Board of Directors: The affairs of the Corporation shall be managed by a Board of Directors composed in five (5) persons, members of the Corporation”.

Certified true copy

GÉRARD-L. LAROUCHE, M.D.,
Secretary.

45356

LA CIE DE DÉVELOPPEMENT DE WEEDON
WEEDON DEVELOPMENT Co.

Règlement N° 51

Il est décrété à l’unanimité que les biens de la Compagnie soient distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant d’action qu’ils détiennent dans la Compagnie, quinze (15) jours après la publication de ce règlement dans la Gazette officielle de Québec.

Le Président,

(Signé) ROBERT DROUIN.

Le Secrétaire,

(Signé) ULRIC E. FONTAINE.

45357-o

LA CIE DE DÉVELOPPEMENT DE WEEDON
WEEDON DEVELOPMENT Co.

By-law No. 51

It is unanimously enacted that the assets of the company be distributed pro rata between the shareholders in the amount of shares they hold, in the Company fifteen (15) days following publication of this by-law in the Quebec Official Gazette.

(Signed) ROBERT DROUIN,
President.

(Signed) ULRIC E. FONTAINE,
Secretary.

45357

Avis est par les présentes donné que l’honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif “Syndicat de Consom-

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate “Syndi-

mation St-Jérôme", en date du 20 juin 1957, dont le siège social est situé à Saint-Jérôme, comté de Lac St-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-cinq juin 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45362-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 7942-50)

"LE FLAMBEAU" HOMES INC.

Règlement "X"

qui augmente le nombre de directeurs.

"1° Que le nombre des directeurs de la corporation soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq de manière que le bureau de direction de la corporation soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction, mais aucune assemblée du bureau de direction ne peut être tenue sans la présence du Président et/ou celle du secrétaire-trésorier ou qu'ils aient signé un désistement d'avis convoquant ladite assemblée.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la corporation, incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement."

Certifié vraie copie du règlement "X" tel décrété par les directeurs et approuvé par les membres de la corporation le 20 avril 1957.

Bondville, P.Q., 20 avril 1957.
Le Secrétaire,
45364 ORVILLE L. LEWIS.

cat de Consommation St-Jérôme", under date of June 20, 1957, whereof the head office is at Saint Jérôme, county of Lake St. John, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth, day of June, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45362 Under Secretary of the Province.

(A.G. 7942-50)

"LE FLAMBEAU" HOMES INC.

By-law "X"

increasing number of directors.

"1. The number of directors of the corporation be and the same is hereby increased from three to five so that the Board of Directors of the corporation shall hereafter be composed of five directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any Meeting of the Board of Directors, but no Meeting of the Board of Directors may be held unless the President and/or Secretary-Treasurer be present thereat or have signed a Waiver of Notice calling the said Meeting.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the corporation inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified a true of copy by-law "X", as enacted by the directors and approved by the members of the corporation on April 20, 1957.

Bondville, P.Q. 20th April, 1957.
ORVILLE L. LEWIS,
45364-o Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Immobilier de Loretteville", en date du quatre juillet 1957, dont le siège social est situé à Loretteville, comté de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le cinq juillet 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45376-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Immobilier de Loretteville", under date of July fourth 1957, whereof the head office is at Loretteville, county of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of July, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45376 Under Secretary of the Province.

(P.G. 11206-54)

LES LIBRAIRIES FERNAND PILON
STATIONERS INC.

Règlement 11

Concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq:

"Nombre et qualification des directeurs: Le bureau de direction sera composé de cinq membres lesquels devront être choisis parmi les actionnaires de la compagnie et seront élus pour un terme d'une année. Tout actionnaires détenant personnellement et en son propre nom au moins une action du capital de la compagnie est qualifié pour agir comme directeur et être élu comme tel."

Certifié vraie copie du règlement 11, tel qu'adopté par les directeurs le 18 mars 1957 et approuvé par les actionnaires le 26 mars 1957.

Le Secrétaire,
45377-o MARCELLE FIELD PILON.

(A.G. 11206-54)

LES LIBRAIRIES FERNAND PILON
STATIONERS INC.

By-law 11

Concerning an increase from three to five in the number of directors:

"Number and qualifying of directors: The Board of Directors shall be composed of five members who shall be chosen among the shareholders of the company and shall be elected for a term of one year. Any shareholder holding personally and in his own name at least one share of the Company's capital stock is qualified to act as a director and be elected as such."

Certified true copy of by-law 11, as adopted by the directors on March 18, 1957 and confirmed by the shareholders on March 26, 1957.

MARCELLE FIELD PILON,
45377 Secretary.

(P.G. 11957-57)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le cinq juillet 1957, approuvé les règlements Nos 1 et 2 de l'"Hôpital Saint-Michel", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le neuf juillet 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

45375-0

(A.G. 11957-57)

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, by-laws Nos. 1 and 2 of "Hôpital Saint Michel" have been approved by the Honourable the Provincial Secretary on July 5, 1957, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the ninth day of July, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

45375

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que le conseil de la municipalité du village de Maniwaki s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour demander l'érection du territoire de la municipalité du village de Maniwaki en municipalité de ville, sous l'empire de la Loi des Cités et Villes, sous le nom de la municipalité de la ville de Maniwaki.

Ledit territoire, ayant une population de 6,327 personnes, est borné comme suit: savoir: Le territoire actuel de la municipalité du village de Maniwaki, comté de Gatineau, se composant de tout le canton de Maniwaki et d'une partie du canton de Egan, comprenant tous les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle sud-ouest du canton de Maniwaki; de là, passant successivement, par les lignes et démarcations suivantes: la ligne extérieure ouest du canton de Maniwaki prolongée jusqu'à l'axe de la rivière de l'Aigle; ledit axe de la rivière de l'Aigle en descendant son cours et contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'à l'axe de la rivière Désert; ledit axe de la rivière Désert en descendant son cours et contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'au prolongement d'une ligne intersectant la rive gauche de la rivière à un point situé à une distance perpendiculaire de 435.6 pieds à l'est de la ligne séparative des lots 4 et 5 rang A du canton d'Egan; ledit prolongement, puis en référence au cadastre officiel du canton d'Egan, ladite ligne, jusqu'à un point de la ligne séparative des lots 4 et 5 rang A à une distance de 2975 pieds de la rive gauche de la rivière Désert mesurée le long de ladite ligne séparative de lot; une ligne perpendiculaire à la ligne séparative des lots 4 et 5 traversant le lot 5 jusqu'à la rive est du lac Gilmore; ladite rive est du lac Gilmore en allant vers le nord jusqu'à sa deuxième intersection avec la ligne séparative des lots 4 et 5 rang A; ladite ligne séparative des lots 4 et 5 rang A en allant au nord; la ligne séparant le rang A du rang II dans la direction de l'est jusqu'au côté nord-ouest de l'ancienne route no 11; ledit côté nord-ouest de l'ancienne route no 11 sur une distance de 1018 pieds; une perpendiculaire au dit côté nord-ouest de l'ancienne route no 11 en allant vers le sud-est jusqu'au côté ouest de la nouvelle route no 11; une perpendiculaire au dit côté ouest de la nouvelle route 11 traversant ladite route jusqu'à son côté est; ledit côté est de ladite route en allant vers le sud sur une distance approximative de 275 pieds jusqu'à la ligne nord du lot de subdivision 1-1 du rang I;

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Council of the municipality of the village of Maniwaki will apply to the Lieutenant Governor in Council to request the erection of the territory of the municipality of the village of Maniwaki as a town under the Cities and Towns Act, under the name of the Municipality of the Town of Maniwaki.

The said territory having a population of 6,327 persons, and being bounded as follows: The actual territory of the municipality of the village of Maniwaki, being composed of all the Township of Maniwaki and part of the Township of Egan, including all lots or parts of lot with their present or future subdivisions, and also the roads, streets, alleys, rivers, lakes, water-courses or part thereof contained in the following boundaries, to wit: starting at the summit of the southwest angle of the Township of Maniwaki; from there, passing successively, by the lines and demarcations following: the exterior west line of Township of Maniwaki prolonged to the axis of the Eagle River; the said axis of the Eagle River descending its course and passing to the right the islands nearer to the left bank and passing to the left of the islands nearer to the right bank to the axis of the Desert River; the said axis of the Desert River descending its course and passing to the right of the islands nearer the left bank and to the left of the islands nearer the right bank to the prolongation of a line intersecting the left bank of the river at a point situated at a perpendicular distance of 435.6 feet to the east of the line dividing lots 4 and 5 range A of the Township of Egan; the said prolongation and, in reference of the Official Cadastre of the Township of Egan, the said line, to a point of the dividing line of lots 4 and 5 range A situated at a distance of 2975 feet from the left bank of the Desert River, measured along the said dividing line of lots 4 and 5; a line perpendicular to the dividing line of lots 4 and 5 crossing lot 5 to the east bank of Lake Gilmore; the said east bank of lake Gilmore going towards the north to its second intersection with the line dividing lots 4 and 5 range A; the said line dividing lots 4 and 5 range A going towards the north; the line dividing range A from range II going towards the east to the north-west side of the old road no 11; the said north-west side of old road no 11 on a distance of 1018 feet; a perpendicular to the north-west side of old road no 11 going towards the south-east to the west side of the new road no 11; a perpendicular to the west side of the new road no 11 crossing the said road to its east side; the said east side of the said road going towards the south for an approximate distance of 275 feet to the north line of subdivision lot 1-1 range I; the last said line and the north line of subdivision lots 1-3, 1-4, 1-5, 1-6, 1-7, 1-8, 1-9, 1-10; the east line of

cette dernière ligne et la ligne nord des lots de subdivision 1-3, 1-4, 1-5, 1-6, 1-7, 1-8, 1-9, 1-10; la ligne est du lot de subdivision 1-10 prolongée jusqu'à la ligne séparative des rangs A et I; la ligne est du lot de subdivision 1-53 (une rue); la ligne séparative des lots I et II rang A en allant vers le sud-est et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière Désert; ledit axe de la rivière Désert en descendant son cours jusqu'à l'axe de la rivière Gatineau; l'axe de la rivière Gatineau en descendant son cours et contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'au prolongement de la ligne extérieure sud du canton de Maniwaki et enfin ledit prolongement et ladite ligne extérieure sud du canton de Maniwaki jusqu'au point de départ;

Donné à Maniwaki, ce huitième jour de juillet 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
45378-28-4-o MALCOLM MILLAR.

(P.G. 13525-55)
JACQUES LÉGARÉ & CIE LIMITÉE

Extrait du règlement N° 10

Concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq:

"L'article 3 du règlement N° 1 est abrogé et remplacé par le suivant:

3° Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq membres, dont trois constitueront quorum le requis pour toute assemblée des directeurs."

Copie certifiée du règlement N° 10 de la compagnie "Jacques Légaré & Cie Limitée" adopté par les directeurs à une assemblée du 23 avril 1957, et régulièrement approuvé à l'unanimité par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

Signé à Québec, ce 14e jour de juin 1957.
Le Secrétaire,
45382-o J.-HENRI THÉRIAULT.

subdivision lot 1-10 prolongaged to the dividing line of range A and I; the east line of subdivision lot 1-53 (a street); the dividing line of lots I and II range A going towards the south-east and its prolongation to the axis of the Desert River; the said axis of the Desert River descending its course to the axis of the Gatineau River; the axis of the Gatineau River descending its course and passing to the right of the islands nearer the left bank and to the left of the islands nearer the right bank to the prolongation of the exterior south line of the Township of Maniwaki and finally the said prolongation and the said exterior south line of the Township of Maniwaki to the starting point.

Given at Maniwaki, this eight day of July, 1957.

MALCOLM MILLAR,
45378-28-4-o Attorney for the Petitioners.

(A.G. 13525-55)
JACQUES LÉGARÉ & CIE LIMITÉE

Excerpt from By-law No. 10

Concerning the increasing of the number of directors from three to five:

"Article 3 of By-law No. 1 is repealed and replaced by the following:

3. The affairs of the company shall be managed by a Board of Directors composed of five members, three of whom shall constitute the quorum required at any meeting of Directors."

Certified copy of By-law No. 10 of the company "Jacques Légaré & Cie Limitée" adopted by the directors at a meeting held April 23, 1957, duly confirmed unanimously by the shareholders present at a special general meeting called for said purposes.

Signed at Quebec, this 14th., day of June, 1957.
J.-HENRI THÉRIAULT,
45382-o Secretary.

Chartes — Abandon de

Avis est par les présentes donné que "Hoechst Laboratories of Canada Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 mars 1955, s'adressera au Procureur général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, pour demander l'abandon de sa charte et son annulation à compter de la date qu'il plaira audit Procureur général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de fixer.

Daté à Montréal, Que., ce 2 juillet 1957.
Le Président,
45334-o M. E. KLEE.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Maple Leaf Textiles Ltd", demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 2 juillet 1957.
Les Procureurs
pour Maple Leaf Textiles Ltd.,
45335-o MEYEROVITCH & LEVY.

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that "Hoechst Laboratories of Canada Ltd.", a corporation constituted by virtue of letters patent dated March 7th., 1955, will apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Industry and Commerce, in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, to request the surrender of its charter and its cancellation as and from such date as shall be fixed by the said Attorney General and Minister of Municipal Affairs, Industry and Commerce.

Dated at Montreal, Que., this 2nd day of July 1957.

M. E. KLEE,
45334-o President.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act "Maple Leaf Textiles Ltd.", will make application for leave to surrender its charter.

Montreal, July 2nd, 1957.
MEYEROVITCH & LEVY,
45335-o Attorneys for
Maple Leaf Textiles Ltd.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Ile Bizard Golf Course Inc., une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté ce 8e jour de juillet 1957.

Le Secrétaire,
45363 JOHN S. McKEOWN.

NOTICE

Notice is hereby given that Ile Bizard Golf Course Inc., a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated this 8th day of July, 1957.

45363-o JOHN S. McKEOWN,
Secretary.

Compagnies dissoute

(P.G. 11108-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Saint-Pierre & Chartrand Compagnie Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 novembre 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuf juin 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

(P.G. 10333-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Seven-Teen Junior Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 mars 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuf juin 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45328-o P. FRENETTE.

Companies Dissolved

(A.G. 11108-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Saint-Pierre & Chartrand Compagnie Limitée", incorporated by letters patent dated November 4, 1950.

Notice is also given that from and after June twenty-ninth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1957.

45328 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10333-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Seven-Teen Junior Inc.", incorporated by letters patent dated March 13, 1950.

Notice is also given that from and after June twenty-ninth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1957.

45328 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Curatelle publique

Canada — Province de Québec
District de Québec

Succession vacante de Raymond Cantin, en son vivant de Charlesbourg, district de Québec,

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 5 avril 1956, par un juge de la cour supérieure siégeant à Québec dans le district de Québec que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,
187, rue Sainte-Catherine (Ouest),
45351-o Montréal 18.

Public Curatorship

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Vacant estate of Raymond Cantin, in his lifetime of Charlesbourg, district of Quebec.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant by virtue of a judgment rendered on April 5, 1956, by a judge of the Superior Court sitting at Quebec, in the district of Quebec, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

THE PUBLIC CURATOR,
187 Ste. Catherine Street, West,
45351 Montreal 18.

Canada — Province de Québec
District de Richelieu

Succession vacante de Oscar Chagnon, en son vivant de Contrecoeur, district de Richelieu, Québec.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 10 octobre 1956 par un juge de la cour supérieure siégeant à Sorel dans le district de Richelieu que, sous l'aurtoité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,

187, rue Sainte-Catherine (Ouest).

45352-o

Montréal 18.

Canada — Province of Québec
District of Richelieu

Vacant estate of Oscar Chagnon, in his lifetime of Contrecoeur, district of Richelieu, Quebec.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant by virtue of a judgment rendered on October 10, 1956, by a judge of the Superior Court sitting at Sorel, in the district of Richelieu, that he is, under the authority of the Public Curathorsip Act (9 Geo. VI ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

THE PUBLIC CURATOR,

187 St. Catherine Street, West.

45352

Montreal 18.

Departement de l'Instruction Publique

N° 863-54.

Québec, le 2 juillet 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 juin 1957, de détacher le territoire ci-dessous décrit de la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Anne, dans le comté de Chicoutimi, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Chicoutimi-Nord, même comté.

Ce territoire comprend les lots suivants du cadastre officiel du canton Tremblay, savoir: 11-A, 11-B du rang I ouest et leurs subdivisions, les lots 32, 33-A, 33-B, 33-C du rang II et leurs subdivisions ainsi que les lots et parties de lots 1-A, 1-B, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du rang I est.

Ce changement a pris effet au 1er juillet 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

45331-o

O. J. DÉSAULNIERS.

N° 425-57.

Québec, le 2 juillet 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 juin 1957, de détacher de la municipalité scolaire de Roxton Falls Canton, dans le comté de Shefford, les lots 177 à 186 inclusivement du rang IV du cadastre officiel du Canton Roxton, pour les annexer à la municipalité scolaire d'Ely-Ouest, dans le même comté.

Ce changement a pris effet au 1er juillet 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

45331-o

O. J. DÉSAULNIERS.

N° 83-57.

Québec, le 2 juillet 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 juin 1957, de changer le nom de la municipalité scolaire de Whitton, dans le comté de Frontenac, en celui de "La municipalité scolaire de Nantes, dans le comté de Frontenac".

Ce changement prendra effet le 14 juillet 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

45331-o

O. J. DÉSAULNIERS.

N° 566-55.

Québec, le 2 juillet 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 juin 1957, de détacher le territoire ci-dessous décrit de la municipalité scolaire de St-Honoré, dans le

Department of Education

No. 863-54.

Quebec, July 2, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 26, 1957, to detach from the School Municipality of the parish of St. Anne, in the county of Chicoutimi, the territory hereunder described in order that it be annexed to the School Municipality of Chicoutimi-North, same county.

This territory includes the following lots of the official cadastre of the township of Tremblay, namely: 11-A, 11-B, range I west and the subdivisions thereof, lots 32, 33-A, 33-B, 33-C, range II and subdivisions thereof as well as the lots and parts of lots 1-A, 1-B, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 and 11, range I east.

This change came into effect on July 1st., 1957.

45331

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 425-57.

Quebec, July 2, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 26, 1957, to detach from the School Municipality of Roxton Falls Township, in the county of Shefford, lots 177 to 186 inclusively of Range IV of the official cadastre of the township of Roxton, in order that they be annexed to the School Municipality of Ely-West, in the same county.

This change came into effect on July 1st. 1957.

45331

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 83-57.

Quebec, July 2, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 26, 1957, to change the name of the School Municipality of Whitton, in the county of Frontenac to that of "The School Municipality of Nantes in the county of Frontenac."

This change shall take effect on July 14, 1957.

45331

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 566-55.

Quebec, July 2, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 26, 1957, to detach from the School Municipality of St. Honoré, in the county of

comté de Chicoutimi, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Anne, dans le même comté.

1° Toute cette partie du rang VII comprenant la partie centrale des lots Nos 27, 28, 29, 30 ainsi que les lots 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 et 44 laquelle partie du rang VII est bornée par son côté par la ligne de division entre les rangs VII et VIII des côtés est et sud-est par la rivière Valin, du côté ouest par la ligne de division entre les lots 44 et 45. La superficie totale de cette partie du rang VII est de 1,624 acres.

2° Toute cette partie du rang VIII comprenant la partie des lots Nos 31, 32, 33, touchant à la rivière Valin et les lots 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 et 44 laquelle partie du rang VIII est bornée par son côté nord par la ligne de division entre les rangs VIII et IX des côtés est et sud-est par la rivière Valin, du côté sud par la ligne de division entre les rangs VIII et VII et du côté ouest par la ligne de division entre les lots Nos 44 et 45. La superficie totale de cette partie de territoire du rang VIII est de 1,376 acres. La superficie totale de ce territoire est de 3,000 acres le tout plus ou moins.

Ce changement a pris effet au 1er juillet 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

45331

O. J. DÉSALNIERS.

Chicoutimi, the territory described hereinunder in order that it be annexed to the School Municipality of the parish of St. Anne, same county.

1. All that part of range VII comprising the central portion of lots No. 27, 28, 29, 30 as well as lots 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 and 44 which part of range VII is bounded on its north side by the dividing line between ranges VII and VIII, the easterly and southeasterly sides by the Valin River, on the westerly side by the dividing line between lots 44 and 45. The total area of this part of range VII is of 1,624 acres.

2. All that part of range VIII comprising that portion of lots Nos 31, 32, 33, bordering the Valin River and lots 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 and 44, which part of range VIII is bounded on its north side by the dividing line between ranges VIII and IX on the easterly and southeasterly sides by the Valin River, on the southerly side by the dividing line between ranges VIII and VII and on the westerly side by the dividing line between lots 44 and 45. The total area of said part of the territory of range VIII is of 1,376 acres. The total area of this territory is of 3,000 acres, all of which more or less.

This change came into effect on July 1st. 1957.

O. J. DÉSALNIERS,

Superintendent of Education.

N° 44857.

Québec, le 2 juillet 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 26 juin 1957, de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Raymond, dans le comté de Portneuf, en celui de "La municipalité scolaire de Ville de St-Raymond, dans le comté de Portneuf."

Ce changement prendra effet au 14 juillet 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

45331-o

O. J. DÉSALNIERS.

No. 448-57.

Quebec, July 2, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 26, 1957, to change the name of the School Municipality of the Village of St. Raymond, in the county of Portneuf, to that of "The School Municipality of the town of St. Raymond, in the county of Portneuf".

This change shall take effect on July 14, 1957.

O. J. DÉSALNIERS,

Superintendent of Education.

N° 618-53.

Québec, le 5 juillet 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 19 janvier 1957, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Dorothée N° 2, dans le comté de Laval, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de Ville de St-Martin, dans le même comté.

1° Partie d'un territoire connue et désignée comme faisant partie du lot N° 10 du cadastre de la paroisse de St-Martin, à prendre au bout nord-ouest dudit lot, de 1 arpent et 2 perches de largeur sur 5 arpents et 20 pieds de longueur, à compter de la ligne du Trait Carré, le tout plus ou moins, borné vers le nord-ouest par les terres du rang St-François, vers le sud-est par une partie dudit lot appartenant à Didyme Lavoie; d'un côté vers le sud-ouest par une autre partie dudit lot appartenant à Osias Lavoie et de l'autre côté vers le nord-est par une partie du lot 12 appartenant à Louis Clermont.

2° Partie du lot N° 12 du même cadastre, bornée au nord par le chemin du Trait Carré, au sud par le terrain appartenant à Bernard Lavoie, à l'est par le terrain ci-dessus décrit en deuxième lieu, à l'ouest par le terrain restant au Vendeur et connu comme étant une partie du lot N° 10, et le terrain appartenant audit Bernard Lavoie.

3° Partie du lot N° 16 de ce cadastre, bornée au nord par le chemin du Trait Carré, au sud par

No. 618-53.

Quebec, July 5, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated January 19, 1957, application is made to detach from the School Municipality of St. Dorothée, No. 2, in the county of Laval, the territory hereinunder described in order that it be annexed to the School Municipality of the town of St. Martin, in the same county.

1. A portion of a territory known and designated as forming part of lot number ten of the cadastre of the parish of St. Martin, to be taken from the northwesterly end of said lot, measuring one arpent and two rods in width by five arpents and twenty feet in length, as from the range line, square all of which more or less, bounded northwesterly, by the farms of range St. François, southeasterly by a portion of said lot belonging to Didyme Lavoie; on one side southwesterly by another portion of said lot belonging to Osias Lavoie and on the other side northeasterly by a portion of lot 12 belonging to Louis Clermont.

2. A portion of lot number twelve of the same cadastre bounded northerly by the road of the range line square, southerly by the land hereinafter to Bernard Lavoie, easterly by the land hereinafter described secondly, westerly by the land remaining to the Vendor and known as being a portion of lot number ten, and the land belonging to the said Bernard Lavoie.

3. A portion of lot number sixteen of said cadastre bounded northerly by the range line

le terrain appartenant à Alphonse Berthiaume, à l'est par le terrain ci-dessus décrit en premier lieu, à l'ouest par le terrain ci-dessous décrit en quatrième lieu.

4° Partie du lot N° 17 du même cadastre bornée au nord par le chemin public du Trait-Carré, au sud par le terrain appartenant à Gédéas Clermont et Joseph Clermont, Emmanuel Clermont, ou représentants, à l'est par le terrain appartenant à Armand Jasmin, à l'ouest par le terrain décrit ci-dessus ou en deuxième lieu

Ce changement a pris effet le 1er juillet 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45331-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 341-57.

Québec, le 8 juillet 1957.

Demande est faite d'unir, pour les contribuables protestants seulement, les municipalités scolaires de Bourlamaque protestant et de Val d'Or, dans le comté d'Abitibi-Est.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45365-28-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 130-57.

Québec, le 8 juillet 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire du village de Dorion, même comté.

Ce territoire comprend une partie des lots 459 et 460 du cadastre officiel de la paroisse de St-Michel-de-Vaudreuil, renfermée dans les limites suivantes, savoir: Partant du point d'intersection de la ligne nord du lot 268 (emprise du chemin de fer Canadien Pacifique) avec la ligne sud-est du lot 459; ladite ligne sud-est du lot 459 dans une direction nord-est jusqu'à sa rencontre avec la limite actuelle de la municipalité scolaire du village de Dorion; puis suivant cette dernière ligne vers le nord-ouest jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 459-32 (rue Boyer); de là vers le sud-ouest dans le prolongement de la ligne nord-ouest de ladite rue Boyer sur une longueur de 703.0' pieds conformément à l'annexion de l'année 1953; de là se dirigeant vers l'ouest à angle droit sur une distance de 214. pieds; de là vers le nord-est à angle droit sur une distance de 660. pieds où il rencontre la limite créée par la Loi 56 Victoria, chapitre 60; de là suivant la limite actuelle en biaisant à travers la partie du lot 459 et au travers des lots 460 et 461 jusqu'à la ligne nord-ouest du territoire de la commission scolaire du village de Dorion, jusqu'au lot 462 exclusivement; de là vers le sud-ouest longeant la ligne divisoire desdits lots 461 et 462 jusqu'à sa rencontre avec le côté nord du lot 268 (emprise du chemin de fer Canadien Pacifique); de là dans une direction est en suivant cette dernière ligne jusqu'au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45366-28-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1029-51.

Québec, le 8 juillet 1957.

Demande est faite d'annexer les cantons Trudel et Gendron, territoires non organisés au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de Laure Canton, dans le comté de Québec.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45367-28-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

square, southerly by the land belonging to Mr. Alphonse Berthiaume, easterly by the land hereinabove described firstly, westerly by the land hereinunder described fourthly.

4. A portion of lot number seventeen of the same cadastre bounded northerly by the public highway of the range line square, southerly by the land belonging to Gédéas Clermont, Joseph Clermont and Emmanuel Clermont or representatives, easterly by the land belonging to Mr. Normand Jasmin, westerly by the land described hereinabove or in the second place.

This change came into effect on July 1st., 1957.

O. J. DÉSAULNIERS,
45331 Superintendent of Education.

No. 341-57.

Quebec, July 8, 1957.

Application is made to unite, for Protestant ratepayers only, the Protestant School Municipalities of Bourlamaque and Val d'Or, in the county of Abitibi-East.

O. J. DÉSAULNIERS,
45365-28-2 Superintendent of Education.

No 130-57.

Quebec, July 8, 1957.

Application is made to detach from the School Municipality of Vaudreuil, in the county of Vaudreuil-Soulanges, the territory hereinunder described in order that it be annexed to the School Municipality of the Village of Dorion, same county.

This territory comprises a part of lots 459 and 460 of the official cadastre of the parish of St. Michel-de-Vaudreuil, situated within the following boundaries, to wit: Commencing at the point of intersection of the northerly line of lot 268 (Canadian Pacific Railroad right-of-way) and the southeasterly line of lot 459; the said southeasterly line of lot 459 in a northeasterly direction as far as its meeting with the present boundary line of the School Municipality of the village of Dorion; thence along the latter line northwards as far as the northwesterly line of lot 459-32 (Boyer Street); thence in a southwesterly direction along the prolongation of the northwesterly line of said Boyer Street along a length of 703.0' feet according to the annexation of the year 1953; thence in a westerly direction rectangularly along a distance of 214. feet; thence northeasterly along a distance of 660 feet where it meets the boundary line created by Act 56 Victoria, chapter 60; thence along the present boundary line slantwise across part 459 and lots 460 and 461 as far as the northwesterly line of the territory of the School Commission of the village of Dorion, that is as far as lot 462 exclusively; thence southwesterly bordering the dividing line of said lots 461 and 462 as far as its meeting point with the northerly side of lot 268 (Canadian Pacific Railroad right-of-way); thence in an easterly direction along the latter line as far as the point of commencement.

O. J. DÉSAULNIERS,
45366-28-2 Superintendent of Education.

No. 1029-51.

Québec, July 8, 1957.

Application is made to annex the Townships of Trudel and Gendron, territories not as yet organized for school purposes, to the School Municipality of Laure Township, in the county of Quebec.

O. J. DÉSAULNIERS,
45367-28-2 Superintendent of Education.

N° 394-57.

Québec, le 8 juillet 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de l'Épiphanie paroisse, dans le comté de l'Assomption, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire du village de l'Épiphanie, dans le même comté.

Ce territoire comprend les lots suivants, tous inclusivement du cadastre de la paroisse de l'Épiphanie, savoir: 259 à 407 inclusivement plus les lots 456 (C.P.R.) et P465 (C.N.R.) et partie 466 (C.N.R. via Rawdon).

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45368-28-2 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 394-57.

Quebec, July 8, 1957.

Application is made to detach from the School Municipality of l'Épiphanie parish, in the county of l'Assomption, the territory hereinunder described in order that it be annexed to the School Municipality of the Village of l'Épiphanie in the same county.

This territory comprises the following lots, all inclusive of the cadastre of the parish of l'Épiphanie, to wit: 259 to 407 inclusive plus lots 456 (C.P.R.) and P465 (C.N.R.) and part 466 (C.N.R. vis Rawdon).

O. J. DÉSAULNIERS,
45368-28-2 Superintendent of Education.

N° 622-51.

Québec, le 8 juillet 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique de Douglstown, dans le comté de Gaspé-Sud, les lots 1, 2 et 3 des rangs chemin Belle Anse est et chemin Belle Anse ouest du canton de Douglstown, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Georges-de-Malbaie, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45369-28-2 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 622-51.

Quebec, July 8, 1957.

Application is made to detach from the Catholic School Municipality of Douglstown, in the county of Gaspé South, lots 1, 2 and 3, Ranges Belle Anse East and Belle Anse West roads, of the Township of Douglstown, in order that they be annexed to the School Municipality of St. Georges-de-Malbaie, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
45369-28-2 Superintendent of Education.

N° 412-57.

Québec, le 9 juillet 1957.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Pierre, dans le comté de Lac St-Jean, à la municipalité scolaire d'Hébertville Station, même comté.

Ce territoire comprend les lots 1 à 6 inclusivement du rang I ouest; 1 à 16 inclusivement du rang II est et 1 à 8 inclusivement du rang III est, tous du cadastre officiel du canton Labarre.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45379-28-2 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 412-57.

Quebec, July 9, 1957.

Application is made to annex the present territory of the School Municipality of St. Pierre, in the county of Lake St. John to the School Municipality of Hébertville Station, same county.

This territory comprises lots 1 to 6 inclusive of Range I West; 1 to 16 inclusive, Range II East, and 1 to 8 inclusive, Range III East, all of the official cadastre of the Township of Labarre.

O. J. DÉSAULNIERS,
45379-28-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (Municipalité de ville de Charlesbourg) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 277-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 juin 1957.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.
45330-0

NOTICE

Official cadastre of the parish of Charlesbourg (Municipality of town of Charlesbourg) registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 277-1 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 21, 1957.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.
45330-0

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert municipalité de Chambly, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 82-4, 82-17, 82-20, 82-51 à 82-60, 82-95 à 82-112, 82-138, à 82-147 et partie des lots 82-15, 82-18, 82-113 et 82-114 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 juin 1957.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.
45330-0

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Hubert, municipality of Chambly, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 82-4, 82-17, 82-20, 82-51 to 82-60, 82-95 to 82-112, 82-138 to 82-147 and part of lots 82-15, 82-18, 82-113 & 82-114 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 29th, 1957.
Department of Lands, and Forests
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.
45330-0

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, rendue obligatoire par le décret numéro 3751 du 17 décembre 1943 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret:

1° Le paragraphe "c" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"c) Les dimanches et les jours de fêtes suivants sont chômés: Le Premier Jour de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le Lundi de Pâques, l'Ascension, le St-Jean-Baptiste, le Confédération, le fête du Travail, La Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël ainsi que les fêtes civiques décrétées par la localité concernée".

2° Le sous-paragraphe 4 suivant sera ajouté au paragraphe "d" de l'article VII:

"4. La passation avec succès d'un examen basé sur le manuel de Cosmétologie édité par la Commission d'Apprentissage des professions de coiffeurs pour dames et des coiffeuses pour hommes de Montréal (Edition 1957)."

3° Le paragraphe "f" de l'article VII sera remplacé par le suivant:

"f) Personne ne peut ouvrir ou tenir, pour son propre compte, un salon de barbier, de coiffure ou de beauté, à moins d'avoir terminé sa période d'apprentissage conformément au paragraphe "d" ou d'avoir à son emploi, en charge dudit salon, une personne qui a terminé sa période d'apprentissage conformément au paragraphe "d" de cet article."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juillet 1957. 45329-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de Mégantic, rendue obligatoire par le décret numéro 548 du 28 mai 1954, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm, rendered obligatory by the decree number 3751 of December 17, 1943 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree:

1. Subsection "c" of section IV will be replaced by the following:

"c) No work shall be performed on Sundays and on the following holidays: New Year's Day, January 2, Epiphany Day, Easter Monday, Ascension Day, St. Jean-Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate-Conception Day, Christmas Day as well as the civic holidays proclaimed by the locality concerned."

2° The following paragraph 4 will be added to subsection "d" of section VII:

"4. The successful undergoing of an examination based on the manual of Cosmetology published by the Apprenticeship Commission of the Ladies' and Men's Hairdressing Trade of Montreal (Issue of 1957)."

3° Subsection "f" of section VII will be replaced by the following:

"f) No one may open or operate, for one's own account, a barber shop, a hairdressing or beauty parlour before having completed the apprenticeship period in pursuance of subsection "d" or unless employing a person who has completed his apprenticeship period in pursuance of subsection "d" of the present section and who will be in charge of the parlour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 13, 1957. 45329-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act. (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of Mégantic, rendered obligatory by the decree No. 548 of May 28th, 1954, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in

du Lieutenant-gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe "d" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"d) Le travail peut être prolongé jusqu'à 10.00 p.m., sans rémunération supplémentaire le Jeudi-Saint et durant certains jours précédant les fêtes de Noël et du Premier de l'An, soit du 17 au 24 décembre inclusivement et les 30 et 31 décembre."

2° Le paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"a) *Fêtes religieuses d'obligations*: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le Jour de Noël et le Vendredi-Saint."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seuls un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juillet 1957. 45329-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail donne avis, par les présentes, de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province, sauf le décret numéro 314 du 27 mai 1958, en vigueur dans la région de Montréal.

Les taux de salaires minima se rapportant à la construction de générateurs de vapeur, de chaudières et de réservoirs seront remplacés par les suivants:

"Métiers"	Taux horaires minima	
	Jusqu'au 31 mars 1958	A compter du 1er avril 1958
Chaudronnier en construction, monteur, ébardeur, mateur, brûleur, soudeur et gréeur s'y rapportant	\$2.10	\$2.20
Mécanicien de générateurs de vapeur	2.10	2.20
Aide dans l'un ou l'autre de ces métiers	1.70	1.80"

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juillet 1957. 45329-o

Council the following amendments to the said decree:

1. Subsection "d" of section III will be replaced by the following:

"d) Work may be extended until 10.00 p.m., without extra pay on Maunday Thursday and on certain days preceding Christmas and New Year's Day, i.e., from December 17, to the 24, inclusive, and on December 30 and 31."

2. Subsection "a" of section IV will be replaced by the following:

"a) *Religious feasts of obligation*: New Year's Day, Epiphany, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and Good Friday."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 13, 1957. 45329-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided in section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour hereby gives notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decrees governing the construction industry and trades in the province, excepting the decree number 314 of May 27, 1958, in force in the Montreal region.

The minimum wage rates for the construction of steam generators, boilers and tanks will be replaced by the following:

"Trades"	Minimum hourly rates	
	Up to March 31, 1958	From April 1, 1958
Construction boilermaker, erector, chipper, caulker, burner, welder and rigger in connection therewith	\$2.10	\$2.20
Steam generator mechanic	2.10	2.20
Helper in the above trades	1.70	1.80"

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 13, 1957. 45329-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux vérificateurs, navigation océanique dans le Port de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 840 du 15 août 1956, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les articles II, III et IV seront remplacés par les suivants:

"II. *Heures de travail*: Les heures de travail sont réparties entre 8.00 a.m. et midi; 1.00 p.m. et 6.00 p.m.; 7.00 p.m. et minuit, et 1.00 a.m. et 7.00 a.m. On peut cependant, les jours de semaine, commencer le travail à 7.00 a.m. en payant salaire double entre 7.00 a.m. et 8.00 a.m., seulement.

III. *Taux de salaires*: Les taux de salaires des vérificateurs s'établissent comme suit:

\$1.74 l'heure pour le travail de jour, c'est-à-dire entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m.;

\$2.61 l'heure entre 5.00 p.m. et 6.00 p.m., s'ils sont requis de travailler par l'employeur, et entre 7.00 p.m. et minuit et entre 1.00 a.m. et 7.00 a.m.;

\$2.61 l'heure le samedi entre 1.00 p.m. et 6.00 p.m.

A ces taux doit s'ajouter une contribution de \$0.20 par homme — heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada — I. L. A. Trust Funds", afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles.

IV. *Dispositions spéciales relatives aux heures de travail et aux taux de salaires*: a) Lorsque les vérificateurs sont requis de travailler pendant les heures des repas, ils doivent recevoir salaire double et ce, pour chaque heure subséquente jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés. Le dimanche, cependant, la rémunération pour un tel travail est de salaire et demi basé sur le taux établi pour le dimanche.

b) Les heures des repas sont les suivantes: de 7.00 a.m. à 8.00 a.m.; de midi à 1.00 p.m.; de 6.00 p.m. à 7.00 p.m.; de minuit à 1.00 a.m., à l'exception des dimanches, du Vendredi Saint, de l'Ascension, de l'Immaculée Conception et de la Toussaint ou l'heure du déjeuner est de 7.00 a.m. à 9.00 p.m.

c) Toutefois, lorsque à cause de l'arrivée ou du départ d'un paquebot il faut procéder au travail de vérification des bagages, de la malle, des messageries et des passerelles pendant une période de repas, excepté entre 7.00 a.m. et 8.00 a.m. les jours de semaine ordinaires, on doit payer salaire double pendant ces heures et taux simple par la suite.

d) Lorsque le travail sur un vaisseau se poursuit le jour et la nuit, par équipe, le taux régulier est payé et le jour et la nuit, y compris les dimanches et les jours de fête à l'exception des heures des repas entre 6.00 a.m. et 8.00 a.m. et entre 6.00 p.m. et 7.00 p.m.

e) Les employeurs doivent éviter autant que possible de faire travailler les salariés pendant les heures des repas ainsi que les dimanches et jours de fête.

f) Pour tout appel au travail, les vérificateurs doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux heures de travail excepté entre 1.00 a.m. et 6.00 a.m. où ils doivent recevoir une rémunération équivalente à trois heures de

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the checkers, ocean navigation, in the Harbour of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 840 of August 15, 1956, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Sections II, III and IV will be replaced by the following

"II. *Hours of work*: The working hours shall be from 8.00 a.m. to 12.00 noon; 1.00 p.m. to 6.00 p.m.; 7.00 p.m. to midnight; and 1.00 a.m. to 7.00 a.m. except that work may be started on weekdays at 7.00 a.m. and double time to be paid between 7.00 a.m. and 8.00 a.m. only.

III. *Rates of wages*: The rates of wages of checkers shall be as follows

\$1.74 per hour for day work, i.e. between 8.00 a.m. and 5.00 p.m.;

\$2.61 per hour between 5.00 p.m. and 6.00 p.m., when required to work by the employer, and between 7.00 p.m. and 12.00 (midnight) and between 1.00 a.m. and 7.00 a.m.;

\$2.61 per hour on Saturday between 1.00 p.m. and 6.00 p.m.

There shall be a contribution of \$0.20 per man-hour worked, by all employers concerned, to the "Shipping Federation of Canada — I. L. A. Trust Funds" to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees.

IV. *Special provisions respecting hours of work and rates of wages*: a) When checkers are required to work any meal hour they shall receive double time at the prevailing rate of wages and for each succeeding hour until discharged, except that on Sundays the rate for working meal hours shall be time and half the rate paid for Sunday work.

b) Meal hours shall be from 7.00 a.m. to 8.00 a.m., 12.00 noon to 1.00 p.m., 6.00 p.m. to 7.00 p.m., 12.00 midnight to 1.00 a.m., except that on Sundays, Good Friday, Ascension Day, Immaculate Conception and All Saints Day, the breakfast meal hour shall be from 7.00 a.m. to 9.00 a.m.

c) However, when the arrival or departure of passenger vessels makes it necessary to start checking baggage, mail, express and gangways on a meal hour, except between 7.00 and 8.00 a.m. on ordinary week days, double time prevailing rate shall be paid and regular prevailing rate thereafter.

d) When any vessel is worked day and night on shifts, the ordinary rate of wages shall be payable during any day and night hour, including Sunday and holidays, except for the meal hours between 6.00 a.m. and 8.00 a.m., and between 6.00 p.m. and 7.00 p.m.

e) Employees shall not be required to work through meal periods, nor on Sundays and holidays, if this can be reasonably avoided by the employers.

f) When checkers are ordered out to work they shall be paid a minimum of two hours at all times except between the hours of 1.00 a.m. and 6.00 a.m. when they shall be paid a minimum of three hours; they shall be given two hours,

travail. Le jour on doit les appeler au moins deux heures à l'avance; cependant les appels pour 3.00 p.m. ainsi que pour la nuit et les dimanches, doivent être signifiés au moins trois heures à l'avance."

2° Le paragraphe b) de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"b) Lorsque les vérificateurs travaillent sur ou près d'un navire où il y a chargement ou déchargement d'engrais ammoniacal (aeroprills et mitraprills) ou de toute cargaison dangereuse laquelle doit, en vertu de règlements du Gouvernement, être chargée ou déchargée à un quai déterminé et est soumise à des restrictions spéciales, quant à sa manipulation, imposées par les autorités du Port, le taux de base est de \$2.09 l'heure entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. et de \$3.13½ l'heure en tout autre temps excepté pendant les heures des repas."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juillet 1957.

45329-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débardeurs dans le Port de Québec, rendue obligatoire par le décret N° 844 du 15 août 1956, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante audit décret:

L'article II sera remplacé par le suivant:

"II. Taux de salaire et durée du travail: a) Les heures de travail sont réparties entre 8.00 a.m. et midi et entre 1.00 p.m. et 5.00 p.m. durant lesquelles le taux de salaire de base est de \$1.87 l'heure.

Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 6.00 p.m., 7.00 p.m. et minuit et 1.00 a.m. et 7.00 a.m. doit être rémunéré aux taux de salaire et demi; cependant entre 1.00 p.m. et 6.00 p.m. le samedi, le taux de salaire et demi doit également être payé.

Lorsque les hommes sont requis de commencer à 7.00 a.m., ils doivent recevoir salaire double entre 7.00 a.m. et 8. a.m. seulement. Tout travail exécuté le dimanche doit être rémunéré à raison de salaire double.

A ces taux doit s'ajouter une contribution de \$0.20 par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds" afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles.

b) Lorsque les débardeurs sont requis de travailler pendant les heures des repas, ils doivent recevoir salaire double, et ce, pour chaque heure subséquente jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés.

notice for day calls but three hours' notice for the 3.00 p.m. call and three hours' notice for night and Sunday calls."

2. Subsection b) of section VI will be replaced by the following

"b) When checkers are working on board or at ships' side in connection with a vessel which is discharging or loading ammonium nitrate fertilizer (aeroprills and nitraprills) or in the case of any other hazardous cargo which, in accordance with Government regulations, has to be loaded or discharged at a specified pier, under special loading or discharging restrictions imposed by harbour authorities, the basic rate is increased to \$2.09 per hour between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., and \$3.13½ per hour at any other time except during meal hours."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 13, 1957.

45329-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to longshoremen in the Harbour of Québec, rendered obligatory by the decree number 844 of August 15, 1956, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

Section II will be replaced by the following:

"II. Rates of wages and duration of labour: a) The hours of work are distributed between 8.00 a.m. and 12.00 (noon) and between 1.00 p.m. and 5.00 p.m. during which the basic wage rate shall be \$1.87 per hour.

All time worked between 5.00 p.m. and 6.00 p.m., 7.00 p.m. and 12.00 (midnight) and 1.00 a.m. and 7.00 a.m. shall be paid at the rate of time and one half; however, between 1.00 p.m. and 6.00 p.m. on Saturday, time and one half shall also be paid.

When the men are required to start work at 7.00 a.m., they shall receive double time between 7.00 a.m. and 8.00 a.m. only. All time worked on Sunday shall be paid at the rate of double time.

There shall be a contribution of twenty cents (\$0.20) per man-hour worked, by all employers concerned, to the Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees.

b) When longshoremen are required to work any meal hour, they shall receive double time at the prevailing rate of wages and for each succeeding hour until discharged, except that on

Cependant, les dimanches le taux de rémunération pour les heures des repas doit être de salaire et demi basé sur le taux de salaire fixé pour le dimanche. Les heures des repas sont les suivantes; de 7.00 a.m. à 8.00 a.m., de midi à 1.00 p.m., de 6.00 p.m. à 7.00 p.m., de minuit à 1.00 a.m. à l'exception des dimanches, du Vendredi Saint, de l'Ascension, de l'Immaculée Conception et de la Toussaint où l'heure du déjeuner est de 7.00 a.m. à 9.00 a.m. Cependant, lorsque l'arrivée ou le départ d'un paquebot nécessite la manipulation des bagages, de la malle, des messageries et des passerelles, pendant une période de repas, excepté entre 7.00 a.m. et 8.00 a.m. les jours de semaine ordinaires, le double du taux en vigueur doit être payé pendant ces heures mais le taux simple s'applique par la suite.

Lorsque le travail se fait sur un vaisseau le jour et la nuit, par équipes, le taux simple est payé pour toutes les heures du jour et de la nuit, y compris les dimanches et jours de fêtes, mais non cependant pour les heures des repas suivantes: de 6.00 a.m. à 8.00 a.m. et de 6.00 p.m. à 7.00 p.m.

c) Tout travail exécuté les dimanches, le Vendredi-Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération et la Toussaint doit être rémunéré à raison du double du salaire de base. Les hommes ne sont pas requis de travailler le jour de la Fête du Travail excepté pour la manutention de la malle, des baggages et des messageries et pour le service des vaisseaux à passagers, où le taux de salaire de base est doublé.

d) Le taux de base doit être majoré de \$0.15 l'heure pour le déchargement et le chargement de cargaisons arrimées de nitrate, potasse, bauxite, soufre, porcelaine, superphosphate, sacs de soude, scorie en sacs, de noir de fumée ou de charbon en sacs, peaux humides en sacs en paquets ou libres, ciment en sacs pour le déplacement du charbon dans les soutes et le nettoyage des cales où les marchandises ci-haut mentionnées ont été placées. Une telle majoration doit également être versée pour le nettoyage des cales.

e) Le taux de base doit être majoré de \$0.35 l'heure pour le déchargement ou le chargement d'engrais ammoniacal (æoprills ou nitraprills), à tous les débardeurs affectés à la manutention de cette marchandise.

Ces taux majorés doivent être également payés pour la manipulation de toute marchandise dangereuse et dont le chargement ou déchargement doit être fait à un certain quai et dans des conditions spéciales exigées par les autorités du port et ce, en vertu de règlements établis par le Gouvernement.

f) Le taux de base doit être majoré de \$0.15 l'heure pour le déchargement ou le chargement de viandes, bacon, beurre, poisson congelé ou autre cargaison dont le transport s'effectue à 30° ou en-dessous, soit pour les entrer dans les chambres frigorifiques ou pour les en sortir.

g) Le taux de base doit être majoré de \$0.15 l'heure pour le déchargement, le chargement, l'arrimage, la mise en sacs et vice versa, de cargaisons de grain arrimées.

h) Lorsque les hommes sont requis de travailler dans des conditions défavorables dans les cales sérieusement affectées par la fumée, la gaz ou l'eau, les obligeant à travailler dans l'eau, le taux de salaire est doublé, mais dans les cales affectées seulement.

i) Subordonnement au paragraphe "a" ci-haut, les heures de commencement du travail sont à 8.00 a.m., 10.00 a.m., 1.00 p.m., 3.00 p.m., 7.00 p.m. et 1.00 a.m.; les appels pour le travail de jour doivent être significés deux (2) heures à

Sundays the rate for working meal hours shall be time-and-one-half the rate paid for Sunday work. Meal hours shall be from 7.00 a.m. to 8.00 p.m., 12.00 noon to 1.00 p.m., 6.00 p.m. to 7.00 p.m., 12.00 midnight to 1.00 a.m. except that on Sundays, Good Friday, Ascension Day, Immaculate Conception and All Saints Day the breakfast meal hour shall be from 7.00 a.m. to 9.00 a.m. However, when the arrival or departure of passenger vessels makes it necessary to start handling baggage, mail, express and gangways on a meal hour, except between 7.00 a.m. and 8.00 a.m. on ordinary weekdays, double the prevailing rate shall be paid and regular prevailing rate thereafter.

When any vessel is worked day and night on shifts, straight time shall be payable during any day and night hours, including Sundays and holidays, except for the meal hours between 6.00 a.m. and 8.00 a.m. and between 6.00 p.m. and 7.00 p.m.

c) For work performed on Sundays, Good Friday, St. Jean-Baptiste Day, Confederation Day and All Saints Day, the basic rate of pay shall be doubled. Men shall not be obliged to work on Labour Day except for mail, baggage, express and attending to passenger vessels and the basic rate of pay shall be doubled.

d) For unloading or loading bulk cargoes of nitrate, potash, bauxite, sulphur, ore, china clay and superphosphates, and for soda ash in bags, basic slag in bags, lamp-black or carbon black in bags and wet hides in bags, bundles or loose, cement in bags, also for shifting bunker coal or cleaning of holds in which the foregoing commodities have been stowed, the basic rate shall be increased by \$0.15 per hour. The cleaning of bilges also calls for a differential of 15c per hour.

e) For unloading or loading ammonium nitrate fertilizer (æoprills or nitraprills) the basic rate shall be increased by \$0.35 per hour. This differential shall be paid to all longshoremen employed in handling this commodity.

The same differential shall also be paid for handling any other hazardous cargo which, in accordance with Government regulations, has to be loaded or unloaded at a specified pier under special loading or unloading restrictions imposed by harbour authorities.

f) For unloading or loading meats, bacon, butter, frozen fish or other cargo to be carried at 30° or under, from or into refrigerator chambers, the basic rate shall be increased by \$0.15 per hour.

g) For bulk grain unloading, loading, trimming, bagging, bleeding of bags the basic rate shall be increased by \$0.15 per hour.

h) When men are required to work under distress conditions in holds which have been seriously affected by smoke, gas or flooded by water, resulting in the men having to work in water, the basic rate of pay shall be doubled in the affected holds only.

i) Subject to subsection "a" above, starting times shall be 8.00 a.m. 10.00 a.m., 1.00 p.m., 3.00 p.m., 7.00 p.m., and 1.00 a.m. and two hours notice shall be given for day calls and three hours notice for 3.00 p.m. as well as for night and

l'avance tandis que les appels pour 3.00 p.m., et les appels pour le travail de nuit ou dominical avec l'exception qu'on ne peut signifier d'appel après 1.00 p.m. le dimanche pour du travail à être exécuté ce jour-là, doivent être signifiés trois (3) heures à l'avance. Cependant, lorsqu'il y a pénurie de groupes organisés de travailleurs et lorsqu'il y a des hommes disponibles à l'heure du commencement du travail, l'employeur a le droit de former un groupe et de le mettre au travail sans donner l'avis ci-haut mentionné.

Le travail ne commencera à 1.00 a.m. que par exception et par entente entre les représentants des employeurs et les représentants des salariés."

j) Lorsque les hommes sont appelés à travailler pendant les heures du jour, ils doivent recevoir un minimum d'une heure de rémunération au taux régulier; s'il sont appelés pour du travail de nuit ou le dimanche ou un jour de fête, une rémunération minimum de deux heures, au taux régulier, doit être versée, et trois heures, au taux régulier, doivent être payées s'ils sont appelés pour du travail entre 1.00 et 6.00 a.m., qu'ils soient mis au travail ou non, excepté lorsque les écoutes sont terminées en deçà de la période minimum mentionnée plus haut. Dans ce dernier cas, la période de travail seulement est rémunérée sur la base suivante; moins d'une demi-heure de travail, une demi-heure de rémunération; plus demi-heure de travail, une heure de rémunération. Dans les cas de mauvaise température, le représentant de l'employeur doit décider si, oui ou non, le travail doit être exécuté.

Si à cause de la mauvaise température, on ne commence pas le travail à 7.00 p.m. les jours de semaine ou à toute heure du jour les dimanches et jours de fêtes, les salariés ne reçoivent qu'une heure de rémunération.

Toutefois, si les hommes refusent de travailler lorsqu'on le leur demande, la rémunération minimum d'une ou de deux heures de travail ne sera pas versée.

k) Le travail sur les paquebots ne portant que de la malle, des bagages, des messageries ou des passagers peut être commencé en tout temps, y compris les dimanches et les jours de fêtes, aux taux en vigueur.

l) Le travail exécuté le dimanche, le Vendredi Saint, l'Ascension, l'Immaculée Conception et la Toussaint commence à 9.00 a.m. excepté lorsqu'un vaisseau prend ou laisse chargement dans le bassin intérieur. Dans un tel cas, le travail peut être commencé en tout temps afin de permettre audit vaisseau d'être prêt pour l'ouverture de l'écluse.

m) Les salariés doivent embarquer aussitôt qu'il se trouve un moyen sûr de monter sur le navire.

n) Lorsque les officiers du navire ou le représentant de l'employeur ont déclaré le travail terminé sur une écoute et lorsqu'on doit, à cause des circonstances imprévues, rouvrir cette écoute, l'employeur a le droit d'y affecter l'équipe d'une autre écoute."

o) Lorsque des hommes appelés au travail ne peuvent, à cause de circonstances imprévues, être affectés à la besogne qui leur avait d'abord été assignée, l'employeur a le droit de les faire travailler sur un autre navire ou à tout autre endroit."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Sunday calls except that the latest calling for Sunday work shall be 1.00 p.m. on that day. When there is a shortage of organized gangs and additional labour is available at the starting time, the employer shall have the right to form a gang and put it to work without giving the notice mentioned heretofore."

Work will not start at 1.00 a.m. except under unusual circumstances and by special agreement with employers' and employees' representatives."

j) When men are ordered out to work during day hours they shall be paid a minimum of one hour at the prevailing rate and during night hours and on Sundays and holidays a minimum of two hours, at the prevailing rate, and during the hours of 1.00 a.m. to 6.00 a.m. a minimum of three hours at the prevailing rate, whether put to work or not, except when the respective hatches are completed within the minimum time mentioned heretofore and in which case only the actual time worked shall be paid, on the following basis: for work up to half an hour, men shall be paid for half an hour; if past the half-hour, they shall be paid for the full hour. Decision in regard to work during bad weather shall be taken by the company's representative.

In the event of work not being started at 7.00 p.m., weekdays or at any time on Sundays and holidays, because of adverse weather conditions, the men shall be paid only one hour.

However, if men refuse to work when ordered to do so, the foregoing minimum pay of one or two hours shall not be paid.

k) Passenger vessels only with mail, baggage express, or passengers may be started at any time, including Sundays and holidays, at the prevailing rate of wages.

l) Work on Sundays, Good Friday, Ascension Day, Immaculate Conception and All Saints Day shall commence at 9.00 a.m. except when a vessel is unloading or loading in the Inner Basin: the work may then be commenced at any time to as to permit the vessel to be ready for the opening of the tidal gates.

m) When any safe and reasonable method of boarding a ship is available, the employees must proceed on board.

n) When a hatch has been knocked-off as being finished by ships' officers or employer's representative, and due to unforeseen circumstances must be opened up again, the employer shall have the right to transfer a gang from another hatch.

o) When men are called out to work and, due to unforeseen circumstances, cannot be put to work where ordered, the employer shall have the right to transfer the men to other ships or order them to work wherever required."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail, Québec, le 13 juillet 1957. 45329-0

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, Québec, July 13, 1957. 45329-0

Liquidation avis de:

(P.G. 48879-53)
Avis est donné que, le 25^{ième} jour de juin 1957, les actionnaires de la compagnie "Tire Equipment Company Limited" ont régulièrement adopté une résolution déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, que la compagnie sera dissoute et que M. Marcel Ducharme, C.A., de la cité de Montréal, a été nommé liquidateur des affaires de la compagnie.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix juillet 1957.
Le Sous-secrétaire de la province,
45383-0 JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notice:

(A.G. 48879-53)
Notice is given that on the 25th, day of June, 1957, the shareholders of the company "Tire Equipment Company Limited" duly adopted a resolution stating that the affairs of the company shall be voluntarily wound-up and the company dissolved, and that Mr. Marcel Ducharme, C.A., of the city of Montreal, has been appointed liquidator of the affairs of the company.

Given at the office of the Provincial Secretary, the tenth day of July, 1957.
JEAN BRUCHÉSI,
45383 Under Secretary of the Province.

**Ministère des Finances
Assurances**

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est donné par les présentes que "Pacific Fire Insurance Company", constituée en corporation conformément aux lois de l'État de New York, États-Unis d'Amérique, et enregistrée dans la province sous le numéro 203, a changé son nom en celui de "Pacific Insurance Company of New York".

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 4 juillet 1957.
Pour le Ministre des finances de la province,
45354-0 GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

**Department of Finance
Insurances**

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that the "Pacific Fire Insurance Company", incorporated under the laws of the State of New York, United States of America, and registered in this Province under number 203, has changed its name to "Pacific Insurance Company of New York".

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 4th of July, 1957.
For the Minister of Finance of the Province,
45354-0 GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

Ratification de titre

Province de Québec, district de Montréal, N° 4009 ex parte, Cour Supérieure.

AVIS DE REQUÊTE EN RATIFICATION DE TITRE

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal un acte passé devant René Chopin, notaire, le 18^e jour de septembre 1950, entre Louis Goldman de la cité de Montréal et John Homonko de la cité de Montréal, étant une vente par ledit Louis Goldman audit John Homonko d'un immeuble désigné comme suit: Un certain emplacement ayant front sur l'avenue Esplanade, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent soixante-quatorze de la subdivision officielle du lot numéro quatorze (14-274) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte St-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de cent treize pieds et deux pouces dans la ligne sud dudit lot

Confirmation of Title

Province of Quebec, district of Montreal, No. 4009 ex parte, Superior Court.

NOTICE OF PETITION FOR CONFIRMATION OF TITLE

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Protonotary of the Superior Court, in the district of Montreal, a deed executed before René Chopin, notary, on the 18th of September, 1950 between Louis Goldman of the city of Montreal and John Homonko of the city of Montreal being a sale by the said Louis Goldman to the said John Homonko of an immoveable property described as follows: A certain emplacement fronting on Esplanade Avenue in the city of Montreal, known and designated as being lot number two hundred and seventy-four of the official subdivision of the lot number fourteen (14-274) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte St. Louis, measuring twenty-five feet in width by a dept of one hundred and thirteen

et cent treize pieds et sept pouces dans la ligne nord dudit lot, mesure anglaise plus ou moins, avec le droit de passage dans la ruelle située à l'arrière dudit emplacement et avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 4869, 4871 et 4873 de ladite avenue Esplanade. Le tout dans son état actuel et avec toutes les servitudes actives et passives apparentes et occultes y attachées, et en la possession dudit John Homonko, comme propriétaire, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur ledit immeuble immédiatement avant l'enregistrement dudit acte par lequel ledit immeuble a été acquis par ledit John Homonko sont averties qu'il sera présenté à ladite Cour le 18 juillet 1957 une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe dudit protonotaire dans les six jours après ledit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

feet and two inches in the south line of the said lot and of one hundred and thirteen feet and seven inches in the north line of the said lot, English measure more or less, with the right of passage in the lane situated in the rear of the dais emplacement and with the buildings thereon erected bearing civic numbers 4869, 4871 and 4873 of the said Esplanade Avenue. The whole in its present condition and with all the servitudes active and passive, apparent and hidden thereto attached, and possessed by the said John Homonko as proprietor, for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said deed by which the said immovable property was acquired by the said John Homonko, are thereby notified that application will be made to the said Court on the 18th of July, 1957 for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions, in writing, and file the same in the office of the said protonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Montréal, le 2 juillet 1957.

Le Dép. Protonotaire, C.S.M.,
PAUL DUBUC.

Le Procureur du requérant
en ratification de titre,

Me S. Dauksa,
152 est rue Notre Dame,
Montréal.

45316-27-2

Montreal, the 2dn of July, 1957.

PAUL DUBUC,
Dep. Prothonotary, M.S.C.

Me S. Dauksa
Attorney for petitioner

for confirmation of title,
152 Notre Dame Street East,
Montreal.

45316-27-2-o

Sièges sociaux

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Insulation Manufacturers & Processors Ltd.", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 25 février 1957, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro civique 322 Carré d'Youville, en la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, province de Québec, ce 4e jour de juin 1957.

45336

Le Président,
W. F. MARCUSE.

Notice is hereby given that "Insulation Manufacturers & Processors Ltd.", a company incorporated under Part I of the Quebec Companies, Act by letters patent dated the 25th February, 1957, and having its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at civic number 322 Youville Square, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, in the Province of Quebec, this 4th day of June, 1957.

45336-o

W. F. MARCUSE,
President.

Head Offices

AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU PRINCIPAL DE PLACEMENTS OLIER INC.

Avis est donné que le compagnie Placements Olier Inc., constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 avril 1957, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 10 est, de la rue St-Jacques, dans la dite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 11ème jour de juin 1957.

(Sceau) PLACEMENTS OLIER INC.,
Par le Secrétaire-trésorier dûment autorisé,
45335-o JEAN St-GERMAIN.

NOTICE OF THE LOCATION OF THE HEAD OFFICE OF PLACEMENTS OLIER INC.

Notice is hereby given that Placements Olier Inc., incorporated by letters patent on the 5th day of April, 1957, and having its Head Office in Montreal, has established its office at 10 St. James Street, East, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 11th day of June, 1957.

(Seal) PLACEMENTS OLIER INC.,
By: JEAN St-GERMAIN,
45335-o Secretary-Treasurer duly authorized.

Avis est donné que "Montreal Studio and Drama Club", constituée en corporation sous les provisions de la Loi des compagnies de Québec, en date du 29e jour de mai, 1957, a établi son bureau au numéro 1858 de la rue St-Luc à Montréal, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera le bureau principal de la compagnie.

Donné à Montréal, P.Q., ce 11ème jour de juin 1957.

45337-o

Le Directeur,
(Signé) G. H. DAY.

Notice is hereby given that "Montreal Studio and Drama Club", incorporated under Part III of the Quebec Companies' Act by letters patent dated May 29th, 1957 has established its office at 1858 St. Luke Street, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be the head office of the corporation.

Dated at Montreal, P.Q., this 11th day of June, 1957.

45337-o

(Signed) G. H. DAY,
Director.

Avis est donné que la Compagnie "La Société de Consommation Alimentaire du Québec Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 janvier 1957 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au No. 6692 de la rue St-Hubert.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce dix-septième jour de juin 1957.

45349-o

Le Procureur de la société,
PIERRE BERNIER.

Notice is hereby given by the company "La Société de Consommation Alimentaire du Québec Inc.", incorporated by letters patent dated 31st of January, 1957 and having its head office in Montreal, has established its office at No. 6692 on St. Hubert Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the said company.

Dated at Montreal, this seventeenth day of June, 1957.

45349-o

PIERRE BERNIER,
Attorney for the Society.

Avis est donné que la compagnie Société d'Entreprise du Canada, constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 mai 1944, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 506 est, de la rue Ste-Catherine, dans la dite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 4ième jour de juillet 1957.

(Seal) Société d'Entreprise du Canada,
Par le Secrétaire dûment autorisé.
45361-o ANDRÉ FOREST.

Notice is hereby given that Société d'Entreprise du Canada, incorporated by letters patent on the 4th day of May, 1944, and having its Head Office in Montreal, has established its office at 506 east Ste-Catherine Street in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 4th day of July, 1957.

(Seal) Société d'Entreprise du Canada,
By: ANDRÉ FOREST,
45361-o Secretary duly authorized.

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE
SIÈGE SOCIAL

Avis est par les présentes donné que la Compagnie d'Assurance La Protection Nationale — The National Protection Assurance Company, dont le siège social est situé à Magog, a changé l'adresse de son siège social du numéro 466, rue Principale au numéro 52, rue Laurier, Magog, en conformité d'une résolution adoptée par le bureau de direction de la compagnie le 27 février 1957.

Donné à Magog, ce 17ème jour du mois de juin 1957.

45373-o

Le Secrétaire,
C. E. CANTIN.

NOTICE OF CHANGE OF ADDRESS OF
HEAD OFFICE

Notice is hereby given that The National Protection Assurance Company — La Compagnie d'Assurance La Protection Nationale, whose head office is situate in Magog, has changed its address from 466 Main Street to 52 Laurier Street, Magog, pursuant to a resolution adopted by the board of directors of the company on the 27th of February, 1957.

Given at Magog, this 17th day of June, 1957.

45373-o

C. E. CANTIN,
Secretary.

AVIS

Avis est donné que la compagnie "Comeau & Fils Inc.", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 19 mars 1957, ayant son principal bureau en la cité de Granby, district de Bedford, a établi son bureau au N° 220 de la rue Principale, en la cité de Granby.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son principal bureau.

Daté à Granby, ce 12 juillet 1957.

45374-o

Le Président,
JOSEPH AMBROISE COMEAU.

NOTICE

Notice is given that the company "Comeau & Fils Inc.", constituted as a corporation by letters patent, under date of March, 19 1957, having its head office in the city of Granby, district of Bedford, has established its office at No. 220 Main Street, in the city of Granby.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Granby, this July 12th., 1957.

45374

JOSEPH AMBROISE COMEAU,
President.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ROBERTSONVILLE
(Comté de Mégantic)

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ROBERTSONVILLE
(County of Megantic)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Romain Fillion, secrétaire-trésorier, Robertsonville, comté de Mégantic, jusqu'à 7.30 heures p.m., mardi, le 30 juillet 1957, pour l'achat de \$65,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Robertsonville, comté de Mégantic, datées du 1er août 1957 et remboursables par séries du 1er août 1958 au 1er août 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Romain Fillion, Secretary-Treasurer, Robertsonville, county of Megantic, until 7.30 o'clock p.m., Tuesday, July 30, 1957, for the purchase of an issue of \$65,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Robertsonville, county of Megantic, dated August 1st, 1957, and redeemable serially from August 1st., 1958 to August 1st., 1977, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution d'emprunt en date du 7 mai 1957 — Construction d'une école dans l'arrondissement N° 1.

Loan resolution dated May 7, 1957 — Erection of a school in Ward No. 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1957.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from August 1st., 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$65,000.00 — 20 ans

Table of redemption — \$65,000.00 — 20 years

Année	Capital
1er août 1958.....	x \$16,500.00
1er août 1959.....	x 17,500.00
1er août 1960.....	1,000.00
1er août 1961.....	1,000.00
1er août 1962.....	1,000.00
1er août 1963.....	1,000.00
1er août 1964.....	1,500.00
1er août 1965.....	1,500.00
1er août 1966.....	1,500.00
1er août 1967.....	1,500.00
1er août 1968.....	1,500.00
1er août 1969.....	1,500.00
1er août 1970.....	2,000.00
1er août 1971.....	2,000.00
1er août 1972.....	2,000.00
1er août 1973.....	2,000.00
1er août 1974.....	2,500.00
1er août 1975.....	2,500.00
1er août 1976.....	2,500.00
1er août 1977.....	2,500.00

Year	Capital
August 1st, 1958.....	x \$16,500.00
August 1st, 1959.....	x 17,500.00
August 1st, 1960.....	1,000.00
August 1st, 1961.....	1,000.00
August 1st, 1962.....	1,000.00
August 1st, 1963.....	1,000.00
August 1st, 1964.....	1,500.00
August 1st, 1965.....	1,500.00
August 1st, 1966.....	1,500.00
August 1st, 1967.....	1,500.00
August 1st, 1958.....	1,500.00
August 1st, 1969.....	1,500.00
August 1st, 1970.....	2,000.00
August 1st, 1971.....	2,000.00
August 1st, 1972.....	2,000.00
August 1st, 1973.....	2,000.00
August 1st, 1974.....	2,500.00
August 1st, 1975.....	2,500.00
August 1st, 1976.....	2,500.00
August 1st, 1977.....	2,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$35,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$17,500.00 chacun, en 1958 et en 1959, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$35,000.00, granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$17,500.00 each, from 1958 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Robertsonville, comté de Mégantic.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Robertsonville, county of Megantic.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Capital and interest are payable at branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1964 inclusivement.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1964, inclusively.

vement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 30 juillet 1957, à 7.30 heures p.m., en la salle municipale, Robertsonville, comté de Mégantic.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Robertsonville, (Comté de Mégantic), ce 26 juin 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMAIN FILLION.

Robertsonville,
(Comté de Mégantic), P.Q. 45339-o

Province de Québec

VILLAGE DE MANIWAKI
(Comté de Gatineau)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Léo-Paul Grondin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 106, rue Notre-Dame, Maniwaki, comté de Gatineau, jusqu'à 8 hrs. p.m., lundi, le 29 juillet 1957, pour l'achat de \$131,000.00 d'obligations du village de Maniwaki, comté de Gatineau, datées du 1er août 1957 et remboursables par séries du 1er août 1958 au 1er août 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 72 — \$26,000.00 — renouvellement d'une émission vendue à courte échéance; et règlement d'emprunt N° 176 — \$105,000.00 — travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$131,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1958	\$4,000.00
1er août 1959	4,000.00
1er août 1960	4,500.00
1er août 1961	5,000.00
1er août 1962	5,500.00
1er août 1963	5,500.00
1er août 1964	6,000.00
1er août 1965	6,500.00
1er août 1966	7,000.00
1er août 1967	7,000.00
1er août 1968	7,500.00
1er août 1969	7,500.00
1er août 1970	8,000.00
1er août 1971	8,500.00

if issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held on Tuesday, July 30, 1957, at 7.30 o'clock p.m., in the Municipal Hall, Robertsonville, county of Megantic.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Robertsonville, (County of Megantic), this June 26, 1957.

ROMAIN FILLION,
Secretary-Treasurer.

Robertsonville,
(County of Megantic), P.Q. 45339

Province of Quebec

VILLAGE MANIWAKI
(County of Gatineau)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léo-Paul Grondin, Secretary-Treasurer, City Hall, 106 Notre Dame Street, Maniwaki, county of Gatineau, until 8.00 o'clock P.M., Monday, July 29, 1957, for the purchase of an issue of \$131,000.00 of bonds of the Village of Maniwaki, county of Gatineau, dated August 1st, 1957, and redeemable serially from August 1st, 1958 to August 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on February 1st, and August 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 72 — \$26,000.00 — renewal of a short-term issue; and Loan By-law No. 176 — \$105,000.00 — waterworks.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from August 1st., 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$131,000.00 — 20 years

Year	Capital
August 1st, 1958	\$4,000.00
August 1st, 1959	4,000.00
August 1st, 1960	4,500.00
August 1st, 1961	5,000.00
August 1st, 1962	5,500.00
August 1st, 1963	5,500.00
August 1st, 1964	6,000.00
August 1st, 1965	6,500.00
August 1st, 1966	7,000.00
August 1st, 1967	7,000.00
August 1st, 1968	7,500.00
August 1st, 1969	7,500.00
August 1st, 1970	8,000.00
August 1st, 1971	8,500.00

1er août 1972.....	9,000.00
1er août 1973.....	6,500.00
1er août 1974.....	6,500.00
1er août 1975.....	7,000.00
1er août 1976.....	7,500.00
1er août 1977.....	8,000.00

August 1st, 1972.....	9,000.00
August 1st, 1973.....	6,500.00
August 1st, 1974.....	6,500.00
August 1st, 1975.....	7,000.00
August 1st, 1976.....	7,500.00
August 1st, 1977.....	8,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Maniwaki, comté de Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 29 juillet 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 106, rue Notre-Dame, Maniwaki, comté de Gatineau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Maniwaki, (Comté de Gatineau), ce 26 juin 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO-PAUL GRONDIN.

Adresse postale:

Hôtel de Ville, C.P. 59,
106, rue Notre-Dame, Maniwaki,
(Comté de Gatineau), P. Q. 45338-0

Province de Québec

PAROISSE DE ST-PAUL L'ERMITE
(Comté de L'Assomption)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lucien Gauthier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 hrs p.m., à 248 rue Notre-Dame, St-Paul l'Ermite, comté de L'Assomption, ou jusqu'à 8.00 hrs. p.m., en la salle de l'école St-Paul l'Ermite, mardi, le 30 juillet 1957, pour l'achat de \$85,000.00 d'obligations de la paroisse de St-Paul l'Ermite, comté de L'Assomption, datées du 1er juillet 1957 et remboursables par séries du 1er juillet 1958 au 1er juillet 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Maniwaki, county of Gatineau.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto and at Ottawa.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1964, inclusively if issue as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, July 29, 1957, at 8.00 o'clock P.M., at the City Hall, 106 Notre Dame Street, Maniwaki, county of Gatineau.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Maniwaki, (County of Gatineau), this June 26, 1957.

LÉO-PAUL GRONDIN,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address:

City Hall, P. B. 59,
106 Notre Dame Street, Maniwaki,
(County of Gatineau), P. Q. 45338

Province of Quebec

PARISH OF ST. PAUL L'ERMITE
(County of L'Assomption)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lucien Gauthier, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock p.m., at 248 Notre-Dame Street, St. Paul l'Ermite, county of L'Assomption or until 8.00 o'clock p.m., in the Hall of the School of St. Paul l'Ermite Tuesday, July 30, 1957, for the purchase of an issue of \$85,000.00 of bonds of the parish of St. Paul l'Ermite, county of L'Assomption, dated July 1st, 1957 and redeemable serially from July 1st, 1958 to July 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole

même pour toute l'émission ou il peut varier issue or it may vary according to maturities, suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 140 — Travaux d'égoûts. Loan by-law No. 140 — Sewage operations.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1957. For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from August 1st, 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant: The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$85,000.00 — 20 ans		Table of redemption — \$85,000.00 — 20 years	
Année	Capital	Year	Capital
1er juillet 1958.....	\$ 1,000.00	July 1st, 1958.....	\$ 1,000.00
1er juillet 1959.....	1,000.00	July 1st, 1959.....	1,000.00
1er juillet 1960.....	1,500.00	July 1st, 1960.....	1,500.00
1er juillet 1961.....	1,500.00	July 1st, 1961.....	1,500.00
1er juillet 1962.....	1,500.00	July 1st, 1962.....	1,500.00
1er juillet 1963.....	1,500.00	July 1st, 1963.....	1,500.00
1er juillet 1964.....	1,500.00	July 1st, 1964.....	1,500.00
1er juillet 1965.....	1,500.00	July 1st, 1965.....	1,500.00
1er juillet 1966.....	2,000.00	July 1st, 1966.....	2,000.00
1er juillet 1967.....	2,000.00	July 1st, 1967.....	2,000.00
1er juillet 1968.....	2,000.00	July 1st, 1968.....	2,000.00
1er juillet 1969.....	2,000.00	July 1st, 1969.....	2,000.00
1er juillet 1970.....	2,000.00	July 1st, 1970.....	2,000.00
1er juillet 1971.....	2,500.00	July 1st, 1971.....	2,500.00
1er juillet 1972.....	2,500.00	July 1st, 1972.....	2,500.00
1er juillet 1973.....	2,500.00	July 1st, 1973.....	2,500.00
1er juillet 1974.....	3,000.00	July 1st, 1974.....	3,000.00
1er juillet 1975.....	3,000.00	July 1st, 1975.....	3,000.00
1er juillet 1976.....	3,000.00	July 1st, 1976.....	3,000.00
1er juillet 1977.....	47,500.00	July 1st, 1977.....	47,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi. Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Paul l'Ermite, comté de L'Assomption. The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Paul l'Ermite, county of L'Assomption.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt. Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank at mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance, dix ans, avant le 1er juillet 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés. The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to July 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds and prior to July 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term; after which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subjects to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison. Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 30 juillet 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle de l'école St-Paul l'Ermite, St-Paul l'Ermite, comté de L'Assomption. The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, July 30, 1957, at 8.00 o'clock p.m., in the Hall of the School of St. Paul l'Ermite, St. Paul l'Ermite, county of L'Assomption.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St-Paul l'Ermite, (Comté de L'Assomption), ce 3 juillet 1957. St. Paul l'Ermite, (County of L'Assomption), this July 3, 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN GAUTHIER.

LUCIEN GAUTHIER,
Secretary-Treasurer.

Adresse postale: 248, rue Notre-Dame,
St-Paul l'Ermite,
(Comté de L'Assomption), P.Q. 45358-0

P.O. address: 248, Notre-Dame Street,
St. Paul l'Ermite,
(County of L'Assomption), P.Q. 45358

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE SAYABEC (Comté de Matapédia)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-Alphonse Ross, secrétaire-trésorier, Sayabec, comté de Matapédia, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi, le 30 juillet 1957, pour l'achat de \$110,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sayabec, comté de Matapédia, datées du 1er juillet 1957 et remboursables par séries du 1er juillet 1958 au 1er juillet 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 20 avril 1957, telle que modifiée — construction d'une annexe à l'école des filles, arrondissement N° 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$110,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1958.....	x \$22,500.00
1er juillet 1959.....	x 24,000.00
1er juillet 1960.....	x 25,000.00
1er juillet 1961.....	1,500.00
1er juillet 1962.....	1,500.00
1er juillet 1963.....	1,500.00
1er juillet 1964.....	1,500.00
1er juillet 1965.....	2,000.00
1er juillet 1966.....	2,000.00
1er juillet 1967.....	2,000.00
1er juillet 1968.....	2,000.00
1er juillet 1969.....	2,000.00
1er juillet 1970.....	2,500.00
1er juillet 1971.....	2,500.00
1er juillet 1972.....	2,500.00
1er juillet 1973.....	2,500.00
1er juillet 1974.....	3,000.00
1er juillet 1975.....	3,000.00
1er juillet 1976.....	3,000.00
1er juillet 1977.....	3,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$75,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$25,000.00 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance 10 ans et 15 ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sayabec, comté de Matapédia.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans: après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autori-

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF SAYABEC (County of Matapédia)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-Alphonse Ross, Secretary-Treasurer, Sayabec, county of Matapédia, until 8.00 o'clock P.M., Tuesday, July 30, 1957, for the purchase of an issue of \$110,000.00, of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Sayabec, county of Matapédia, dated July 1st., 1957 and redeemable serially from July 1st., 1958 to July 1st., 1977, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on January 1st., and July 1st., of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated April 20, 1957, as amended — Erection of an annex to the Girls' School, Ward No. 1.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from August 1st., 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$110,000.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1958.....	x \$22,500.00
July 1st, 1959.....	x 24,000.00
July 1st, 1960.....	x 25,000.00
July 1st, 1961.....	1,500.00
July 1st, 1962.....	1,500.00
July 1st, 1963.....	1,500.00
July 1st, 1964.....	1,500.00
July 1st, 1965.....	2,000.00
July 1st, 1966.....	2,000.00
July 1st, 1967.....	2,000.00
July 1st, 1968.....	2,000.00
July 1st, 1969.....	2,000.00
July 1st, 1970.....	2,500.00
July 1st, 1971.....	2,500.00
July 1st, 1972.....	2,500.00
July 1st, 1973.....	2,500.00
July 1st, 1974.....	3,000.00
July 1st, 1975.....	3,000.00
July 1st, 1976.....	3,000.00
July 1st, 1977.....	3,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$75,000.00, granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$25,000.00, each from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Sayabec, county of Matapédia.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1964 inclusively if issued at ten-year short-term, before July 1st, 1965 inclusively, if issued at fifteen-year short-term, and before July 1st, 1967 inclusively if issued for a twenty-year term; after these dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941,

té du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 30 juillet 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle publique, au collège, Sayabec, comté de Matapédia.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sayabec, (Comté de Matapédia), ce 4 juillet 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ALPHONSE ROSS.

Sayabec, (Comté de Matapédia), P.Q. 45359-0

Province de Québec

CITÉ DE ST-HYACINTHE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-P. Brault, greffier, Hôtel de Ville, 1,450 rue Girouard, St-Hyacinthe, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 29 juillet 1957, pour l'achat de \$520,000.00 d'obligations de la cité de St-Hyacinthe, datées du 1er août 1957 et remboursables par séries du 1er août 1958 au 1er août 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 738 — Travaux de voirie, d'aqueduc et d'électricité.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$520,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1958.....	\$18,000.00
1er août 1959.....	18,000.00
1er août 1960.....	18,000.00
1er août 1961.....	18,000.00
1er août 1962.....	20,000.00
1er août 1963.....	20,000.00
1er août 1964.....	20,000.00
1er août 1965.....	20,000.00
1er août 1966.....	25,000.00
1er août 1967.....	25,000.00
1er août 1968.....	25,000.00
1er août 1969.....	25,000.00
1er août 1970.....	30,000.00
1er août 1971.....	30,000.00
1er août 1972.....	30,000.00
1er août 1973.....	30,000.00
1er août 1974.....	36,000.00
1er août 1975.....	36,000.00
1er août 1976.....	36,000.00
1er août 1977.....	40,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, July 30, 1957, at 8.00 o'clock p.m., in the Public Hall, at the College, Sayabec, county of Matapédia.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Sayabec, (County of Matapédia), this July 4, 1957.

J.-ALPHONSE ROSS,
Secretary-Treasurer.

Sayabec, (County of Matapédia), P. Q. 45359

Province of Quebec

CITY OF ST. HYACINTHE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J.-P. Brault, City Clerk, City Hall, 1,450 Girouard Street, St. Hyacinthe, until 8.00 o'clock p.m., Monday, July 29, 1957 for the purchase of an issue of \$520,000.00 of bonds of the city of St. Hyacinthe, dated August 1st, 1957 and redeemable serially from August 1st, 1958 to August 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on February 1st, and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 738 — Road labour, waterworks and electricity.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from September 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$520,000.00 — 20 years

Year	Capital
August 1st, 1958.....	\$18,000.00
August 1st, 1959.....	18,000.00
August 1st, 1960.....	18,000.00
August 1st, 1961.....	18,000.00
August 1st, 1962.....	20,000.00
August 1st, 1963.....	20,000.00
August 1st, 1964.....	20,000.00
August 1st, 1965.....	20,000.00
August 1st, 1966.....	25,000.00
August 1st, 1967.....	25,000.00
August 1st, 1968.....	25,000.00
August 1st, 1969.....	25,000.00
August 1st, 1970.....	30,000.00
August 1st, 1971.....	30,000.00
August 1st, 1972.....	30,000.00
August 1st, 1973.....	30,000.00
August 1st, 1974.....	36,000.00
August 1st, 1975.....	36,000.00
August 1st, 1976.....	36,000.00
August 1st, 1977.....	40,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 29 juillet 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, St-Hyacinthe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hyacinthe, ce 4 juillet 1957.

Le Greffier,
J.-P. BRAULT.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C.P. 10,
1,450 rue Girouard,
St-Hyacinthe, P.Q. 45360-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior of August 1st, 1964 inclusive, if they are issued as ten-year short-term bonds, and not prior to August 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1967 inclusive if issued for a twenty-year term, after which dates the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, July 29, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, St. Hyacinthe.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Hyacinthe, this July 4, 1957.

J.-P. BRAULT,
City Clerk.

P.O. Address: City Hall, P.B. 10,
1,450 Girouard Street,
St. Hyacinthe, P.Q. 45360

Province de Québec

VILLAGE DE ST-JOSEPH-DE-LA-RIVIÈRE-BLEUE
(Comté de Témiscouata)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Fernand Cassinat, secrétaire-trésorier, Rivière-Bleue, comté de Témiscouata, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi, le 30 juillet 1957, pour l'achat de \$73,000.00 d'obligations du village de St-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, comté de Témiscouata, datées du 1er août 1957 et remboursables par séries du 1er août 1958 au 1er août 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 44 — \$31,000.00 — travaux d'égoûts; et 45 — \$42,000.00 — travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$73,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1958.....	\$2,500.00
1er août 1959.....	2,500.00
1er août 1960.....	2,500.00
1er août 1961.....	2,500.00
1er août 1962.....	2,500.00
1er août 1963.....	3,000.00

Province of Quebec

VILLAGE OF ST. JOSEPH-DE-LA-RIVIÈRE-BLEUE
(County of Témiscouata)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Fernand Cassinat, Secretary-Treasurer, Rivière-Bleue, county of Témiscouata, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, July 30, 1957 for the purchase of an issue of \$73,000.00 of bonds of the village of St. Joseph-de-la-Rivière-Bleue, county of Témiscouata, dated August 1st, 1957, and redeemable serially from August 1st, 1958 to August 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on February 1st, and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 44 — \$31,000.00 — Sewage operations; and 45 — \$42,000.00 — Waterworks.

For adjudication purposes; interest shall be calculated as from September 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$73,000.00 — 20 years

Year	Capital
August 1st, 1958.....	\$2,500.00
August 1st, 1959.....	2,500.00
August 1st, 1960.....	2,500.00
August 1st, 1961.....	2,500.00
August 1st, 1962.....	2,500.00
August 1st, 1963.....	3,000.00

1er août 1964.....	3,000.00	August 1st, 1964.....	3,000.00
1er août 1965.....	3,500.00	August 1st, 1965.....	3,500.00
1er août 1966.....	3,500.00	August 1st, 1966.....	3,500.00
1er août 1967.....	3,500.00	August 1st, 1967.....	3,500.00
1er août 1968.....	3,500.00	August 1st, 1968.....	3,500.00
1er août 1969.....	3,500.00	August 1st, 1969.....	3,500.00
1er août 1970.....	4,000.00	August 1st, 1970.....	4,000.00
1er août 1971.....	4,000.00	August 1st, 1971.....	4,000.00
1er août 1972.....	4,500.00	August 1st, 1972.....	4,500.00
1er août 1973.....	4,500.00	August 1st, 1973.....	4,500.00
1er août 1974.....	4,500.00	August 1st, 1974.....	4,500.00
1er août 1975.....	5,000.00	August 1st, 1975.....	5,000.00
1er août 1976.....	5,000.00	August 1st, 1976.....	5,000.00
1er août 1977.....	5,500.00	August 1st, 1977.....	5,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rivière-Bleue, comté de Témiscouata.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 30 juillet 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle publique, Rivière-Bleue, comté de Témiscouata.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-Bleue, (Comté de Témiscouata), ce 9 juillet 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
FERNAND CASSISTAT.

Rivière-Bleue,
(Comté de Témiscouata), P.Q. 45372-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE PARENT
(Comté de Lavolette)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions chachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, J.-Guy Angers, secrétaire-trésorier, Parent, comté de Lavolette, jusqu'à 10.00 heures a.m., dimanche le 28 juillet 1957, pour l'achat de \$112,000.00, d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Parent, comté de Lavolette, datées du 1er juillet 1957 et remboursables par séries du 1er juillet 1958 au 1er juillet 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Rivière-Bleue, county of Témiscouata.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, July 30, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the Public Hall, Rivière-Bleue, county of Témiscouata.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-Bleue, (County of Témiscouata), this July 9, 1957.

FERNAND CASSISTAT,
Secretary-Treasurer.

Rivière-Bleue,
(County of Témiscouata), P.Q. 45372

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF PARENT
(County of Lavolette)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-Guy Angers, Secretary-Treasurer, Parent, county of Lavolette, until 10.00 o'clock a.m., Sunday, July 28th, 1957, for the purchase of an issue of \$112,000.00, of bonds of the School Commissioners for the municipality of Parent, county of Lavolette, dated July 1st, 1957 and redeemable serially from July 1st, 1958 to July 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per

inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 5 mai 1957, telle que modifiée — Construction d'une école de quatre classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$112,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1958.....x	\$21,500.00
1er juillet 1959.....x	22,500.00
1er juillet 1960.....x	23,500.00
1er juillet 1961.....	1,500.00
1er juillet 1962.....	1,500.00
1er juillet 1963.....	2,000.00
1er juillet 1964.....	2,000.00
1er juillet 1965.....	2,000.00
1er juillet 1966.....	2,000.00
1er juillet 1967.....	2,500.00
1er juillet 1968.....	2,500.00
1er juillet 1969.....	2,500.00
1er juillet 1970.....	2,500.00
1er juillet 1971.....	3,000.00
1er juillet 1972.....	3,000.00
1er juillet 1973.....	3,000.00
1er juillet 1974.....	3,500.00
1er juillet 1975.....	3,500.00
1er juillet 1976.....	3,500.00
1er juillet 1977.....	4,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$70,131.20, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont 2 de \$23,377.07, chacun et un de \$23,377.06, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance 10 ans et 15 ans. L'adjudication sera faite conformément à la Loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Tuque, comté de Laviolette.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1964 inclusivement. Si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de 20 ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue dimanche, le 28 juillet 1957, à 10.00 heures a.m., à l'école St-Thomas, Parent, comté de Laviolette.

annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 5th, 1957, as modified — Erection of a school of four classrooms.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$112,000.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1958.....x	\$21,500.00
July 1st, 1959.....x	22,500.00
July 1st, 1960.....x	23,500.00
July 1st, 1961.....	1,500.00
July 1st, 1962.....	1,500.00
July 1st, 1963.....	2,000.00
July 1st, 1964.....	2,000.00
July 1st, 1965.....	2,000.00
July 1st, 1966.....	2,000.00
July 1st, 1967.....	2,500.00
July 1st, 1968.....	2,500.00
July 1st, 1969.....	2,500.00
July 1st, 1970.....	2,500.00
July 1st, 1971.....	3,000.00
July 1st, 1972.....	3,000.00
July 1st, 1973.....	3,000.00
July 1st, 1974.....	3,500.00
July 1st, 1975.....	3,500.00
July 1st, 1976.....	3,500.00
July 1st, 1977.....	4,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$70,131.20, granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments, that is two of \$23,377.07 each and the other one of \$23,377.06, from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at La Tuque, county of Laviolette.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1964 inclusively if they are issued at ten-year short-term bonds, prior to July 1st, 1965 inclusively if they are issued at fifteen-year short-term bonds, and prior to July 1st, 1967 inclusively if they are issued for the term of twenty years; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Sunday, July 28th, 1957, at 10.00 o'clock a.m., at St. Thomas College, Parent, county of Laviolette.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des offres.

Parent, (Comté de Laviolette), ce 9 juillet 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-GUY ANGERS.

Adresse postale: C.P. 132,

Parent,
(Comté de Laviolette), P. Q. 45371-0

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Parent, (County of Laviolette), this 9th of July, 1957.

J.-GUY ANGERS,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O. Box 132,

Parent,
(County of Laviolette), P.Q. 45371-0

Ventes — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure (En matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Danville Furniture Mfg. Co. Ltd., corps politique et incorporé ayant sa place d'affaires en la ville de Danville et y exerçant le commerce de manufacturiers de meubles, débitrice.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné comme suit: VENDREDI, le DEUX AOÛT 1957, à DEUX heures p.m. seront vendus par encan public, sur les lieux à la place d'affaires de la débitrice, à Danville, comté de Richmond, les items ci-après décrits, savoir:

Item A.— Outillage pour être vendu en détail — tel que Drills électriques (4) $\frac{1}{4}$ H. P.— Filière — Carriage 12' — Banc de scie "Forano" — Moteur 40 H. P. et autres items.

Item B.— Un terrain avec moulin à scie dessus construit étant les lots cadastraux Nos. 63, 110 et 111 du village de Danville, Que. ensemble avec toutes les bâtisses ci-dessus érigées, circonstances et dépendances. (Sans machinerie).

L'item "A" sera offert en vente (en détail) au plus haut et dernier enchérisseur. L'item "B" sera également offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

L'inventaire, titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés et l'outillage pourra être visible le matin de la vente.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, ce 21 juin 1957.

Les Syndics,
R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE.

111, Côte de la Montagne,
Québec. 45265-26-2-0

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure (en matière de faillite) N° 546-B. Dans l'affaire de la faillite de M. Ovila Gagnon, ci-devant industriel de Dequen Nord, Roberval, P.Q., débiteur.

AVIS DE VENTE A L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que MARDI, le TRENTE JUILLET, 1957, à DEUX heures de l'après-midi sera vendu par encan public à la porte de l'église de la paroisse de Chambord, comté de Roberval, les immeubles ci-après décrits, savoir:

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court (Sitting in bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of: Danville Furniture Mfg. Co. Ltd., a body politic and corporate having its place of business in the town of Danville and carrying on business therein as furniture manufacturers, debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given as follows: FRIDAY, the SECOND day of AUGUST 1957, at TWO o'clock p.m., shall be sold by public auction, on the premises of the debtor's place of business, at Danville, county of Richmond, the items hereinafter described, to wit:

Item A.— Equipment to be sold separately — such as Electric Drills (4) $\frac{1}{4}$ H. P.— Filing Cabinet — Carriage 12' — "Forano" Saving-bench — Engine 40 H. P. and other items.

Item B.— A piece of land with saw-mill thereon erected being cadastral lots Nos. 63, 110 and 111 of the village of Danville, Que., together with all the buildings erected thereon, circumstances and dependencies. (Without machinery).

Item "A" shall be sold (separately) to the last and highest bidder. Item "B" shall also be sold to the last and highest bidder subject to rents and other servitudes which may exist.

The inventory, titles and certificates may be examined at all times by applying to the offices of the undersigned trustees and the equipment may be seen the morning of the sale.

This sale is carried out pursuant to articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of payment: cash.
Québec, this June 21st., 1957.

R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE.
Trustees.

111, Mountain Hill,
Québec. 45265-26-2

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court (Sitting in Bankruptcy) No. 546-B. In the matter of the bankruptcy of Ovila Gagnon, formerly an industrialist of Dequen North, Roberval, P.Q., Debtor.

NOTICE OF SALE BY AUCTION

Notice is hereby given that TUESDAY, the THIRTIETH day of JULY 1957, at TWO o'clock in the afternoon shall be sold by public auction at the door of the church of the parish of Chambord, county of Roberval, the immovables hereinafter described, to wit:

Item A: Un terrain faisant partie de la demie ouest du lot numéro cinquante-cinq (Pt. de $\frac{1}{2}$ 0.55) et de la demie est du lot numéro cinquante-six (Pt. de $\frac{1}{2}$ E. 56) du quatrième rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Métabetchouan, y compris un cours d'eau communément appelé Ruisseau à Grignon, avec le moulin à scie et autres bâtisses érigées sur ledit terrain, appartenances et dépendances, et borné vers le nord par le pont du chemin public, en allant vers le sud par une clôture métallique d'une longueur d'environ quatre cent cinq pieds, vers l'ouest par le chemin public, et vers le nord-est par le sommet de la côte longeant ledit ruisseau, ou au terrain planche et cultivable, avec toutes les machineries du susdit moulin à scie, sans réserve.

La juste moitié est du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinquante-cinq ($\frac{1}{2}$ E. 55) du quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Métabetchouan, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, sauf à en distraire un terrain de trois arpents de profondeur sur la largeur du demi-lot avoisinant le trait carré des quatrième et cinquième rang dudit canton, et un autre terrain de quatre arpents et demi de profondeur sur la largeur dudit demi-lot dans la partie nord d'icelui et avoisinant la route du moulin.

Item B: Le lot de terre connu et désigné sous le numéro huit (8) et la demie ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro sept ($\frac{1}{2}$ 0.7) du cinquième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre dudit canton Charlevoix, avec appartenances et dépendances.

Item C: Un terrain de figure irrégulière faisant partie des lots connus et désignés sous les numéros cinquante-deux-B et cinquante-trois (Pt. 52-B & 53) du quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Métabetchouan, mesurant deux cents pieds de front ou largeur sur le chemin public, sur une profondeur de deux cents pieds dans sa ligne sub-ouest perpendiculaire audit chemin public, et borné comme suit: vers le nord-ouest par le chemin public, vers le sud-ouest par le résidu desdits lots numéros cinquante-deux B et cinquante-trois, et vers l'est par le petit lac Belley, cette dernière ligne étant une ligne courbe contournant le susdit lac de manière que ledit terrain se termine en pointe à son extrémité sud-est; sans bâtisse, mais avec appartenances et dépendances.

Ces item seront offerts en vente séparément au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, ce 20 juin, 1957.

Les Syndics,
JOSEPH MARMETTE
& **RENÉ LEFAIVRE.**

369-Est, Racine, Chicoutimi
111, Côte de la Montagne, Québec. 45266-16-2-0

Item A: A piece of land forming part of the westerly half of lot number fifty-five (P. of W. $\frac{1}{2}$ 55) and the easterly half of lot number fifty-six (P. of E. $\frac{1}{2}$ 56) of Range four of the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Metabetchouan, including a stream commonly called Ruisseau à Grignon, with saw mill and other buildings erected on said land, appurtenances and dependencies, and bounded northerly by the public road bridge, southerly by a wire fence some four hundred and five feet in length, westerly by the public road, and north-easterly by the top of the hill bordering the said brook, or by a rectangular piece of arable land, with all the machinery of said saw mill, without reserve.

The exact easterly half of lot of land known and designated under number fifty-five ($\frac{1}{2}$ E. 55) of Range four, on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Metabetchouan, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies, save and except a piece of land of three arpents in depth by the width of the half lot situated close by the trait carré of Ranges four and five of said township, and another piece of land of four arpents and a half in depth by the width of said half lot in the northerly part thereof and close by the mill road.

Item B: Lot of land known and designated under number eight (8) of the westerly half of lot of land known and designated under number seven (W. $\frac{1}{2}$ 7) of Range five, on the official plan and book of reference of the cadastre of said township of Charlevoix, with appurtenances and dependencies.

Item C: A piece of land of irregular shape forming part of lots known and designated under numbers fifty-two-B and fifty-three (P. 52-B & 53) of Range four, on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Metabetchouan, measuring two hundred feet in front or width along the public road by a depth of two hundred feet in its southwesterly line perpendicular to said public road, and bounded as follows: northwesterly by the public road, southwesterly by the residue of said lots number fifty-two B and fifty-three, and easterly by small Lake Belley, this latter line being a curved line outlining the abovementioned Lake so that the said land ends in point at its southeasterly extremity; without buildings, but with appurtenances and dependencies.

These items shall be put up for sale separately and sold to the last and highest bidder subject to rents and other servitudes which may be attached thereto.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the offices of the undersigned.

This sale is in accordance with sections 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and also article 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of Payment: Cash.
Québec, June 20, 1957.

JOSEPH MARMETTE
& **RENÉ LEFAIVRE,**
Trustees.

369 Racine Street, East, Chicoutimi. 45266-26-2
111 Mountain Hill, Québec.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 12,254. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé, ayant son siège social à Québec, deman-
deur vs LUCIEN CARON, d'Asbestos, P.Q.,
débiteur insolvable, défendeur et JEAN ROY,
en sa qualité de syndic au débiteur insolvable,
mis-en-cause.

"1. Le lot cadastral numéro deux "A" du quatrième rang de Sipton et le lot cadastral numéro deux "C" du cinquième rang de Sipton. Moins et à distraire dudit lot deux "A" la partie vendue à la Corporation de St-Georges de Windsor, et décrite au long dans l'acte enregistré à Richmond numéro 50434.

2. Une lisière de terrain faisant partie du lot cadastral numéro deux "B" du cinquième rang de Sipton, sise et située entre la ligne sud-ouest du lot numéro 2C et la ligne nord-est du lot numéro 2D du cinquième rang de Sipton, sur toute la profondeur du dit lot numéro 2C.

3. Une lisière de terrain de vingt-huit pieds de largeur, faisant partie dudit lot numéro deux "B" du cinquième rang de Sipton, commençant au coin sud-est du lot numéro 2 "C" du cinquième rang de Sipton, allant dans la direction nord-ouest en suivant la ligne d'arrière dudit lot numéro 2 "C" jusqu'à la ligne sud-est du lot numéro 2 "D" du même rang; delà en suivant la dite ligne sud-est du lot 2 "D" une distance de vingt-huit pieds delà à angle droit, dans la direction sud-est, en ligne droite jusqu'à un point qui serait la continuation en ligne droite de la ligne sud-est dudit lot numéro 2 "C" et à vingt-huit pieds d'icelle. Le tout tel qu'autrefois occupé par Frédéric Labranche.

Le tout avec les bâtisses dessus construites."

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-Toute-Joie, dans la ville d'Asbestos, le VINGT-CINQ JUILLET 1957 à TROIS heures de l'après-midi. (Heure avancée).

Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, ce 17 juin 1957. 45225-25-2-o

ARTHABASKA

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 12,254. { BUREAU, body politic
and corporate, paving its head
office at Quebec, plaintiff vs LUCIEN CARON,
of Asbestos, P.Q., Insolvent Debtor, defendant
and JEAN ROY, in his capacity of Trustee for
insolvent debtor, Mis-en-cause.

"1. Cadastral lot number two "A" of range four of Sipton and cadastral lot number two "C" of range five of Sipton. Save and except that part of lot two "A" sold to the Corporation of St. Georges de Windsor, and described at length in the Deed registered at Richmond under number 50434.

2. A strip of land forming part of cadastral lot number two "B" of range five of Sipton, situated and lying between the southwesterly line of lot number 2C and the northeasterly line of lot number 2D of range five of Sipton, along the whole depth of said lot number 2C.

3. A strip of land of twenty-eight feet in width, forming part of said lot number two "B" of range five of Sipton, commencing at the southeasterly corner of lot number 2 "C" of range five of Sipton, running in a northwesterly direction along the rear line of said lot number 2 "C" as far as the southeasterly line of lot number 2 "D" of same range; thence, along the said southeasterly line of lot 2 "D" a distance of twenty-eight feet, thence rectangularly, in a southeasterly direction, in a straight line as far as a point which would be the continuation, in straight line, of the southeasterly line of said lot number 2 "C" and at twenty-eight feet therefrom. All of which as formerly occupied by Frédéric Labranche.

All of which with buildings erected thereon."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of Notre-Dame-de-Toute-Joie, in the town of Asbestos, the TWENTY-FIFTH day of JULY, 1957 at THREE o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, FELIX HOULE,
Arthabaska, this June 17, 1957. 45225-25-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District de Rimouski

Cour de Magistrat { ANTYME PERRY, Ste-
N° 31,238. { Anne des Monts, re-
quérant contre EDMOND
THERRIEN, saint-Joachim de Tourelle, comté
de Gaspé, intimé.

La propriété à vendre est la suivante:

"Les droits de préemption, les défrichements, les améliorations et impenses sur le lot numéro trente-deux (32) au cadastre officiel du rang cinq (5) canton Tourelle, avec bâtisses, circonstances et dépendances."

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District of Rimouski

Magistrate's Court, { ANTYME PERRY, Ste-
No. 31,238. { Anne des Monts, pe-
titioner, against EDMOND
THERRIEN, Saint-Joachim de Tourelle, county
of Gaspé, respondent.

The property for sale is the following:

"The pre-emption rights, rubbing and land-clearing and expenses for improvements and upkeep on lot number thirty-two (32) in the official cadastre of range five (5) Tourelle township, with buildings, circumstances and dependencies."

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Joachim de Tourelle, MERCREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET 1957 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q., le 6 mai 1957. 45244-25-2-o

To be sold at the door of the church of Saint-Joachim de Tourelle, WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of JULY, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office,
Percé, P.Q., May 6, 1957. 45244-25-2-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, { WENCESLAS MI-
N° 1070. CHAUD, voyageur
{ de Saint-Germain, deman-
deur, vs EUGÈNE TURCOTTE, de Esprit-
Saint, défendeur.

"Le lot numéro trente-neuf (39) du rang trois (3) canton Laroche, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Esprit-Saint, comté de Rimouski, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour d'AOÛT, 1957, à DEUX heures de l'après-midi, heure avancée.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, ce 3 juillet 1957.
45370-28-2-o
[Première insertion samedi, le 13 juillet 1957]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, { WENCESLAS MI-
No. 1070. CHAUD, traveller
{ of Saint Germain, plain-
tiff vs EUGÈNE TURCOTTE, of Esprit-
Saint, defendant.

"Lot number thirty-nine (39) Range three (3) Township Laroche, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of the parish of Esprit-Saint, county of Rimouski, WEDNESDAY the FOURTEENTH day of AUGUST 1957, at TWO o'clock in the afternoon, Daylight Saving Time.

P. E. MARTIN,
Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, this July 3, 1957.
45370-28-2
[First insertion Saturday, July 13, 1957]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { JEAN PAUL MARCOUX,
N° 87,698. Comptable Agréé, 750
{ St-Joseph Est, Québec, contre
ROSAIRE GERMAIN, St-Basile, comté de
Portneuf.

"Les lots numéros six cent quatre-vingt-dix-sept (697), sept cent seize (716), sept cent dix-sept (717), sept cent trente-trois (733), sept cent trente-huit (738), sept cent trente-neuf (739), sept cent quarante (740), sept cent cinquante-deux (752) et sept cent cinquante-trois (753) du cadastre officiel de la paroisse de St-Raymond, comté de Portneuf."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Raymond, comté de Portneuf, le SEIZIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi (Heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DR J. R. GOBEIL.
Québec, le 9 juillet 1957. 45380-28-2-o
[Première insertion: 13 juillet 1957.]
[Deuxième insertion: 3 août 1957.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { UNITED LOAN CORPO-
N° 87,285. RATION, corps politic-
{ que et Inc., ayant un bureau
d'affaires à 420 rue du Pont, dans les Cité et
district de Québec, contre GUSTAVE VACHON,
mécanicien, résidant et domicilié à 102 rue Des
Rosiers, à Ste-Foy, P.Q.

Le lot numéro soixante-dix-neuf (N° 79) des subdivisions du lot originaire vingt-sept (79 de 27) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Foy dans le Comté de Québec, mesurant soixante pieds de front et quatre-vingt-cinq pieds de profondeur (60' x 85') mesure anglaise avec bâtisses

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { JEAN PAUL MARCOUX,
No. 87,698. Chartered Accountant,
{ 750 St. Joseph Street, East,
Quebec versus ROSAIRE GERMAIN, St.
Basile, county of Portneuf.

"Lots numbers six hundred and ninety-seven (697), seven hundred and sixteen (716), seven hundred and seventeen (717), seven hundred and thirty-three (733), seven hundred and thirty-eight (738), seven hundred and thirty-nine (739), seven hundred and forty (740), seven hundred and fifty-two (752) and seven hundred and fifty-three (753) of the official cadastre of the parish of St. Raymond, county of Portneuf.

To be sold at the door of the parochial church of St. Raymond, county of Portneuf, the SIXTEENTH day of AUGUST next at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

DR. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office,
Québec, July 9, 1957. 45380-28-2
[First insertion: July 13, 1957.]
(Second insertion: August 3, 1957.)

Fieri Facias

Quebec, to wit: { UNITED LOAN CORPO-
No. 87,285. RATION, body politic
{ and corporate, having its busi-
ness office at 420 du Pont Street, in the city and
district of Quebec versus GUSTAVE VACHON,
mechanic, residing and domiciled at 102 Des
Rosiers Street, at St. Foy, P.Q.

Lot number seventy-nine (79) of the subdivisions of original lot twenty-seven (79 of 27) of the official cadastre for the parish of St. Foy in the county of Quebec, measuring sixty feet in front and eighty-five feet in depth (60' x 85') English measure with buildings erected thereon, circums-

dessus construites, circonstances et dépendances. Propriété située au Numéro 102 de l'avenue Desrosiers, en la ville de Ste-Foy, comté de Québec.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Foy, comté de Québec, le SEIZIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi (Heure avancée).

Bureau du Shérif, Québec, le 9 juillet 1957.
 [Première insertion: 13 juillet 1957]
 [Deuxième insertion: 3 août 1957]

Le Shérif,

DR J. R. GOBEL.

45381-28-2-o

tances and dependencies. A property situated at number 102 Desrosiers Avenue, in the town of St. Foy, county of Quebec.

To be sold at the door of the parochial church of St. Foy, county of Quebec, the SIXTEENTH day of AUGUST next at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, Québec, July 9, 1957.
 [First insertion: July 13, 1957]
 [Second insertion: August 3, 1957]

Dr. J. R. GOBEL,

Sheriff.

45381-28-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
 District de St-François

Cour Supérieure, N° 15928. { L A COMPAGNIE INDUS-
 TRIELLE DE RICH-
 MOND, corps politique et
 incorporé, ayant son siège social et sa principale
 place d'affaires à Richmond, district de St-
 François, demanderesse vs ROGER DUPONT,
 395 Dufferin, Granby, district de Bedford, dé-
 fendeur.

"Un certain emplacement sis et situé en le canton de Durham (Municipalité d'Ulverton), connu et désigné aux Plan et Livre de Renvoi Officiels dudit canton, comme étant les lots cadastraux cent huit, deux cent soixante-dix-sept, et cent trois (108, 277 et 103), moins cependant les parties dudit lot 103 vendues par contrats enregistrés B-69-N° 53188 et B-70-N° 54126, à Drummond; avec bâtisses et dépendances dessus construites et y appartenant, et ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Pierre Durham (L'Avenir) le VINGT-DEUX (22) JUILLET 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Sherbrooke, District de St-François, Ce 17 juin 1957.
 Le Shérif, JOS. LABRECQUE.
 45226-25-2-o
 [Première insertion, le 22 juin 1957]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris
 District of St-François

Superior Court, No. 15928. { L A COMPAGNIE INDUS-
 TRIELLE DE RICH-
 MOND, body politic and in-
 corporated, having its head office and principal
 place of business at Richmond, district of St-
 Francis, plaintiff, vs ROGER DUPONT, 395
 Dufferin, Granby, district of Bedford, defendant.

"A certain piece of ground seated and situate in the township of Durham (Municipality of Ulverton), known and designated upon the Official Plan and Book of Reference of the said township as being cadastral lots one hundred and eight, two hundred and seventy-seven and one hundred and three (108, 277 and 103), less however the parts of said lot 103 sold by deeds registered B-69-No. 53188 and B-70-No. 54126, at Drummond; with buildings and dependences thereon erected and belonging to, and as the whole is at present, with active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said immovable."

To be sold at the door of the parochial church of St-Pierre Durham, (L'Avenir), the TWENTY-SECOND (22) day of JULY, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Sherbrooke, district of St-François, This 17th of June, 1957.
 JOS. LABRECQUE, Sheriff.
 45226-25-2-o
 [First insertion the 22nd of June 1957]

Départements des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel du village de Lennoxville, municipalité de la ville de Lennoxville, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Official cadastre of the village of Lennoxville, municipality of the town of Lennoxville, registration division of Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 331-18, 331-19 et 331-20 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 331-18, 331-19 and 331-20 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil code.

Québec, le 29 juin 1957.
 Le Département des Terres et Forêts,
 Service du Cadastre,
 Le Sous-ministre,
 AVILA BÉDARD.

Quebec, June the 29th, 1957.
 Department of Lands and Forests,
 Cadastral Branch,
 AVILA BÉDARD,
 Deputy Minister.

45330-o

45330-o

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, municipalité de la cité de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, municipality of the city of Montreal, registration division of Montreal.

Avis est par la présente donné que les lots 290-42-1 à 290-42-3 et 290-45-1 à 290-45-3 sont

Notice is hereby given that lots 290-42-1 to 290-42-3, and 290-45-1 to 290-45-3 are cancelled

annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil in virtue of article 2174A of the Civil code.

Québec, le 3 juillet 1957.

Quebec, July the 3rd, 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

45330-o

45330-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 28

Index of the Quebec Official Gazette, No. 28

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Poulin vs Degré..... 2496

Poulin vs Degré..... 2496

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

ORDERS IN COUNCIL:

643-A — Construction dans la Province. 2488

643-A — Construction in the Province. 2488

643-B — Construction dans la Province. 2491

643-B — Construction in the Province. 2491

654 — Concernant le classement de l'église Saint-Grégoire (Nicolet) en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques. 2495

654 — Concerning the classification of the Church of Saint Grégoire (Nicolet) pursuant to the Historic or Artistic Monuments and Sites Act. 2495

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

Réception des annonces..... 2471

Receipt of advertising copies 2471

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Chibougamau Mining & Smelting Co. Inc. (Directeurs)..... 2497

Chibougamau Mining & Smelting Co. Inc. (Directors)..... 2497

Ciment Barraute Ltée (Directeurs).... 2497

Ciment Barraute Ltée (Directors)..... 2497

Ciment Malartic Ltée (Directeurs).... 2497

Ciment Malartic Ltée (Directors)..... 2497

Eldon Associates Limited (Directeurs). 2499

Eldon Associates Limited (Directors).. 2499

Jacques Légaré & Cie Limitée (Directeurs)..... 2502

Jacques Légaré & Cie Limitée (Directors)..... 2502

Hôpital Saint-Michel (Règlement)..... 2501

Hôpital Saint-Michel (By-Laws)..... 2501

"Le Flambeau" Home Inc. (Directeurs). 2500

"Le Flambeau" Home Inc. (Directors). 2500

La Cie de Développement de Weedon — Weedon Development Co. (Dist. de l'actif)..... 2499

La Cie de Développement de Weedon — Weedon Development Co. (Dist. of the assets)..... 2499

Les Associés de Neuve-France (Directeurs)..... 2499

Les Associés de Neuve-France (Directors)..... 2499

Les Habitations Laurentiennes Ltée (Directeurs)..... 2498

Les Habitations Laurentiennes Ltée (Directors)..... 2498

Les Librairies Fernand Pilon Stationers Inc. (Directeurs)..... 2500

Les Librairies Fernand Pilon Stationers Inc. (Directors)..... 2500

Les Loisirs St-Barthélémi de Montréal (Règlements)..... 2496

Les Loisirs St-Barthélémi de Montréal (By-Laws)..... 2496

Le Syndicat National des Employés de la Commission des Écoles Catholiques d'Arvida (Formation)..... 2498

Le Syndicat National des Employés de la Commission des Écoles Catholiques d'Arvida (Formation)..... 2498

Maniwaki, village (Erection)..... 2501

Maniwaki, village (Erection)..... 2501

Mary Morgan Inc. (Directeurs)..... 2497

Mary Morgan Inc. (Directors)..... 2497

Morgan Agencies Limited (Directeurs). 2499

Morgan Agencies Limited (Directors).. 2499

Ricmar Investment Corporation (Directeurs)..... 2498

Ricmar Investment Corporation (Directors)..... 2498

Siegmund Werneer Limited (Directeurs)..... 2498

Siegmund Werneer Limited (Directors)..... 2498

Syndicat Coopératif Immobilier de Loretteville (Fondation)..... 2500

Syndicat Coopératif Immobilier de Loretteville (Foundation)..... 2500

Syndicat de Consommation St-Jérôme (Fondation)..... 2499

Syndicat de Consommation St-Jérôme (Foundation)..... 2499

Syndicat des Fabricants de Produits Laitiers de la Rive Sud (Formation). 2496

Syndicat des Fabricants de Produits Laitiers de la Rive Sud (Formation). 2496

CHARTES — ABANDON DE:

CHARTERS — SURRENDER OF:

Hoechst Industries of Canada Ltd..... 2502

Hoechst Industries of Canada Ltd..... 2502

Ile Bizard Golf Course Inc..... 2503

Ile Bizard Golf Course Inc..... 2503

Maple Leaf Textiles Ltd..... 2502

Maple Leaf Textiles Ltd..... 2502

COMPAGNIES DISSOUTES:

Saint-Pierre & Chartrand Compagnie Limitée.....	2503
Seven-Teen Junior Inc.....	2503

CURATELLE PUBLIQUE:

Succession Raymond Cantin.....	2503
Succession Oscar Chagnon.....	2504

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Bourlamaque (Prot.) <i>et al.</i>	2506
Chicoutimi-Nord, ville.....	2504
Dorion, village.....	2506
Ely-Ouest.....	2504
Hébert Station.....	2507
Laure, canton.....	2506
L'Épiphanie, village.....	2507
Nantes.....	2504
Ste-Anne, paroisse.....	2504
St-Georges-de-Malbaie.....	2507
St-Martin, ville.....	2505
St-Raymond, ville.....	2505

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Charlesbourg, paroisse.....	2507
Lennoxville, municipalité.....	2530
Sault-au-Récollet, paroisse.....	2530
St-Hubert, paroisse.....	2507

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses, comtés de Joliette <i>et al.</i> (Modification).....	2508
Construction dans la Province (Modification).....	2509
Débardeurs dans le port de Québec (Modification).....	2510
Établissements commerciaux de Mégantic (Modification).....	2508
Vérificateurs, navigation océanique, dans le port de Québec (Modification).....	2511

LETTRES PATENTES:

Ace Drilling Company Ltd.....	2472
Admiral Development Corporation.....	2473
Alsab Mines Ltd.....	2473
Amalgamated Supplies Ltd.....	2473
Associated Adjusters and Appraisers Ltd.....	2474
Associated Steel Co. Ltd.....	2474
Banchini Limitée — Banchini Limited.....	2474
Benco Children's Wear Co. Ltd.....	2475
Blue Hills Co. Ltd.....	2475
Bouchard & Néron, Ltée.....	2475
Candiac Realities Ltd.— Les Immeubles Candiac Ltée.....	2476
Charland Automobile Limitée.....	2476
Choinière & Charbonneau, Ltée.....	2476
Clairmont Inc.....	2477
Coldbar Corporation.....	2477
Economic Production Work Ltd.....	2477
H. Gibeau Orange Julep Inc.....	2478
Insulfoam Limited.....	2478
J. A. Bélanger Automobiles, Inc.....	2478
J. L. Perreault Ltée.....	2479
J. R. Leroux & Co. Ltd.....	2479
Kingsley Falls Paper Corporation.....	2479
La Rose Textiles Inc.....	2480

COMPAGNIES DISSOLVED:

Saint-Pierre & Chartrand Compagnie Limitée.....	2503
Seven-Teen Junior Inc.....	2503

PUBLIC CURATORSHIP:

Estate of Raymond Cantin.....	2503
Estate of Oscar Chagnon.....	2504

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

Bourlamaque (Prot.) <i>et al.</i>	2506
Chicoutimi-North, town.....	2504
Dorion, village.....	2506
Ely-West.....	2504
Hébert Station.....	2507
Laure, township.....	2506
L'Épiphanie, village.....	2507
Nantes.....	2504
Ste-Anne, parish.....	2504
St-Georges-de-Malbaie.....	2507
St-Martin, town.....	2505
St-Raymond, town.....	2505

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Charlesbourg, parish.....	2507
Lennoxville, municipality.....	2530
Sault-au-Récollet, parish.....	2530
St-Hubert, parish.....	2507

LABOUR:

Industry or Trades of:

Barbers and Hairdressers, counties of Joliette <i>et al.</i> (Amendments).....	2508
Construction in the Province (Amendment).....	2509
Longshoremen in the Harbour of Quebec (Amendment).....	2510
Commercial establishments of Megantic (Amendment).....	2508
Checkers, ocean navigation, in the Harbour of Quebec (Amendment)....	2511

LETTERS PATENT:

Ace Drilling Company Ltd.....	2472
Admiral Development Corporation.....	2473
Alsab Mines Ltd.....	2473
Amalgamated Supplies Ltd.....	2473
Associated Adjusters and Appraisers Ltd.....	2474
Associated Steel Co. Ltd.....	2474
Banchini Limitée — Banchini Limited.....	2474
Benco Children's Wear Co. Ltd.....	2475
Blue Hills Co. Ltd.....	2475
Bouchard & Néron, Ltée.....	2475
Candiac Realities Ltd.— Les Immeubles Candiac Ltée.....	2476
Charland Automobile Limitée.....	2476
Choinière & Charbonneau, Ltée.....	2476
Clairmont Inc.....	2477
Coldbar Corporation.....	2477
Economic Production Work Ltd.....	2477
H. Gibeau Orange Julep Inc.....	2478
Insulfoam Limited.....	2478
J. A. Bélanger Automobiles, Inc.....	2478
J. L. Perreault Ltée.....	2479
J. R. Leroux & Co. Ltd.....	2479
Kingsley Falls Paper Corporation.....	2479
La Rose Textiles Inc.....	2480

L'Association des Marchands de Meubles au Détail du Québec Inc. 2480
 Les Placements Alvic Inc. 2480
 Ligue des Propriétaires de Baie Comeau Inc. 2481
 Linda Construction Company Limited. 2481
 Mansfield Automatic Parking Ltd. 2481
 Matane Gaspésie Transport Inc. 2482
 Millett Real Estate & Mortgage Corp. 2482
 Montreal Pole Line Const. Inc. 2482
 Montreal Studio and Drama Club. 2483
 Ovila Bernard Tire Service Limited. 2483
 Photo Poste Inc. 2483
 Piette Transport Inc. 2484
 Rano Realty Co. 2484
 Realty Projects (1957) Inc. 2484
 Sea — Gram Construction Corporation. 2485
 S.P.D. Investments Ltd. 2485
 St. Lawrence Chartering Limited. 2485
 The Daaquam Lumber Ltd. 2486
 Turcotte Automobiles Limitée. 2486
 Vadrouilles, Balais et Agences Wod Inc. — Wod Mops, Brooms and Agencies Inc. 2486
 Vitrierie Aganac Glass Inc. 2487

L'Association des Marchands de Meubles au Détail du Québec Inc. 2480
 Les Placements Alvic Inc. 2480
 Ligue des Propriétaires de Baie Comeau Inc. 2481
 Linda Construction Company Limited. 2481
 Mansfield Automatic Parking Ltd. 2481
 Matane Gaspésie Transport Inc. 2482
 Millett Real Estate & Mortgage Corp. 2482
 Montreal Pole Line Const. Inc. 2482
 Montreal Studio and Drama Club. 2483
 Ovila Bernard Tire Service Limited. 2483
 Photo Poste Inc. 2483
 Piette Transport Inc. 2484
 Rano Realty Co. 2484
 Realty Projects (1957) Inc. 2484
 Sea — Gram Construction Corporation. 2485
 S.P.D. Investments Ltd. 2485
 St. Lawrence Chartering Limited. 2485
 The Daaquam Lumber Ltd. 2486
 Turcotte Automobiles Limitée. 2486
 Vadrouilles, Balais et Agences Wod Inc. — Wod Mops, Brooms and Agencies Inc. 2486
 Vitrierie Aganac Glass Inc. 2487

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Candiac Heights Inc. 2487
 Immeubles Beaudoin & Cie Inc. 2487
 Montclair Inc. 2488

Candiac Heights Inc. 2487
 Immeubles Beaudoin & Cie Inc. 2487
 Montclair Inc. 2488

LIQUIDATION, AVIS DE:

WINDING UP NOTICE:

Tire Equipment Company Limited. 2514

Tire Equipment Company Limited. 2514

MINISTÈRE DES FINANCES:

DEPARTMENT OF FINANCE:

Assurances:

Insurance:

Pacific Insurance Company of New York (Nom changé) 2514

Pacific Insurance Company of New York (Name changed) 2514

RATIFICATION DE TITRE:

CONFIRMATION OF TITLE:

Homonko, John 2414

Homonko, John 2414

SIÈGES SOCIAUX:

HEAD OFFICES:

Comeau & Fils Inc. 2516
 Insulation Manufacturers & Processors Ltd. 2515
 La Compagnie d'Assurance La Protection Nationale — The National Protection Assurance Company 2516
 La Société de Consommation Alimentaire du Québec Inc. 2516
 Montreal Studio and Drama Club. 2516
 Placements Olier Inc. 2515
 Société d'Entreprise du Canada. 2516

Comeau & Fils Inc. 2516
 Insulation Manufacturers & Processors Ltd. 2515
 La Compagnie d'Assurance La Protection Nationale — The National Protection Assurance Company 2516
 La Société de Consommation Alimentaire du Québec Inc. 2516
 Montreal Studio and Drama Club. 2516
 Placements Olier Inc. 2515
 Société d'Entreprise du Canada 2516

SOUMISSIONS:

TENDERS:

Maniwaki, village 2518
 Parent, comm. scol. 2524
 Robertsonville, comm. scol. 2517
 St-Paul-l'Ermitte, paroisse 2519
 Sayabec, comm. scol. 2521
 St-Hyacinthe, cité 2522
 St-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, village 2523

Maniwaki, village 2518
 Parent, School Comm. 2524
 Robertsonville, School Comm. 2517
 St-Paul-l'Ermitte, parish 2519
 Sayabec, School Comm. 2521
 St-Hyacinthe, city 2522
 St-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, village 2523

VENTES, LOI DE FAILLITE:

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Danville Furniture Mfg. Co. Ltd. 2526
 Gagnon, Ovila 2526

Danville Furniture Mfg. Co. Ltd. 2526
 Gagnon, Ovila 2526

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFF'S SALES:

ARTHABASKA:

ARTHABASKA:

L'Office du Crédit agricole du Québec vs Caron et al. 2528

Quebec Farm Credit Bureau vs Caron et al. 2528

GASPÉ:		GASPÉ:	
Perry vs Therrien	2528	Perry vs Therrien	2528
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
Michaud vs Turcotte	2529	Michaud vs Turcotte	2529
QUÉBEC:		QUEBEC:	
Marcoux vs Germain	2529	Marcoux vs Germain	2529
United Loan Corporation vs Vachon...	2529	United Loan Corporation vs Vachon...	2529
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
La Compagnie Industrielle de Richmond vs Dupont	2530	La Compagnie Industrielle de Richmond vs Dupont	2530
45328		45328	